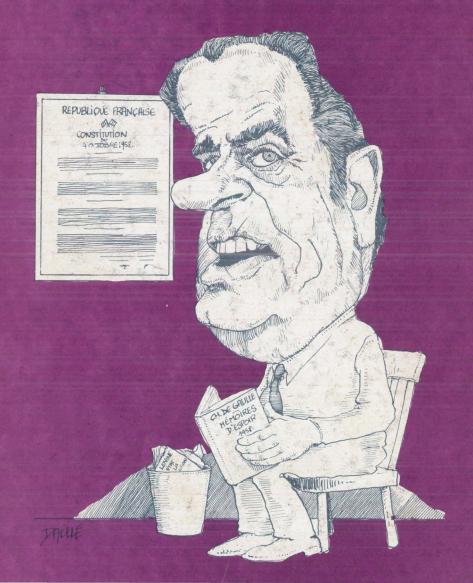
# CRITIQUE COMMUNISTE

Les communistes, la transition socialiste et l'Etat



## SOMMAIRE

Henri Weber	
Le PCF et l'Etat	2 1
Le l'et l'Etat	p. 1
Niesa Deutentees	
Nicos Poulantzas :	
L'Etat et	
la transition au socialisme (interview)	p. 15
Daniel Bensaïd	
Antoine Artous:	
Hégémonie, autogestion et	
dictature du prolétariat	p. 41
	p
Dossier:	
Débat sur le mouvement étudiant	n 83
Debat sur le mouvement étudiant	p. 03
Daniel Lindenberg:	
Un très vieux vin	
dans de nouvelles outres	112
dans de nouvelles outres	. p. 112
Contra Dani	
Carlos Rossi :	
A propos du « Témoin et du prophète,	
pour ou contre Soljenitsyne », de Daniel Singer	. p. 120
Michel Lequenne:	
Sur l'essai de Xavière Gauthier:	
« Dire nos sexualités »	p. 125

#### COMITE DE REDACTION

Denise Avenas - Alain Brossat - Jean Hallouze - Michel Lequenne - Michel Peret - Gilles Poiron - Carlos Rossi - Frédérique Vinteuil - Jean Marie Vincent - Henri Weber.

Directeur de la publication : Henri Weber.

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéménée 75004 Paris (pour toute correspondance)

Abonnement 10 NUMEROS: 80 F.

Imprimerie Rotographie Montreuil.



## Le PCF et l'Etat

A propos du livre de Fabre, Hincker et Sève,
« les Communistes et l'Etat ».

Le livre de Jean Fabre, François Hincker et Lucien Sève (1) ne se lit pas comme un roman policier. Pour paraphraser un commentateur célèbre, on se demande même, à sa lecture, si l'on avale du coton hydrophile ou des soies de cochon... Mais il n'en présente pas moins, dès l'ouverture, un certain suspens : définissant l'objet de leurs investigations, les orateurs soulignent longuement d'entrée de jeu le caractère de classe de l'Etat français « L'Etat, écrivent-ils (p. 12), c'est le dispositif à travers lequel s'élabore et se met en œuvre la politique qui répond aux intérêts globaux de la classe dominante, à travers lequel son pouvoir s'exerce sous les formes de l'autorité politique. C'est par excellence l'instrument grâce auquel la classe possédante maintient et reproduit sa domination. Ses formes, ses structures, ses organes sont essentiellement déterminés par son contenu de classe. La tête en est constituée par le pouvoir politique proprement dit, les hommes et les institutions-clefs qui prennent les décisions essentielles — présidence de la République, gouvernement, directions des partis politiques de la majorité... direction des grands corps de l'Etat intimement liés aux dirigeants des grands monopoles et appuyés sur la majorité réactionnaire qui en est le support politique et qui sert de relais à leur emprise sur une partie des masses. » Cette tête commande à un « corps » : « Tout un appareil d'Etat étendu, ramifié, historiquement mobile : administrations, forces répressives, organismes publics ou semi-publics, centraux ou locaux, collectivités territoriales... » (2)

Après cet assaut d'orthodoxie, on se demande comment nos compères vont s'y prendre pour justifier, entre autres nombreuses choses, le maintien de la Constitution de 1958 dans le Programe commun, lui-même présenté (p. 108) comme « la forme enfin trouvée de la transition au socialisme dans les conditions de la France »! Et cette interrogation contribue grandement à soutenir l'attention du lecteur lorsque la langue de bois déverse sur son crâne sa pluie de copeaux...

En réalité, le livre de Fabre, Hincker et Sève (FHS) ne porte pas tant sur l'Etat que sur la stratégie du PCF telle que l'actualise le XXII<sup>e</sup> Congrès. Mine de rien, il se veut une réponse aux militants communistes qui gardent en travers de la gorge les « innovations théoriques » récentes du parti. Surtout, il s'efforce de restituer un cadre de référence théorique cohérent à l'ensemble des militants communistes singulièrement démunis sur ce plan depuis l'affaissement de l'édifice stalinien. Le résultat donne une assez bonne idée de ce que sera la figure française de « l'eurocommunisme ». Les thèmes majeurs de la problématique « italienne » sont repris. Mais la structure d'ensemble recèle de fâcheuses contradictions et les finitions sont baclées. Au total, le socle théorique du PCF ne sort pas immaculé de cette entreprise de ravalement. Il conserve ses lézardes, que les échéances prochaines, orientées et commentées pas les marxistes-révolutionnaires, peuvent transformer en béances...

#### Dictature du prolétariat et pouvoir despotique

FHS démarrent donc sur une vibrante profession de foi d'orthodoxie marxiste... tempérée toutefois par une non moins vibrante profession de foi antidogmatique : comme toute démarche scientifique, la théorie marxiste ne saurait être qu'ouverte, mouvante, consciente du caractère relatif de ses résultats, de leur nécessaire dépassement par le progrès de la théorie elle-même. Fort bien. (Applaudissement sur les bancs de l'extrême gauche) Tout le problème réside dans la nature du « dépassement » proposé. Celui de FHS a ceci de particulier que ce qui est dépassé, ce n'est pas la théorie marxiste, mais son avorton stalinien ; et que le résultat de l'opération (au demeurant fort laborieuse) n'offre l'illusion de la nouveauté que pour les néophytes. En réalité, il présente bien des traits de parenté avec l'œuvre du Kautsky des années vingt et de ses petits camarades...

Soit, par exemple, l'« assimilation critique » des concepts de dictature du prolétariat (DDP), dont l'abandon récent, au détour d'une émission télévisée, a fait quelque bruit : gurest-ce que la dictature du prolétariat (DDP) selon FHS? « C'est un pouvoir d'Etat qui n'est tenu par aucune loi et repose directement sur la violence. » (3) De deux choses l'une. ou bien il s'agit d'une énorme banalité, s'appliquant à tout type d'Etat : en dernière analyse, lorsque le pouvoir de la classe dominante est gravement menacée. celle-ci n'hésite pas à jeter par dessus bord sa propre légalité et à recourir à la violence ouverte, etc., ou bien il s'agit d'une définition spécifique de la DDP, mais alors c'est la définition stalienne, non la définition marxiste. Pour Marx, en effet, la DDP ne désigne pas un mode spécifique d'organisation du pouvoir, une forme particulière de l'Etat, mais le contenu de classe de l'Etat de transition au socialisme, par opposition au contenu de classe de l'Etat bourgeois. Et de même que l'Etat bourgeois peut revêtir la forme de la tyrannie d'un Pinochet ou celle de la démocratie scandinave. l'Etat de dictature du prolétariat peut revêtir la forme de la dictature d'un parti — et même d'un seul homme disait Lénine — ou celle de la démocratie autogestionnaire. C'est une question de rapport de forces — national et international — entre les classes.

Définir la DDP comme un « pouvoir sans loi, fondé sur la pure violence », c'est non seulement choisir Staline contre Marx, c'est aussi et en conséquence, s'empêtrer dans d'inextricables contradictions. Comment un tel pouvoir peut-il être en même temps « un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises » (4)? Parce que ses détenteurs l'exerceraient doctement dans l'intérêt du peuple et non plus d'une minorité? La contribution de Marx à la science politique — on sait qu'il considérait le concept de DDT comme la clé de voûte du «marxisme » — se limiterait-elle à une redécouverte du despotisme éclairé?

Comment un pouvoir de violence sans loi — c'est-à-dire d'oppression et d'arbitraire — entamerait-il dès le départ un processus de dépérissement de l'Etat? La forme développée de la dictature du prolétariat — celle qui correspond aux rapports de production institués par la socialisation de l'économie — c'est la démocratie des conseils ouvriers, l'autogestion généralisée de toute l'activité sociale. C'est cette forme développée qui représente une démocratie qualitativement supérieure à toutes les formes de démocratie bourgeoise. C'est elle qui inaugure le dépérissement de l'Etat. En aucune façon, la DDP ne constitue donc par essence un pouvoir « violent et sans loi », c'est-à-dire un pouvoir despotique, un Etat d'exception, même si dans certaines circonstances historiques, elle peut aussi revêtir cette forme.

<sup>(3)</sup> idem. p. 39, p. 144, etc.

<sup>(4)</sup> Lenine: l'Etat et la révolution.

Tout cela, FHS le savent fort bien, c'est l'abc du marxisme. Mais il faut bien fonder en théorie l'abandon du concept de la DDP. Pour cela, quoi de plus simple que de présenter la DDP dans son acceptation stalinienne comme un mode despotique d'exercice du pouvoir d'Etat, rendu nécessaire par l'extrême précarité des rapports de forces ; puis s'aviser que ces rapports de forces ayant favorablement évolué, on peut désormais faire l'économie de la dictature du prolétariat ? Il suffisait d'y penser, et la plupart des sociaux-démocrates (pas tout !) y avaient pensé il y a déjà soixante ans. Malheureusement, il s'agit là d'astuces un peu grosses — dont les Italiens, par exemple, se gardent bien — qui ne passent pas comme une lettre à la poste, même dans un parti aussi peu porté sur la théorie que le PCF.

#### Deux Etats dans l'Etat

Autre exemple, la théorie de l'Etat. Elle s'ouvre sur le rituel coup de chapeau à l'apport de Marx et Lénine. Mais bien vite, on délaisse la subtilité de leurs analyses pour la bonne grosse conception stalinienne de l'Etat-instrument, manié comme à la parade par la classe dominante. C'est la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (CME) « mécanisme-unique entre l'Etat et les monopoles » (5). Comment s'opère ici « l'assimilation critique », le « dépassement » de la théorie ?

En deux temps. D'une part, on reprend la vieille idée sociale-démocrate des deux fonctions de l'Etat: sa fonction de domination politique (le mauvais côté de l'Etat, celui qui correspond à la défense des privilèges de classe); sa fonction technico-administrative (intervention économique et sociale, gestion des services publics, etc.: le bon côté de l'Etat, celui qui correspond à la croissance et à la socialisation des forces productives).

« Le mécanisme-unique Etat-monopoles » opère au sommet de l'édifice, sur le terrain de la première fonction. Sous le capitalisme monopoliste d'Etat, la fonction de domination politique de l'Etat domine et imprègne sa fonction technico-administrative : la « tête » de l'Etat (le pouvoir politique), aux mains des monopoles, imprime au « corps » administratif et gestionnaire une orientation néfaste aux intérêts populaires. Il suffit donc de s'emparer de la « tête » de l'Etat (« présidence de la République, cabinets ministériels », p. 120) pour imprimer au « corps » administratif une orientation différente. Aussi, il ne s'agit pas de briser l'Etat mais de le transformer : « Il n'y a sans aucun doute, dans l'Etat ac-

<sup>(5)</sup> Assez curieusement, cette notion de *mécanisme unique* Etat-monopole n'empêche pas, selon FHS, une relative autonomie entre les monopoles et l'Etat (cf. p. 120). Comment un *mécanisme unique* peut être en même temps relativement autonome, c'est ce que FHS n'expliquent pas.

tuel, quelque chose à supprimer, écrivent FHS, c'est le pouvoir du grand capital... Mais lutter pour abolir démocratiquement le pouvoir politique du grand capital, ne signifie pas que l'appareil d'Etat doive être purement et simplement détruit. » (6)

La transformation de « l'Etat actuel » consiste à supprimer son mauvais côté et à développer son bon. Il s'agit de substituer au « mécanisme-unique » Etat-monopoles, un « mécanisme-unique » Etat-classe ouvrière, en conservant, à quelques aménagements près, le corps administratif et technique de l'Etat. En termes de dessin animé, tout se passe comme s'il y avait deux Etats dans l'Etat : deux roues dentelées, l'une petite, l'autre énorme, la petite embrayant sur la grande et lui donnant l'impulsion... Pour changer l'allure de l'ensemble, il suffit de remplacer la petite roue « monopoles » par une roue « ouvrière ». Plus besoin de briser la machine, d'opérer un « échange standard ». Grosse économie. D'autant que la mise en place de la pièce de rechange se fait sans grands à-coups.

Si la thèse des deux Etats se greffe sur le concept stalinien d'Etatinstrument. l'idée de l'Etat-contradictoire, chère aux communistes italiens (7) se greffe sur la thèse des deux Etats : le caractère de classe de l'Etat n'est pas mis en cause, à l'encontre de toutes les conceptions de l'Etatarbitre, mais ce caractère de classe réside essentiellement dans la « tête » de l'Etat, le super-Etat des monopoles. C'est à ce niveau que s'opère la fusion organique entre les hauts fonctionnaires et le grand capital. Le caractère de classe du « corps administratif et technique » est moins net : la base de l'Etat est composée de salariés plus ou moins prolétarisés, reliés au mouvement ouvrier par leurs intérêts et leurs organisations. Les échelons intermédiaires, jusqu'à un niveau élevé, intériorisent fortement l'idéal du service public et s'offusquent des prébendes du grand capital. Les uns et les autres peuvent donc relayer, à l'intérieur même de l'Etat, l'effort de transformation démocratique visant à en modifier la nature (7). La conquête du pouvoir d'Etat n'exige donc ni grand chambardement — la substitution d'un type d'Etat à un autre — ni affrontements tragiques. Elle peut s'opérer graduellement, sans rupture de continuité ni bouleversements institutionnels.

Ni la « théorie » des deux Etats, ni celle de « l'Etat contradictoire » ne tiennent la mer.

La fonction de domination politique et la fonction technico-administrative de l'Etat sont rigoureusement indissociable (comme sont indissociables la division technique et la division sociale du travail). Il n'y a pas un bon côté et un mauvais côté de l'Etat, un super-Etat des monopoles et

<sup>(6)</sup> Les Communistes et l'Etat. p. 148 et 149. C'est FHS qui souligne.

<sup>(7)</sup> L'article de Luciano Gruppi : sur le rapport démocratie/socialisme in *Dialectiques* nº 17, p. 35

<sup>(8)</sup> Les Communistes et l'Etat p. 178

<sup>(9)</sup> Palmiro Togliatti: Mémorial de Yalta. 1964

un Etat-technicien neutre. Il y a un Etat bourgeois forgé au cours des siècles en vue d'assurer la domination d'une minorité sur l'immense majorité: tous ses appareils, ses procédures, ses institutions sont conçus dans le but de diviser, de passiver, de dépolitiser les masses populaires pour concentrer le pouvoir politique dans ses mains. Le formidable développement de l'Etat depuis un demi-siècle, son intervention massive et multiforme au service du système n'entraîne pas une dissociation de ses fonctions politiques et administratives, mais au contraire renforce leur imbrication. La conquête du pouvoir d'Etat ne saurait donc se limiter à la destruction du super-Etat des monopoles, laissant indemne, ou presque, l'appareil administratif et technique. Elle implique plus que jamais la refonte de cet appareil lui-même, sa réorganisation complète sur de nouvelles bases.

Cette refonte ne peut s'opérer graduellement, pacifiquement, par accumulation de réformes. Elle ne peut résulter que d'un affrontement violent entre les masses populaires, organisées hors et dans l'Etat, et le cœur de l'appareil d'Etat centralisant la contre-offensive bourgeoise. La croissance formidable de l'Etat — en personnels et en fonctions — ne renforce pas seulement sa puissance. Elle accroît considérablement aussi sa vulnérabilité, sa perméabilité aux lames de fond qui balaient la société civile. La présence de quatre millions et demi de salariés au sein de l'Etat constitue un atout évident pour la classe ouvrière. En cas de crise pré-révolutionnaire, ces salariés s'organisent à la base comme l'ensemble des travailleurs. Leur mouvement sera un cheval de Troje au sein de la citadelle étatique, qu'il contribuera à désagréger, puis à restructurer sous des formes nouvelles. D'où l'importance, pour le mouvement ouvrier, et singulièrement pour son aile révolutionnaire, de l'implantation dans ces couches salariées, du travail au sein des institutions et des appareils d'Etat. Mais l'objectif, la perspective de ce travail ne peut être, pour reprendre la formule de Togliatti, « la transformation progressive de la nature de classe de l'Etat bourgeois, de l'intérieur même de cet Etat ». Cet objectif de transformation graduelle et indolore est totalement illusoire, comme l'atteste encore l'exemple italien. La perspective à long terme du travail des révolutionnaires au sein des institutions et des appareils d'Etat ne saurait être que le développement de la dualité de pouvoir au sein même de ces institutions, lors de la crise révolutionnaire et le ralliement des conseils d'employés, de fonctionnaires, de soldats au contre-pouvoir ouvrier. Elle ne s'inscrit pas dans une stratégie de passage pacifique et parlementaire au socialisme, mais dans une stratégie de conquête révolutionnaire du pouvoir. En conséquence, elle refuse de subordonner les objectifs et les formes d'action du mouvement des masses aux prétendues exigences du processus de polarisation au sein de l'appareil d'Etat. L'ampleur et la

qualité de cette polarisation ne dépendent pas de la modération du mouvement des masses, mais au contraire de sa puissance, de sa combativité, de sa résolution.

#### La révolution française va commencer...

« L'assimilation critique » des acquis conduit encore nos auteurs à souligner longuement la différence qualitative entre les révolutions de « l'ère bolchevique » et celles d'aujourd'hui. De cette différence évidente, ils déduisent non seulement la nécessité d'une élaboration stratégique nouvelle, mais aussi une conséquence qui ne s'y trouve nullement impliquée : dans l'Occident capitaliste, le passage pacifique, électoral, au socialisme est devenu la règle, l'affrontement violent l'exception (10). Car la résistance de la classe dominante est fonction du rapport de forces entre les camps. Or, celui-ci est désormais tellement favorable au mouvement ouvrier que, moyennant une juste politique, celui-ci peut désormais sans violence venir à bout des vélléités contre-révolutionnaires des classes possédantes. Ce que les expériences chiliennes et portugaises confirment, comme on sait, pleinement...

Après quoi FHS s'essaient à l'application créatrice du marxisme ainsi assimilé, aux conditions concrètes de la France giscardienne. Pour eux, nul doute que la révolution socialiste ne frappe enfin à la porte. « Le changement qui mûrit aujourd'hui dans le pays est à une autre échelle et d'une autre nature (qu'en 1936, 1945, 1968). Ce n'est pas seulement une politique, voire un régime qui sont en cause, c'est le système social luimême qui atteint ses limites historiques. C'est donc au sens le plus profond du mot, une révolution qui s'annonce. » (11) Et pour ceux qui n'auraient pas compris : « Jamais le pays n'avait connu, depuis la fin de l'Ancien Régime, de crise aussi globale et profonde, et qui appelle de façon aussi urgente une solution à sa mesure, mais jamais non plus de crise où soient aussi présentes les conditions objectives et les forces conscientes pour la résoudre. » (12)

C'est entendu, cette fois-ci, on ne nous fera plus le coup de l'immatu-

<sup>(10)</sup> Cf. p. 143 : « A l'ère bolchevique, il n'y avait pas d'autre voie possible que de s'appuyer sur une forme d'organisation née complètement en dehors de l'Etat et contre lui : les soviets... Nos conditions ne sont pas seulement différentes ; par bien des côtés, elles sont à l'opposé de celles qu'ils ont connues. C'est précisément la démocratie la plus large qui assurera la supériorité des forces nécessaires à l'édification du socialisme, et la transition ellemème ne pourra commencer que par la conquête démocratique électorale de la majorité, dans les conditions mêmes de la domination politique du grand capital. »

<sup>(11)</sup> Les Communistes et l'Etat. p. 8

<sup>(12)</sup> Idem: p. 140. Voir encore p. 126: « La possibilité de l'issue révolutionnaire à la crise ne résulte pas d'une décision arbitraire des communistes, mais des données objectives de la situation. »

rité de la situation objective. C'est tout juste si FHS ne nous disent, paraphrasant un auteur célèbre (mais par eux méconnu) : les conditions de la transition au socialisme sont mûres, archi-mûres, elles ont même déjà commencé à pourrir.

Le scénario de la révolution socialiste française, selon FHS, s'identifie avec le procès de transformation de l'Etat: la transition commence avec le changement de majorité et l'instauration d'un gouvernement démocratique chargé d'appliquer le Programme commun. L'application immédiate des grandes réformes de structure économiques et politiques permet d'affaiblir d'emblée sensiblement la puissance des monopoles. Au-delà, le développement ininterrompu de la démocratie rend irréversibles les conquêtes incessantes des masses. « C'est cela, faire la révolution dans les conditions de la France d'aujourd'hui » (13), concluent FHS.

#### Les métamorphoses de « l'Etat actuel ».

Mais en quoi consiste précisément cette transformation démocratique de l'Etat, censée modifier peu à peu sa nature de classe? Il s'agit à la fois de changer l'Etat, répondent FHS, dans ses formes, ses structures, ses personnels, et surtout de changer le rapport entre l'Etat et la société civile, en particulier, entre l'Etat et les travailleurs.

- En premier lieu, il convient de porter le fer dans les institutions : le gouvernement démocratique « combattra l'interprétation giscardienne de l'actuelle constitution ». (14) (A défaut de combattre cette constitution elle-même.) « Il restaurera pleinement la démocratie parlementaire, aujourd'hui bafouée par la tradition gaulliste. Ses réformes institutionnelles viseront à rééquilibrer les pouvoirs au profits des assemblées élues. En plus des diverses dispositions avancées dans le Programme commun, il sera procédé un redécoupage des ministères. » (15)
- En second lieu, les « hommes du grand capital » seront chassés « des postes et points-clefs » qu'ils contrôlent aujourd'hui dans l'administration (16). L'action administrative sera en conséquence désormais égale pour tous et non plus outrageusement favorable aux grands intérêts privés. « Les travailleurs de la Fonction publique participeront directement ou par l'intermédiaire d'organismes consultatifs à compétence élargie, à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle de l'administration. » (17)

- En troisième lieu, on réalisera une réelle décentralisation du pouvoir.

<sup>(13)</sup> Idem p. 149

<sup>(14)</sup> Idem p. 168 (15) Idem p. 170

<sup>(16)</sup> Idem p. 179

<sup>(17)</sup> Idem p. 181

Les préfets seront supprimés, les pouvoirs des communes étendus, des assemblées régionales souveraines instituées.

— Enfin, les appareils coercitifs de l'Etat seront épurés et démocratisés : l'Assemblée nationale dotera les soldats d'un « statut démocratique » étendant, « sous des formes adéquates », les droits civiques et politiques aux casernes (sauf le droit de grève)... La police se verra assigner pour seule mission de garantir les libertés, d'assurer la sécurité des personnes et la protection des biens, etc.

#### Vers «l'autogestion nationale d'ensemble»

Mais ce qui donne son sens et sa portée révolutionnaire à ces réformes démocratiques, c'est la transformation du rapport entre les citoyens et l'Etat. C'est ici que le livre de FHS se montre réellement novateur par rapport aux thèses classiques du PCF. C'est ici qu'il reflète la pression des nouvelles aspirations démocratiques, autogestionnaires, des masses.

« Dans le principe, écrivent FHS, sans craindre d'en épater plus d'un, les communistes sont contre l'étatisme... Le rôle de l'Etat démocratique ne sera pas de se substituer à l'activité et à l'initiative des masses, des collectifs de travailleurs manuels et intellectuels, mais d'en organiser les moyens... Ce que l'Etat doit apporter aux masses, c'est l'appui qui leur permettra de dominer les contradictions importantes d'intérêts qui subsisteront, le moyen d'organiser leur vie démocratique... Des formes d'autoorganisation sociales partielles sont concevables d'emblée ou à court terme. Elles s'inscrivent dans un mouvement dont la perspective est selon nous l'autogestion nationale d'ensemble. Cela signifie que l'Etat tendra à perdre sont caractère de moyen de domination de classe pour devenir une forme supérieure de maîtrise collective de toute la vie sociale. Dans le socialisme, les travailleurs disposeront et l'Etat organisera. » (18)

Avec quelques années de retard, le PCF reprend la conception italienne — elle-même reprise des courants centristes ou social-démocrates de gauche de la II<sup>e</sup> Internationale — d'un dépassement des limites de la démocratie représentative bourgeoise par l'intégration aux institutions parlementaires de formes de démocratie directe. L'Assemblée nationale, élue à la proportionnelle sur base territoriale, redevient le centre réel du pouvoir. Mais à côté de l'Assemblée et des ses équivalents locaux, se développera un dense réseau de « collectifs de travailleurs », centralisés au niveau régional et national dans les Conseils économiques et sociaux. « Ces collectifs et leur Conseil joueront un rôle important de proposition et de

contrôle, sans préjudice des prérogatives des assemblées. » (19) Cette combinaison entre la démocratisation interne de l'Etat et le développement de la démocratie de base permettra une expansion ininterrompue de la démocratie politique. De formelle qu'elle était sous la domination des monopoles, celle-ci deviendra de plus en plus réelle, jusqu'à s'éteindre à terme dans le dépérissement de l'Etat. Et voici comment on passe de l'Etat bourgeois à l'Etat du peuple tout entier en contournant la « dictature du prolétariat ».

#### Splendeur et misères du gradualisme

La voie française au socialisme par extension progressive de la démocratie économique et politique constitue un gradualisme, et comme tous les gradualismes, elle ne présente que le défaut de faire abstraction de la lutte des classes. Elle présuppose une évolution unilatéralement favorable du rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat sur toute une période historique. Elle se fonde sur deux postulats également irréalistes : la classe dominante et ses alliés internationaux n'auront pas les moyens de s'opposer au lent processus de transformation socialiste, quand bien même ils en garderaient la volonté; les masses populaires seront capables de soutenir un exceptionnel niveau de mobilisation et d'activité politiques sur une longue période. A ces conditions, en effet, et à ces conditions seulement, le lent processus de grignotage du pouvoir, la longue « guerre de position » que propose « l'eurocommunisme » a des chances d'aboutir.

Or, si elle n'est pas d'emblée dépossédée de ses leviers de commande économiques et politiques, la bourgeoisie capitaliste dispose des moyens de liquider en deux ans une expérience gouvernementale de gauche, aussi bien engagée au départ soit-elle (20). Les récents exemples du Chili, du Portugal, et dans un autre contexte, de l'Italie, montrent comment la classe dominante peut assurer son retour en force aux affaires, en combinant le chaos économique, le sabotage administratif, l'organisation de la violence fasciste. Contrairement à ce qu'espèrent les « eurocommunistes », elle en a non seulement les moyens, mais aussi la volonté. La bourgeoisie occidentale n'est pas plus disposée à prendre sa retraite (même dorée) qu'à co-gérer une « économie mixte », mi-socialiste, mi-capitaliste, au demeurant parfaitement inconcevable.

D'autre part, les larges masses ne sont en mesure, en système capitaliste, de consentir sur le long terme le niveau d'activité exceptionnel qu'exigerait, passé un certain seuil, la défense et l'extension de leurs

(19) Idem p. 192

<sup>(20)</sup> Voir à cet égard le livre de Serge-Christophe Kolm : la Transition socialiste, pourtant peu suspect de « gauchisme ».

conquêtes. Face au chaos économique et social orchestré par la classe dominante, si aucune issue positive à la crise n'est avancée par les directions ouvrières, on assiste tôt ou tard, inévitablement, au repli de larges secteurs des masses sur « la sphère privée », prélude à un renversement du rapport des forces. Le festin socialiste ne se concocte pas à petit feu...

Que la stratégie d'Union de la gauche laisse les leviers de commande économique et politique aux mains de la bourgeoisie — quitte à s'en emparer en douce en quelques législatures — c'est bien ce que confirme à nouveau le livre de FHS.

Pour ce qui est de l'économie, Michel Rocard rappellait récemment qu'après les nationalisations prévues par le Programme commun, « il restera en France 80 % de la production totale de biens et services réalisés par un secteur demeuré privé » (21). Pour ceux qui n'auraient pas suivi, il revenait à la charge au colloque de l'Expansion: « On ne biaise pas avec le marché et sa régulation est globale... » (22)

En ce qui concerne les leviers de commande politique, le livre de FHS est édifiant. La Constitution de 1958 reste en place, de même que l'ensemble des institutions et appareils qui assurent la domination bourgeoise depuis près de deux siècles. De quelque côté qu'on retourne la question, le projet de FHS revient à utiliser l'Etat démocratique bourgeois au service de la transition socialiste, moyennant un changement radical de sa « tête » et quelques aménagements secondaires dans son « corps ». Perspective totalement illusoire, à moins de considérer que le caractère de classe de l'Etat se concentre dans sa tête d'épingle, comme le caractère de classe de la bourgeoisie se concentre dans les monopoles... On peut alors rêver d'en finir avec l'Etat bourgeois comme on en finit avec une verrue.

#### Démocratie directe et démocratie parlementaire

Malheureusement, le caractère de classe de l'Etat bourgeois est autrement consistant et diffus. Il réside dans l'appartenance de classe de l'ensemble des hauts fonctionnaires, qui par leur origine sociale, leur éducation, leurs intérêts sont partie intégrante de la grande bourgeoisie. Il réside dans son arsenal juridique fondé sur la défense de la propriété privée. Il réside dans ses institutions, même les plus démocratiques : le parlementarisme bourgeois, n'est-il pas fondé sur la fiction de l'égalité de tous devant la loi qui confère la réalité du pouvoir aux puissances économiques? Ses procédures n'assurent-elles pas aux élus un maximum d'autonomie par rapport à leurs mandants, leur permettant de fouler du pied leurs promesses électorales? Ne leur assurent-elles pas le monopole

(21) Michel Rocard: Nouvelle Revue socialiste, nº 22, p. 17

<sup>(22)</sup> Michel Rocard: les Socialistes face aux patrons, l'Expansion, nov. 1976. p. 192.

de l'activité politique, les masses étant renvoyées à leurs brebis entre deux consultations ?

Cet Etat conçu et édifié pour la domination bourgeoise ne peut être l'instrument d'émancipation des travailleurs. Il sera, comme toujours, le centre organisateur de la réaction. Un gouvernement ouvrier aura à l'affronter comme ennemi non comme allié, même si existe plus que jamais la possibilité de le scinder. S'appuvant sur les « collectifs de travailleurs » structurés à la base, dans et hors les « institutions », il devra démanteler et restructurer l'Etat de fond en comble. Et ce n'est pas en adjoignant aux assemblées parlementaires des « conseils économique et sociaux » purement consultatifs, qu'il y parviendra. L'intégration à la démocratie représentative bourgeoise « d'éléments de démocratie directe », en la personne des « collectifs de travailleurs », ne supplée pas aux limites de cette démocratie, n'en modifie pas la nature de classe. Car dans le cadre des institutions bourgeoises maintenues, ces « structures de démocratie de base » sont vouées au dépérissement. Quelles fonctions spécifiques pensent assumer les « collectifs de travailleurs » si toutes les décisions se prennent au Parlement? Des fonctions de proposition? Les partis s'en chargent déjà. Des fonctions de contrôle? Les syndicats s'en occupent et en tout état de cause, c'est un peu maigre pour faire vivre une structure de base et de masse de la classe ouvrière.

Si les « collectifs de travailleurs » ne sont pas des lieux de décisions. les unités de base de la nouvelle démocratie, il est certain qu'ils régresseront à l'état des actuels « comités d'entreprise ». Les masses se détourneront de ces structures sans pouvoir pour exercer leur pression sur les réels centres de décision. FHS le sentent bien. En contre-feu, ils suggèrent : « Le travail de l'Assemblée doit être relié en permanence à l'expérience vivante des masses et, dans toute la mesure du possible, lui etre soumis. » (23) Mais comment s'exerce cette soumission? N'est-elle pas ouvertement contradictoire avec l'idée sans cesse martelée de la souveraineté absolue de l'Assemblée, le « Conseil économique et social » se bornant à proposer et à contrôler ? Et que se passe-t-il en cas de conflit entre la représentation des « collectifs de travailleurs » et l'Assemblée ? En réalité, FHS sont en retrait sur les propositions des austro-marxistes et des sociaux-démocrates de gauche dont ils s'inspirent (24). Dans sa brochure Démocratie et conseils ouvriers, le socialiste de gauche Max Adler écrit : « De cette coexistence des deux formes de représentation (la pyramide des conseils et l'Assemblée nationale), résulté cependant l'exigence que le poids principal repose sur le conseil central des conseils ouvrier, car ce dernier incarne, comme représentation de la population laborieuse, qui constitue une classe homogène, la véritable volonté générale

<sup>(23)</sup> Les Communistes et l'Etat, p. 168

<sup>(24)</sup> Cf. Otto Bauer: la Marche au socialisme. Paris 1919, p. 23-24;

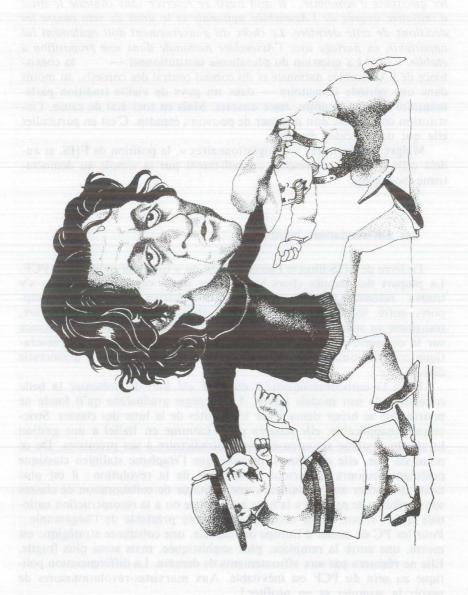
de transformation sociale... Doivent donc relever de sa compétence toutes les questions d'économie... Il doit aussi se réserver sans conteste le droit d'initiative auprès de l'Assemblée nationale et le droit de veto contre les décisions de cette dernière. Le choix du gouvernement doit également lui appartenir, en partage avec l'Assemblée nationale dans une proposition à établir. » (25) La question du pluralisme institutionnel — la coexistence de l'Assemblée nationale et du conseil central des conseils, au moins dans une période transitoire — dans un pays de vieille tradition parlementaire comme le nôtre, reste ouverte. Mais en tout état de cause, l'institution conseilliste doit disposer de pouvoirs étendus. C'est en particulier elle qui doit décider du plan.

Malgré ses fioritures « autogestionnaires », la position de FHS, et audelà celle du PCF, représente un ralliement pur et simple au démocratisme bourgeois.

#### Les différenciations inévitables

Le livre de FHS illustre l'accentuation du « tournant italien » du PCF. La plupart des thèmes chers au pionnier de l'« eurocommunisme » s'y trouve : référence théorique à Gramsci et Dimitrov, redéfinition des rapports entre socialisme et démocratie, théorie de l'Etat-contradictoire, transition au socialisme conçue comme « guerre de position », insistance sur la conquête préalable de l'hégémonie, conception de l'Etat-démocratique comme combinaison de démocratie parlementaire et de démocratie directe, etc.

Mais l'« eurocommunisme » du PCF est loin de présenter la belle cohérence de son modèle italien. La stratégie gradualiste qu'il fonde ne pourra que se briser demain sur les réalités de la lutte des classes. Strictement inapplicable, elle laissera place (comme en Italie) à une gestion loyale du système rigoureusement contradictoire à ses prémisses. De ce point de vue, elle est plus vulnérable que l'étapisme stalinien classique postulant toujours et partout l'inactualité de la révolution : il est plus facile d'imposer aux travailleurs une politique de collaboration de classes sous prétexte de priorité à la lutte antifasciste ou à la reconstruction nationale qu'en raison de la nécessaire conquête préalable de l'hégémonie... Pour les PC de masse d'Europe occidentale, une cohérence stratégique est morte, une autre la remplace, plus sophistiquée, mais aussi plus fragile. Elle ne résistera pas aux affrontements de demain. La différenciation politique au sein du PCF est inévitable. Aux marxistes-révolutionnaires de savoir la stimuler et en profiter!



## L'Etat et la transition au socialisme

Interview de Nicos Poulantzas par H. Weber

H.W. — Dans un texte récent (1), tu soutiens qu'il faut rompre définitivement avec les conceptions essentialistes de l'Etat, celles qui le considérent soit comme un simple objet-instrument, soit comme un sujet doté de volonté, de rationnalité propres, se soumettant la ou les classes dominantes.

Cette conception essentialiste, est-ce aussi, d'après toi, celle de Marx et de Lénine ?

N.P. — Tout d'abord, il faut voir ce qu'on entend par la théorie marxiste de l'Etat. Est-ce qu'on peut dire qu'on trouve chez Marx et Engels une théorie générale de l'Etat ? Je crois qu'on ne peut pas parler plus d'une théorie générale de l'Etat que d'une théorie générale de l'économie. Parce que le concept, le contenu, l'espace du politique et de l'écomomique changent selon les divers modes de production.

Ce qu'on trouve chez Marx et Engels, ce sont effectivement des principes généraux d'une théorie de l'Etat, et puis des indications sur l'Etat capitaliste, sur la transition mais, pas vraiment une théorie ne serait-ce que de l'Etat capitaliste.

Chez Lénine, le problème est plus compliqué. Dans les indications de Marx et d'Engels, il n'y a pas trace d'une conception instrumentaliste de l'Etat : je pense notamment aux textes politiques sur la France, etc. Mais chez Lénine, c'est moins évident : il ne me semble pas douteux que certaines analyses de Lénine relèvent de la conception instrumentaliste de l'Etat, c'est-à-dire de l'Etat comme bloc monolithique sans fissures qui n'est presque pas traversé de contradictions internes, et qu'on ne peut attaquer que globalement et frontalement en construisant tout à fait à l'extérieur le contre-Etat qui serait le double pouvoir, les soviets centralisés, etc.

Est-ce que c'est parce que Lénine avait affaire à l'Etat tsariste ? (parce que même lorsque Lénine parle des démocraties occidentale, il garde toujours en tête l'Etat tsariste) Ou est-ce que c'est parce que Lénine écrit l'Etat et la Révolution en polémique contre les conceptions social-démocrates, contre les conceptions de l'Etat-sujet ? Peut-être Lénine a-t-il été obligé, comme il de dit lui-même de « trop tordre le bâton dans l'autre sens » et de dire : non, ce n'est pas un sujet autonome, c'est un instrument, un pur outil pour les classes dominantes.

Donc, pour Lénine, je pose un point d'interrogation, mais il semble tout de même évident que dans ses textes il v a une conception instrumentaliste de l'Etat

#### Les marxistes et la théorie de l'Etat

H.W. — A cette conception essentialiste de l'Etat, tu opposes une conception différente : tu dis que pas plus que le Capital n'est un objet. l'Etat n'est une chose; comme le Capital, il est avant tout un rapport social, il est — je te cite — « la condensation matérielle d'un rapport de forces entre les classes sociales telle s'exprime de façon spécifique au sein même de l'Etat. D'après toi, l'avantage, entre autres, de cette conception, c'est de mettre en relief un fait lourd d'implication stratégique : le fait que l'Etat n'est pas un bloc monolithique, sans fissure, que les masses affronteraient de l'extérieur dans toutes sortes de face-à-face et qu'elles devraient détruire en bloc, au terme d'un heurt frontal insurrectionnel à la faveur d'une crise d'effondrement de l'Etat ; mais qu'au contraire, puisque l'Etat est « une condensation matérielle d'un rapport de classes », cet Etat est traversé par les contradictions de classes, qu'il est le lieu de contradictions internes, et ce dans l'ensemble de ses appareils, tant les appareils où les masses sont physiquement présentes (l'école, l'armée ...) que dans les appareils où elles sont en principe physiquement absentes (la police, la justice, l'administration....). Ca c'est, schématiquement résumé, ta conception. Alors je veux te poser une série de questions : d'abord je voudrais te demander en quoi réside réellement la nouveauté de cette approche? Je m'explique : j'ai

l'impression que Lénine, pas plus que Marx — et ça nous renvoie à ta première réponse — ne considérent l'Etat comme une réalité intrinsèque, indépendante de la lutte des classes et la régentant. L'un et l'autre affirment bel et bien d'une part que la forme de l'Etat renvoie aux rapports de forces entre les classes (il suffit d'évoquer l'analyse marxiste du bonapartisme). Donc, l'Etat, ses institutions, ses personnels, son type d'organisation, son type de relation aux masses, etc., est directement déterminé par la structure de classes, le rapport des classes entre elles, l'acuité des luttes... je crois que c'est une idée fondamentale de la problématique marxiste de l'Etat.

D'autre part, ni l'un ni l'autre, à mon avis, ne défendent une théorie de l'Etat-monolithe, sans « contradiction ni fissure » telle que tu la combats. Lénine, par exemple, dont tu viens de parler, incorpore parfaitement dans sa stratégie la lutte au sein des institutions, même au sein des institutions tsaristes. Il préconise l'activité des communistes dans la Douma, l'école, l'armée... Dans la fameuse brochure, « Que faire? », il dénonce le premier la réduction économiste du marxisme et explique que le parti révolutionnaire doit envoyer ses détachements militants dans toutes les institutions, dans toutes les sphères de la société. Donc, il conçoit que ces institutions ne sont pas seulement l'enjeu mais aussi le lieu de la lutte de classes.

La différence entre ces conceptions et celles aujourd'hui « à la mode » - je pense notamment aux théorisations des dirigeants du PCI sur le caractère contradictoire du système étatique aujourd'hui pour Marx, pour Lénine, pour les marxistes révolutionnaires, les classes sociales n'occupent ni ne peuvent occuper dans l'Etat des positions équivalentes. Les classes dominantes contrôlent les points stratégiques de l'Etat, elles détiennent la réalité du pouvoir : les classes dominées occupent ou peuvent occuper des positions subalternes, comme personnel des divers appareils d'Etat, ou comme représentants populaires dans les assemblées élues, mais des positions en général au pouvoir extrêmement limité. En conséquence l'Etat, pour reprendre tes formules, « condensation d'un rapport de classes », l'Etat « traversé de contradictions internes », « lieu de la lutte de classes. » etc. ne demeure pas moins l'instrument de domination par excellence de la bourgeoisie et donc subsiste la question stratégique clé de toute transition au socialisme : comment se débrouiller avec cet Etat ? comment le briser?

Si tu veux, il n'y a pas tant une conception instrumentaliste d'un Etat monolithe que la conception qu'aussi contradictoire soit-il, — et il peut l'être relativement beaucoup — Lénine ne méconnaît ni l'Etat suisse, ni l'Etat britannique, ni l'Etat américain; il connaît parfaitement les textes de Marx sur l'éventuel passage pacifique au socialisme dans ce type d'Etat-là, etc. Je ne crois pas qu'il soit obnubilé par l'Etat tsariste et qu'il méconnaisse toute autre réalité; mais il explique que tout cela n'empêche

pas que l'Etat demeure un instrument de domination d'une classe sur l'autre quelle que soit la forme que cette domination revête.

Alors, la seconde question que je veux te poser c'est : est-ce que le fait d'accentuer, de souligner le caractère contradictoire de l'Etat aujourd'hui n'a pas pour fonction — je crois que c'est évidemment le cas pour des courants comme le PCI, le CERES, etc. — d'estomper son caractère de classe, et partant d'occulter le problème clef de toute stratégie de passage au socialisme : le problème de la destruction de l'Etat comme instrument de domination de la bourgeoisie.

N.P. — D'abord, pour en revenir sur la nouveauté de cette conception : on est toujours face au même problème. Je pense, que chez Marx et Engels, et aussi chez Lénine, pour ne rien dire de Gramsci, dont l'apport est quand même très important, il y a des éléments de ce que j'essaye de développer, c'est certain. Chez Lénine, toutefois, je persiste à croire que subsiste plus qu'une ambiguïté, car Lénine ne conçoit pas tant une lutte interne à l'appareil d'Etat, qu'une présence des révolutionnaires dans l'appareil d'Etat. C'est un peut différent. L'axe dominant de la bataille politique de Lénine, c'est la centralisation des pouvoirs parallèles et extérieurs à l'Etat, la constitution d'un contre-Etat, face à l'Etat officiel, ce contre-Etat se substituant à un moment donné à l'Etat bourgeois.

Donc Lénine, c'est vrai, parle de la présence des révolutionnaires dans l'Etat, mais c'est plutôt dans le sens d'une présence qui doit aider, le moment venu, la substitution à cet Etat d'un contre-Etat, et tu ne vois pas

tellement le poids propre de cette intervention.

Ce qui est certain de toute façon, c'est qu'au sein de la IIIe Internationale, je pense, on a eu tendance à considérer l'Etat comme un instrument manipulable à volonté par la bourgeoisie et si on reconnaît que des contradictions, certes, existent au sein de l'Etat, l'idée qui traîne toujours derrière la tête, c'est qu'une lutte révolutionnaire conséquente ne peut pas être menée aussi au sein de l'Etat, sur la base de ces contradictions.

Maintenant, à l'opposé, tu as effectivement la position des dirigeants italiens, illustrée par le dernier article de Luciano Gruppi (2) sur la nature contradictoire de l'Etat. Alors, là, c'est quand même quelque chose de totalement différent aussi de ce que je dis. Cette théorie de la nature contradictoire de l'Etat, on la trouve d'ailleurs aussi au PCF. Elle stipule qu'il y a toute une partie de l'Etat qui correspond au fameux développement des forces productives, donc qui incarne des fonctions neutres sinon positives de l'Etat, parce qu'elles correspondent à la fameuse socialisation des forces productives. En somme, il y aurait deux Etats :un « bon » Etat qui correspond finalement à la montée des forces populaires au sein de l'Etat même. Et un Etat « mauvais ». Or l'aspect « mauvais » de l'Etat a aujour-

<sup>(2)</sup> Luciano Gruppi: « Sur le rapport démocratie/socialisme », in Dialectiques, nº 17

d'hui le dessus sur l'aspect « bon ». Il faut éliminer le super-Etat des monopoles, qui est le côté mauvais, et maintenir le côté de l'Etat actuel, celui qui correspond à la socialisation des forces productives et à la montée populaire.

Ca c'est une conception radicalement fausse. Je suis d'accord avec toi : l'Etat actuel, dans son ensemble, autant la Sécurité sociale que l'appareil de santé, l'école, l'administration, etc., par sa structure même correspond au pouvoir bourgeois. Je pense que les masses populaires ne peuvent pas, dans l'Etat capitaliste, tenir des positions de pouvoir autonome, même subalternes. Elles existent comme dispositif de résistance, comme élément de corrosion, ou d'accentuation des contradictions internes de l'Etat.

Alors, cela nous permet, je crois, de sortir des faux dilemmes dans lesquels on est en train de s'enfermer actuellement : ou bien concevoir l'Etat comme bloc monolithique (je schématise), et alors considérer que la lutte interne est un problème totalement secondaire et que l'objectif principal, sinon exclusif, est la tentative de centralisation des pouvoirs populaires, l'édification du contre-Etat qui va se substituer à l'Etat capitaliste ; ou bien concevoir l'Etat comme contradictoire et considérer que la lutte essentielle se mène à l'intérieur de l'Etat, c'est-à-dire à l'intérieur de ses institutions, bref, tomber dans une conception social-démocrate classique d'une lutte intégrée aux appareils d'Etat.

Je crois, au contraire, qu'il faut réussir à articuler :

— d'une part une lutte interne à l'Etat, au sens non pas simplement d'une lutte enfermée dans l'espace physique de l'Etat, mais d'une lutte quand même située sur le terrain du champ stratégique qu'est l'Etat, lutte qui vise non pas à substituer l'Etat ouvrier à l'Etat bourgeois par accumulation de réformes, à prendre un à un les appareils de l'Etat bourgeois et conquérir ainsi le pouvoir, mais une lutte qui est, si tu veux, une lutte de résistance, une lutte d'accentuation des contradictions internes de l'Etat, de transformation profonde de l'Etat;

— et en même temps, une lutte parallèle, une lutte à l'extérieur des institutions et des appareils, engendrant toute une série de dispositifs, de réseaux, de pouvoirs populaires à la base, de structures de démocratie directe à la base, lutte qui, ici aussi, ne saurait viser à la centralisation d'un contre-Etat du type double pouvoir, mais devrait s'articuler à la première.

Je crois qu'il faut dépasser la stratégie classique du double pouvoir, sans tomber dans la stratégie italienne qui est, à la limite, une stratégie uniquement fixée à l'intérieur de l'espace physique de l'Etat.

#### Etat et dualité de pouvoir

H.W. — Abordons cet aspect de la question, peut-être reviendra-t-on à nouveau sur l'Etat par un détour. Qu'il faille mener une lutte à l'intérieur

des institutions, jouer au maximum sur les contradictions internes de l'Etat, et que, dans le contexte actuel, toute la bataille pour la démocratisation des institutions et de l'Etat soit une bataille décisive, i'en suis bien convaincu : que cette lutte à l'intérieur des institutions doive s'articuler avec une lutte externe visant à développer les contrôles populaires et étendre la démocratie directe, également. Mais ce qui manque dans ta prise de position, il me semble, le point aveugle, c'est qu'il y a un caractère antagonique entre ces comités populaires externes (dans les entreprises, les quartiers, etc) et l'appareil d'Etat qui, quelle que soit la lutte qu'on mène à l'intérieur, ne sera pas changé dans sa nature par cette lutte-là. Donc, nécessairement, on arrivera à un moment de vérité, à un moment d'épreuve de force entre l'appareil d'Etat qui, aussi démocratisé soit-il, aussi affaibli par l'action du mouvement ouvrier dans ses institutions, demeurera néanmoins, comme on le voit aujourd'hui, par exemple en Italie l'instrument essentiel de la domination de la bourgeoisie sur les masses populaires. Ce moment d'épreuves de force me semble rigoureusement inévitable, et la vérification de toute stratégie, c'est la façon plus ou moins sérieuse dont elle prend en compte ce moment de vérité-là. Ceux qui disent, un peu comme toi : il y a la lutte à l'intérieur des institutions, il y a la lutte à l'extérieur des institutions, et il faut articuler les deux et puis c'est tout ; en réalité, ils ne prennent pas en compte le moment d'épreuve de force, cet affrontement décisif, et c'est un silence qui est lui-même éloquent : il revient à considérer que l'articulation de l'action externe et interne aux institutions peut, par un long processus graduel, modifier finalement, sans épreuve de force, la nature de l'Etat et de la société.

Tu comprends, ce qui m'embête dans ton exposé, c'est que j'ai l'impression que tu polémiques un peu contre des moulins à vents, c'est-à-dire des types qui veulent refaire Octobre 1917, ce qui n'est absolument pas le cas de l'extrême gauche aujourd'hui. Nous ne pensons pas que l'Etat soit un monolithe qu'il faut affronter et rompre exclusivement de l'extérieur, nous sommes parfaitement convaincus de la nécessité de la « guerre de position », qu'en Occident, il y a toute une longue période de préparation, de conquête de l'hégémonie, etc. Mais, le point de clivage fondamental, là où il faut se prononcer, c'est que pour certains cette guerre de positions constitue par elle-même la transformation de la société et de l'Etat capitalistes en société et en Etat socialistes, ouvriers. Alors que pour nous, ça n'est jamais qu'une préparation en vue de réunir les préconditions de l'épreuve de force, épreuve de force qui en tout état de cause nous semble inévitable. Alors faire l'impasse sur cette épreuve de force, c'est choisir une stratégie contre une autre.

N.P. — Bon alors, on y vient. Je suis d'accord avec toi sur les questions de la rupture, de l'épreuve de force ; mais, je pense que de toute façon, la répétition d'une crise révolutionnaire aboutissant à une situation de double

pouvoir est extrêmement improbable en Occident. Or, dans la question de la rupture, ce moment de l'épreuve de force dont tu parles ne saurait se situer qu'entre l'Etat et son extérieur absolu que serait l'organisation centralisée des pouvoirs populaires à la base. C'est ça le problème. Moi, je suis d'accord sur la nécessité de la rupture. Mais, enfin, ce n'est pas évident que l'épreuve de force ne puisse exister vraiment révolutionnairement qu'entre l'Etat comme tel, d'une part, et son extérieur absolu ou sensé être tel, c'est-à-dire le mouvement, les pouvoirs populaires, à la base centralisés en deuxième pouvoir.

Je peux te donner des exemples très simples, par exemple, regardons ce qui s'est passé au Portugal. Parce que tu dis que personne ne veut répéter Octobre, etc. Mais moi, excuse-moi, en lisant Bensaïd, ce qu'il raconte dans son livre sur le Portugal...

#### H.W. — La Révolution en marche.

N.P. — Mais c'est très exactement cette conception que je combats. Selon lui, le grave problème au Portugal, c'est que les révolutionnaires n'ont pas réussi à centraliser toute cette expérience de pouvoir populaire à la base, etc., pour édifier un double pouvoir, un deuxième pouvoir centralisé qui, comme tel, se serait affronté à l'Etat : là, ce serait l'affrontement inévitable, la rupture. Je pense que rupture il y aura, mais ce n'est pas évident pour moi que ça se passera forcément entre l'Etat en bloc et son extérieur, les structures de pouvoir populaire à la base.

Ça peut se passer, par exemple, au sein même de l'appareil d'Etat, entre une fraction de l'armée, par exemple, totalement acquise à la bourgeoisie et une autre fraction de l'armée régulière qui, elle, appuyée aussi, par ailleurs, par des pouvoirs populaires à la base, par des luttes syndicales de soldats ou des comités de soldats, une fraction entière de l'armée d'Etat donc, peut rompre avec sa fonction traditionnelle et passer au peuple. C'est comme ça que ça c'est passé au Portugal : il n'y a pas eu du tout affrontement avec les milices populaires, d'une part, et l'armée bourgeoise, de l'autre. Si ça a raté au Portugal, ce n'est pas parce que les révolutionnaires n'ont pas su créer une milice populaire parallèle qui, à un certain moment, aurait pris globalement la place de l'appareil d'Etat, c'est pour toute une série d'autres raisons...

Parler de la lutte interne articulée à la lutte externe ne veut pas dire du tout forcément éviter de parler de la rupture. Mais c'est voir que la rupture révolutionnaire ne se traduit pas forcément sous la forme de la centralisation d'un contre-Etat affrontant en bloc l'Etat lui-même. Ça peut traverser l'Etat, et je pense qu'actuellement, ça ne se fera qu'ainsi. Il y aura rupture, il y aura moment d'affrontement décisif, mais ça traversera l'Etat. Les pouvoirs populaires à la base, les structures de démocratie directe seront les éléments de différenciation au sein des appareils d'Etat, de polarisation d'une large fraction de ces appareils par le mouvement

populaire, laquelle en alliance avec ce mouvement affrontera les secteurs réactionnaires, contre-révolutionnaires de l'appareil d'Etat soutenus par les classes dominantes.

Au fond, je pense qu'actuellement, on ne peut pas répéter la révolution d'Octobre sous une forme ou une autre. Le fond de la révolution d'Octobre, ce n'est pas seulement l'opposition qu'a relevée Gramsci entre guerre de mouvement et guerre de position. Je pense que Gramsci luiaussi, au fond, reste dans le schéma et le modèle de la révolution d'Octobre...

H.W. — Absolument!

N.P. — Ou'est-ce que ca veut dire pour Gramsci la guerre de positions? La guerre de positions, c'est l'encerclement du château fort qu'est l'Etat par son extérieur, qui sont les structures de pouvoir populaire. Mais au fond, c'est toujours la même histoire : c'est le château fort, tu comprends : ou bien on l'attaque d'un coup — guerre de mouvement, ou bien on en fait le siège — guerre de positions. Mais enfin, il n'y a pas la conception chez Gramsci qu'une véritable rupture révolutionnaire peut, articulée à une lutte interne, se situer à tel ou tel point de l'appareil d'Etat lui-même. Ca, ca n'existe pas chez Gramsci. Or moi, je trouve difficile qu'une situation classique de double pouvoir se représente en Europe, en raison précisément du développement de l'Etat, de sa puissance, de son intégration dans la vie sociale, dans tous les domaines, etc. Développement et puissance qui en même temps le rendent très fort face à une situation de double pouvoir, et très faible aussi : car le deuxième pouvoir, si tu veux, peut désormais se présenter aussi à l'intérieur de l'Etat en quelque sorte ; les ruptures peuvent passer aussi à l'intérieur de l'Etat, et c'est ca sa faiblesse.

H.W. — Toute la question est de savoir de quelles ruptures il s'agit, quelle est leur nature, quelle est leur ampleur. Or, nous sommes convaincus que ce qu'on rompt comme ça, au sein des institutions d'Etat, ce sont des positions qu'on peut avoir conquises précédemment ou au cours même de la crise, mais qui sont des positions relativement secondaires. L'essentiel de l'appareil d'Etat, ce qui concentre réellement la réalité du pouvoir, ne passera pas à la révolution. Ou alors, si on pense qu'un mouvement révolutionnaire des masses peut polariser des secteurs clés de l'appareil d'Etat, peut polariser par exemple la majorité de la caste des officiers, etc c'est effectivement qu'on a une conception de l'Etat comme potentiellement neutre. C'est qu'on estompe effectivement la conception du caractère de classe de cet appareil, de ses personnels dirigeants.

Je crois que le meilleur exemple pour nous, ce serait encore l'Italie : le développement du mouvement de masse en Italie, dans les usines et ailleurs, a créé un mouvement démocratique dans la police, la magistrature, l'administration, bref, dans tous les appareils d'Etat, mais ces mouve-

ments affectent la périphérie, les marges de ces appareils pas le cœur.

J'admets donc volontiers qu'une des fonctions essentielles d'un mouvement populaire et d'une stratégie révolutionnaire est de désagréger, de mettre en crise l'appareil d'Etat, de le paralyser, de le retourner autant que possible contre la société bourgeoise. C'est relativement aisé en ce qui concerne l'école, certaines administrations, etc. dont le caractère de classe est plus médié. C'est beaucoup plus difficile dans les appareils de coercition directe comme la police, l'armée, la magistrature, la haute administration, ou même le système des mass media : la télé, la presse, mais c'est possible et c'est un objectif. Maintenant, il ne faut pas se faire d'illusions sur ce qu'on peut obtenir par ce biais-là : on n'obtiendra pas une rupture verticale du sommet à la base en deux moitiés ; on ne créera pas la dualité de pouvoirs dans l'Etat avec la moitié du pouvoir d'Etat, du sommet à la base, en commençant par la moitié des ministres et en terminant par la moitié des fonctionnaires des postes qui passeront du côté du mouvement populaire! On aura des effritements, mais ca n'efface pas le problème de la subsistance de l'appareil d'Etat, de l'Etat comme instrument de domination et comme état-major de la contre-révolution. Donc, de la nécessité de s'expliquer avec lui.

Si je reste convaincu de la réalité du concept de dualité de pouvoirs, évidemment sous des formes différentes qu'en Russie tsariste, évidemment en articulation avec la mise en crise de l'appareil d'Etat — c'est parce que je suis convaincu que l'essentiel de l'appareil d'Etat va se polariser à droite, comme on le voit en Italie, comme on l'a vu au Chili, comme on l'a vu au Portugal, comme on le voit partout où la classe dominante est menacée et où son instrument de domination, en conséquence, balaie un certain nombre d'oripeaux libéraux et démocratiques et se révèle pour ce qu'il est, c'est-à-dire dans la nudité de sa fonction.

#### Démocratie directe et démocratie représentative

N.P. — Tu as raison sur bien des points, mais je crois que, de toute façon, on est devant un pari historique. Dans la nouvelle stratégie qui doit être adoptée dans la situation concrète qui existe en Occident, et dont mes analyses me font dire qu'elle ne peut pas être une situation de double pouvoir, effectivement, le risque qu'il y a, le risque évident — et on est tous conscients — c'est qu'une grande majorité des appareils répressifs d'Etat se polarise à droite, et donc écrase le mouvement populaire.

Cela dit, je crois que tout d'abord, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'un long processus. Lorsqu'on parle d'un long processus, il faut voir ce que cela implique. On a parlé de *la* rupture. Mais effectivement, il n'est pas évident qu'il y aura *une* grande rupture. De l'autre côté, il est

évident aussi que, lorsqu'on parle d'une série de ruptures, on risque de tomber dans le gradualisme. Mais en même temps, si on parle d'un long processus, il faut en tenir compte : long processus, ça ne peut que signifier une série de ruptures qu'on les appelle successives ou qu'on ne les appelle pas successives. Ce qui importe pour moi, c'est l'idée de « long processus». Qu'est-ce que ça veut dire, « long processus », si on parle en même temps de *la* rupture?

H.W. — Ça veut dire, par exemple, ce à quoi on assiste en Italie. Depuis 1962, en réalité, depuis 1968 de façon très nette, on constate un relativement long processus, qui compte déjà dix ou quinze ans de montée du mouvement populaire, d'érosion de l'hégémonie bourgeoise, qui a pour conséquence le développement des formes de démocratie directe à la base, la mise en crise des appareils d'Etat, et qui débouche sur une crise de plus en plus aiguë, voire sur l'épreuve de force...

N.P. — Oui, mais attends. Le processus est quand même relativement différencié, parce qu'on a vu aussi ce qui se passe au Portugal. Alors, je dis que l'hypothèse la plus probable sur laquelle on raisonne en France. c'est le Programme commun. C'est-à-dire une occupation du pouvoir, plutôt du gouvernement, par la gauche et, simultanément, une mobilisation massive des masses populaires. Parce que, où il n'y aura pas de mobilisation massive, la cause est entendue, au mieux, on aura une nouvelle expérience social-démocrate ; ou bien, il y aura une mobilisation massive des classes populaires, coïncidant avec l'occupation du gouvernement par la gauche, qui implique quand même déià d'en haut une série de changements importants dans l'appareil d'Etat : c'est-à-dire que la gauche occupant les sommets de l'Etat sera amenée (bon gré, mal gré), à engager, d'en haut aussi, une démocratisation de l'Etat. En Italie, le PCI se trouve dans la sphère du pouvoir et, en même temps, il n'a même pas le minimum de movens de mobilisation des masses et de certains changements de la structure des appareils d'Etat dont disposerait un gouvernement de la gauche en France. Premier problème.

Deuxième problème. Venons-en à la question de la dualité de pouvoirs et de la rupture qui doit briser l'appareil d'Etat. Parce qu'en réalité, c'est là le fond de l'affaire. Briser l'appareil d'Etat, ça voulait dire quelque chose de relativement simple, dans l'orientation bolchevique. Ça voulait dire que les institutions de la démocratie représentative, les libertés dites formelles, etc., sont des institutions totalement imprégnées, dans leur nature, par la bourgeoisie — je ne dis pas seulement l'Etat, je dis la démocratie représentative. Donc, briser l'Etat, ça voulait dire mettre à bas tout cet ensemble institutionnel et le remplacer par quelque chose de totalement nouveau, qui serait une nouvelle organisation de la démocratie directe, ou dite directe, par le biais des soviets dirigés par le parti d'avantgarde, etc.

garue, etc.

Alors, c'est là où il faut poser la question : je pense qu'actuellement, la perspective de briser l'Etat reste valable comme perspective de transformation profonde de la structure de l'Etat mais, pour être très net et ne pas avoir la conscience tranquille sur ce point : on ne peut plus parler de la même façon de briser l'Etat, dans la mesure où on est tous plus ou moins convaincus — et j'ai vu vos dernières positions sur ce point — qu'un socialisme démocratique doit maintenir les libertés formelles et les libertés politiques, transformées certes, mais quand même maintenues, dans le sens où l'exigeait Rosa Luxemburg face à Lénine. Et ça, il ne faut pas l'oublier. Lénine, les libertés politiques et les libertés formelles, il s'en foutait un peu, quoi qu'on en dise. Et Rosa Luxemburg le lui a reproché, qui était tout de même une révolutionnaire peu suspecte de social-démocratisme.

Maintenir les libertés politiques et les libertés formelles, c'est facile à dire. Mais il est évident, selon moi, que maintenir ces libertés, cela implique aussi — et là, je reviens sur la discussion que vous avez eue avec Juillard, dans le nº 8-9 de *Critique communiste* —, cela veut dire aussi maintien, bien que profondément transformées, de certaines formes de démocratie représentative.

Qu'est-ce que ça veut dire démocratie représentative, par rapport à la démocratie directe ? On en a certains critères. Démocratie directe, ça veut dire mandat impératif, par exemple, révocabilité à merci des délégués, etc. Si on veut préserverles libertés politiques et les libertés formelles, cela implique, je crois, le maintien de certaines institutions qui les incarnent, et aussi une représentativité, c'est-à-dire des centres du pouvoir, des assemblées qui ne soient pas directement calquées sur le modèle de la démocratie directe. C'est-à-dire, des assemblées territoriales élues au suffrage universel direct et secret, et qui ne soient pas régies uniquement par le mandat impératif et la révocabilité à tout instant.

H.W. — Qu'est-ce que tu as contre le mandat impératif et la révocabilité ?

N.P. — Historiquement, toutes les expériences de démocratie directe à la base, non articulées, avec un certain maintien pendant un certain temps de la démocratie représentative, ont échoué. Dans toute une phase de transition, laisser tomber totalement les institutions de la démocratie dite représentative, et croire qu'on aura la démocratie directe, en absence d'institutions spécifiques de démocratie représentative, avec les libertés politiques en plus (pluralisme des partis, entre autres), eh bien, ce que je sais, c'est que ça n'a jamais marché. La démocratie directe, et uniquement la démocratie directe dans le sens soviétiste, ça s'est toujours et partout accompagné de la suppression du pluralisme des partis et puis, après, la suppression des libertés politique ou des libertés formelles. Alors, dire que

cela, c'est seulement le stalinisme, c'est, il me semble, aller quand même un peu vite.

H.W. — Oui, mais dire que c'est fondamentalement lié à la forme de démocratie directe, c'est aller plus vite encore, parce qu'en réalité, il y a un contexte international et national qui fait que toute forme de démocratie était difficilement concevable dans la révolution isolée. Je crois que prendre comme démonstration la faillite des soviets dans la Russie des années vingt, ce n'est pas probant.

N.P. — Excuse-moi, ce n'est pas seulement la Russie, ça se reproduit en Chine...

H.W. - A plus forte raison...

N.P. — Ça se reproduit à Cuba, pour ne pas parler du Cambodge; quand même, on ne peut pas nier tout ça. Alors, moi je veux bien incriminer le stalinisme ou les conditions objectives, mais ça commence à faire beaucoup, dans des conditions nationales et internationales assez diverses.

Pour en revenir à la Révolution russe, on sait très bien que pour Lénine, l'abolition des autres partis était liée à la guerre civile. C'est comme ca que ca s'est passé concrètement. Cela dit, je me demande quand même si, dans la conception ou dans certains textes de Lénine, il n'y avait pas en puissance déjà cette élimination de tout pluralisme des partis : je me demande dans quelle mesure, si l'on conçoit que la vérité du prolétariat — sa conscience politique de classe — vient de l'extérieur du mouvement ouvrier, de la théorie portée par les intellectuels, cela, articulé à une certaine conception de la démocratie directe, ne conduit pas directement à une élimination de la démocratie tout court, selon le scénario bien connu. On dit d'abord, seulement la démocratie pour les partis prolétariens, comme avait commencé de dire Lénine, les partis de gauche, puis, après, qu'est-ce que c'est qu'un parti prolétarien? Tu comprends, je n'ai pas besoin de faire un schéma : qui est le vrai parti prolétarien ? Qui est la vraie fraction prolétarienne du parti prolétarien? Je sais bien que la théorie de l'organisation chez Lénine ne se réduit pas à Que faire, mais je ne pense pas moins que le parti unique est inclu en puissance dans les conceptions de Que faire, qui restent quand même l'ossature de base de la théorie léniniste...

Alors, même dans la Russie soviétique, je me demande si ce que Rosa Luxemburg disait à Lénine (*« Attention, est-ce que cela ne va pas conduire à...? »*); si, à la limite, les premières observations de Trotsky, le Trotsky pré-bolchevik, n'étaient pas finalement beaucoup plus pertinentes que les explications du Trotsky d'après, le Trotsky super-bolchevik.

Mais enfin, en laissant de côté tout le débat historique, je dis,

aujourd'hui, est-ce qu'on peut considérer que pendant une longue période, la période de transition au socialisme, on peut parler de libertés politiques, de libertés formelles, si on n'a pas aussi des institutions qui puissent matérialiser et garantir ce pluralisme et ces libertés? Est-ce que tu crois vraiment qu'une démocratie soviétique à la base (à supposer qu'elle soit possible, on la considère comme possible, moi je crois que le double pouvoir, de toute façon, c'est une situation qui ne peut pas se reproduire comme telle), est-ce que tu crois que s'il n'y a pas des institutions qui garantissent ces libertés, en particulier les institutions de la démocratie représentative, est-ce qu'on peut vraiment croire que ces libertés vont continuer à se maintenir, simplement par leur dynamique propre?

Finalement, dans le débat du marxisme italien, tu sais que Bobbio à lancé la discussion (3). Or, il est évident qu'on ne peut pas être d'accord avec toutes les platitudes social-démocrates de Bobbio, mais il a mis en relief une constatation: il a dit: « Si on veut maintenir les libertés, la pluralité d'expression, etc., ce que je sais, c'est que dans toute l'histoire, ces libertés sont allées de pair avec une forme de parlement. » Il l'a exprimé, certes sous une forme social-démocrate. Mais enfin, je me demande s'il n'y a pas là-dedans un noyau de vrai, c'est-à-dire si le maintien des libertés politiques formelles n'exige pas le maintien des formes institutionnelles de pouvoir de la démocratie représentative. Bien entendu transformées; il ne s'agira pas de maintenir le parlement bourgeois tel qu'il est, etc. En plus, en France, depuis 1968, on a eu une expérience de la démocratie directe. C'est un peu trop facile que je l'apporte comme argument, mais on a vu un peu comment ça fonctionne!

#### H.W. — Tu veux parler de l'Université?

N.P. — Mais oui, je pense essentiellement à l'Université, mais on l'a vu aussi ailleurs. Parce que lorsque je parle de la nécessité des libertés formelles et politiques, excuse-moi, là, je ne vise pas seulement l'extrême gauche, comme certains ont cru le comprendre dans mon article du *Monde*; je pense aussi à la CGT, au PCF, pour ne rien dire de la direction du Parti socialiste.

Alors, tu comprends, des formes de démocratie directe à la base, des comités de quartier, etc., totalement contrôlés par la gauche officielle, sans que soient institutionnellement garanties les libertés formelles, ben mon vieux... Même les libertés formelles et politiques pour l'extrême gauche ne peuvent être garanties, elles aussi, que par le maintien des formes de démocratie représentative... Enfin, tu sais, je n'ai pas de réponses arrêtées.

<sup>(3)</sup> Nobert Bobbio, professeur de sciences politiques à Turin ; directeur de la revue théorique du Parti sociaiste italien, *Mondoperaio*. En septembre 1975, il publie un numéro spécial de sa revue sur le thème : « *Socialisme et démocratie* », initiant un vaste débat qui se poursuit encore.

On a un problème traditionnellement recouvert par le terme de « briser l'Etat », mais on est tous conscients qu'il faut le maintien des libertés politiques et du pluralisme, donc un certain maintien des institutions, de la démocratie représentative. Je n'hésiterai d'ailleurs pas à dire que, dans la mesure précisément où l'on parle de ce maintien, et non de l'abolition pure et simple des libertés dites formelles, on ne peut plus désigner le problème par le terme « briser », mais par le terme « transformer » radicalement l'Etat. Est-ce que vous croyez au pluralisme ?

H.W. — Evidemment, on y croit et on le pratique.

N.P. — Mais le pluralisme, y compris pour les adversaires ?

H.W. — Bien sûr. Même pour les partis bourgeois, on l'a écrit.

N.P. — Voilà, même pour les partis bourgeois. Maintenant, pour ne pas être trop naïf, il faut dire les choses, c'est qu'on craint pour nous-mêmes aussi...

H.W. - Bien sûr.

N.P. — C'est bien de le dire, mais je demande quelles seront les formes de garantie institutionnelles, qui sont toujours secondaires bien entendu, mais qui comptent. Dans quelles formes d'institutions seront inscrits, par quelles formes d'institutions matérielles seront soutenus et garantis ce pluralisme et ces libertés? Si on pense seulement à des formes de démocratie directe à la base, c'est-à-dire à des structures quand même massivement dominées par les partis de gauche traditionnels, je ne suis guère rassuré. Une démocratie directe à la base, fonctionnant en assemblée générale chez Renault, où à Marseille ou à Reims, ma foi... à moins qu'on ne vive dans une situation vraiment révolutionnaire où tout le monde se sente massivement impliqué, constamment dans les rues, etc., ce qui n'arrive pas tous les jours, eh bien, je ne sais pas si cela suffit à garantir le maintien des libertés...

Et moi, je n'aimerais plus me trouver, comme cela s'est si souvent passé dans ma vie politique, dans des assemblées générales de démocratie directe qui votent à main levée et à la baguette, au bout d'un certain moment, l'interdiction de parole à X, Y ou Z...

H.W. — Non, mais là tu as une représentation de la démocratie ouvrière qui me semble très contestable. La démocratie est dure à pratiquer, en général, et plus elle est démocratique, plus elle est dure à pratiquer. Le régime le plus facile à pratiquer, c'est le despotisme éclairé, mais alors, on n'est jamais sûr de la clairvoyance du despote...

Alors, en ce qui concerne cette question, je trouve, premièrement, que cette opposition entre démocratie représentative, déléguée, et démocratie de base, c'est déjà une supercherie, parce que la démocratie de base, elle n'existe pas : il y a toujours délégation. Il y a un système qui vise à résoudre un problème fondamental, qui est de réenraciner la politique dans des collectivités réelles...

N.P. — Henri, excuse-moi, je t'interromps, car je crois qu'il y a là quelque chose qui nous gêne, et on ne s'en sortira pas par des entour-loupettes. Ecoute, prends ce nº 8-9 de *Critique communiste* (qui est excellent, d'ailleurs); il y a, d'une part, ce que propose Mandel. Pour lui, c'est net, c'est le système soviétiste, revu et amélioré. Après, il y a la question que pose Julliard: doit-on avoir une assemblée de type territorial, fondée sur le suffrage universel, à périodicité élective, sans mandat impératif? Oui, bien sûr, répond Juillard... Alors que pour Mandel, il n'y a pas de nécessité semblable. Julliard pose la question, et moi, je tends à penser, comme Julliard, qu'une assemblée territoriale, sous forme d'un parlement, certes radicalement transformé, c'est quelque chose de nécessaire.

Ce qui n'était pas l'opinion de Lénine, parce que Lénine avait la Constituante devant lui, je t'informe! Alors, lorsque la Constituante a été élue, eh bien, la Constituante a été dissoute et n'a jamais fonctionné. Manque de pot, c'étaient les socialistes-révolutionnaires qui étaient majoritaires, avec tout le risque que cela comporte. Alors, pour Lénine, c'était simple.

#### Articuler les soviets et le parlement?

H.W. — Sur cette question. Je crois d'abord que cette démocratie peut être parfaitement formalisée. Elle n'a pas besoin d'être ces espèces de foires d'empoigne manipulatoires qu'on a pu connaître dans le mouvement étudiant : il est clair que la démocratie dite directe, ça peut être quelque chose de parfaitement grotesque et antidémocratique, dans le genre de la démocratie « assembléaire ». Mais ça peut être aussi quelque chose de très formalisé.

Ce qui me paraît important, et ce n'est pas une entourloupette, c'est d'enraciner l'activité politique, la vie politique dans des collectivités qui sont des collectivités réelles et non pas des agrégats nominaux, comme la circonscription territoriale, etc. Ces collectivités réelles doivent être des collectivités de travail (au sens large : l'entreprise, le lycée, les casernes... s'il en reste), et aussi des communautés de voisinage, c'est-à-dire des unités territoriales réelles. Mais ça peut parfaitement être formalisé ; il peut,

il doit y avoir là-dedans un suffrage secret. La révocabilité, elle, doit exister, mais selon des normes rationnelles : elle peut être révocabilité à tout instant d'un délégué d'atelier, pour les problèmes de travail, et elle peut être, comme c'est le cas en Italie — parce qu'il y a déjà des expériences — révocabilité annuelle ou bisannuelle, pour des délégués à un plus haut niveau, qui traitent de problèmes différents, que manifestement l'ouvrier de base ne peut pas suivre au jour le jour. Tout cela peut être au moins aussi bien réglementé que ne l'est la procédure démocratique-bourgeoise.

Le problème n'est pas de savoir si on est pour ou contre la démocratie représentative; dans les sociétés contemporaines, toute démocratie est représentative. La question est de savoir si la forme de représentation est un abandon de pouvoir ou une réelle délégation de pouvoir avec possibilités de contrôle. Je dis que les formes de démocratie du type de celles que véhicule la tradition bourgeoise, ça revient à des abandons de pouvoir.

Ça revient à remettre le pouvoir à des spécialistes pendant une longue période, et à se désintéresser, dans l'intervalle de deux élections. Alors, lutter pour la démocratisation, c'est essayer de lutter contre ce système-là, qui repose sur une structure. Et pour lutter le plus efficacement contre cette structure, c'est justement cet enracinement dans les collectivités réelles qu'il faut promouvoir. Pour que les gens s'intéressent à la vie politique, il faut qu'ils aient l'impression d'avoir prise sur les décisions qui les concernent; pour qu'ils aient prise sur ces décisions, il faut qu'ils forment un collectif, qu'ils discutent ensemble, qu'ils puissent avoir un poids, etc.

Si c'est l'individu atomisé, si c'est l'individu tel que le conçoit la bourgeoisie face à la machinerie politique, il se rétracte sur la sphère de sa vie privée; et tous les sept ans, il manifeste son mécontentement ou sa satisfaction. Le problème, pour nous, est celui-là. C'est pourquoi nous sommes pour une modification du système politique visant à asseoir la démocratie sur des collectivités réelles — de travail et territoriales avec des formes de représentation dûment formalisées, empêchant les magouillages, etc., et nous pensons qu'une telle modification structurelle fait faire un progrès qualitatif à la démocratie politique, parce qu'elle donne aux gens la possibilité effective de suivre leurs affaires. A condition d'ailleurs qu'elle s'insère dans un ensemble de mesures qui, si elles ne sont pas prises, vident celle-là, effectivement, de tout contenu : la réduction sensible, par exemple, du temps de travail; il est clair que si les gens travaillent plus de trente heures par semaine, il leur est très difficile de consacrer du temps à la gestion, et de l'entreprise, et de l'économie et de la société.

Toi, tu dis : le parlement doit changer, etc. Il faut explique, dans quel sens il doit changer. Le système du député élu pour cinq ans, dans une vaste circonscription territoriale, système qui crée l'ensemble des conditions favorables à l'autonomie la plus large des élus par rapport à leurs

mandants, c'est là-dessus qu'il faut porter le fer. Ça implique effectivement un autre système institutionnel.

N.P. — Lorsqu'on dit qu'il doit y avoir articulation entre des formes de démocratie représentative et des formes de démocratie directe, ça signifie évidemment qu'on ne veut pas reconduire, mais dépasser le système démocratique existant, qu'on veut dépasser la séparation totale entre une caste de professionnels de la politique et le reste de la population.

Mais ce dépassement, cette articulation impliquent, au moins pendant une longue période, des assemblées territoriales comme centres du pouvoir. Car enfin, si tout le pouvoir émane des collectivités de travail et de leurs représentations, le risque de dégénérescence corporatiste est évident. La diffusion de la démocratie, la multiplication des instances de décision posent en effet le problème de la centralisation, de la direction. Et alors là, de deux choses l'une : ou bien c'est le parti révolutionnaire — ou, sous son hégémonie, la coalition des partis de gauche — qui fait le travail. Mais on est tous d'accord que ce parti n'existe pas. Le seul qui pourrait aujourd'hui assumer ce rôle, c'est le PC, et on sait ce que ca donne... (pour ne rien dire du fait que ce rôle assigné au « parti », c'est forcément la voie ouverte au parti unique, et même un parti « idéal » devenu parti unique ne peut que finir stalinien); ou bien c'est le parlement élu au suffrage universel et secret. Je ne vois que cette alternative. En l'absence du parti, ce n'est pas le conseil central des soviets qui peut remplir cette fonction de centralisation. Il ne l'a remplie nulle part. Si ca a fonctionné dans une certaine mesure en Russie, en Chine, etc. c'est parce que « le » parti communiste centralisait, avec les conséquences ultérieures que l'on connaît.

D'autant qu'il faut se décider un jour à reconnaître un fait : la complexité des tâches économiques actuelles de l'Etat : complexité qui ne se dissipera pas, mais s'accroîtrera sous le socialisme.

Ce dont j'ai peur, c'est que derrière cet « enracinement du pouvoir dans les collectivités de travail », dont tu parles, il y ait en réalité la restauration du pouvoir des experts ; c'est-à-dire qu'on n'échappe à la dictature de la direction du parti unique que pour tomber sous le charme discret du despotisme technocratique. C'est quand même bizarre que tous les technocrates du Parti socialiste ne jurent que par l'autogestion! A la limite, pour eux, ça veut dire que les hommes bavardent, et puis après, les tâches économiques de l'Etat, les experts s'en chargent!

Et puis, il y a la situation concrète de la France d'aujourd'hui. On est en train de parler, toi et moi, du modèle idéal de démocratie. On a totalement oublié qu'on est devant une situation concrète en France : celle du Programme commun, de la victoire probable de l'Union de la gauche.

Face à cela, ou bien on considère qu'il n'y a rien à attendre du Programme commun, que la gauche unie au pouvoir est vouée au social-

démocratisme, à la limite qu'elle ne recherche qu'un nouvel autoritarisme que seuls des contre-pouvoirs centralisés de la base peuvent contrecarrer, etc., et donc, que le seul aspect positif pour nous est qu'elle accède au plus vite au gouvernement afin que les masses comprennent ce qu'est le réformisme et s'en détournent...

Mon analyse est différente : ou bien, il y aura une mobilisation formidable à la base, ou bien, il n'y en aura pas. S'il n'y en a pas, de toute façon, c'est foutu : nous vivrons une nouvelle expérience social-démocrate. Un peu comme sous Allende : l'expérience d'Allende, ça a été une magouille électorale bien plus grosse encore que celle du Programme commun. Avec 30 %, l'Union populaire a gagné!

Si donc, il y a une mobilisation massive, les choses peuvent se jouer. Mais alors, on se trouvera dans une situation très précise. Tous : nous, et la gauche exerçant le pouvoir. Je ne dis pas nous, face à la gauche. Car il y aura deux camps et nous serons dans la mouvance de la gauche, qu'on

le veuille ou pas.

On sera alors dans une situation caractérisée par une crise de l'Etat, mais qui n'est pas une crise révolutionnaire; une gauche au pouvoir, avec un programme autrement plus radical que ça n'a jamais été le cas en Italie; engagée à l'appliquer, ce qui est très emmerdant pour certaines de ses composantes; une gauche qui engage donc déjà un processus de démocratisation de l'Etat, confrontée à une mobilisation populaire énorme engendrant des formes de démocratie directe à la base... Mais une gauche qui, en même temps, se limite au projet du Programme commun.

Alors, le vrai problème, c'est comment peut-on agir sur ce processus pour l'approfondir? Dans ce contexte, ce qui me paraît de toute évidence impossible, c'est la perspective de centralisation du contre-pouvoir ouvrier, conseil d'usine après conseil d'usine, comité de soldats après comité de soldats.

En plus, je dois te dire, ça me semble extrêmement dangereux. Une voie pareille, c'est le plus sûr chemin de la reconquête totale du pouvoir par la bourgeoisie, qui — il ne faut pas l'oublier — reste pendant tout ce temps protagoniste actif (et comment!) du processus.

Alors comment faire autrement? Comment pousser la gauche à mettre effectivement en œuvre la démocratisation de l'Etat, à articuler son pouvoir institutionnel et les nouvelles formes de démocratie directe? C'est ça le problème. Et ce n'est sûrement pas avec des considérations brumeuses sur les « collectivités réelles au travail », dotées métaphysiquement, de par leur essence, de toutes les vertus qu'on attribuait dans le temps au « Parti » qu'on résoudra le problème.

#### Quelle stratégie révolutionnaire pour la France?

H.W. — La situation qui me semble mener de toute évidence à l'échec des mobilisations et à la défaite, c'est celle qui résulterait de l'application de la stratégie actuelle de l'Union de la gauche : une situation où, comme tu le dis, la gauche accède au gouvernement, et où existe un mouvement de masse suffisant pour la contraindre à appliquer le Programme commun. Parce que, à ce moment-là, elle portera suffisamment atteinte aux intérêts de la classe dominante pour la mettre vraiment en rogne : et pas suffisamment pour la mettre hors d'état de nuire. Et donc on sera dans la situation absolument classique où la classe dominante est exaspérée — au plan national et international — et où elle conserve l'essentiel des leviers de commande économiques et politiques : en particulier l'appareil d'Etat : parce qu'il se peut qu'en France, il y ait le détachement d'une partie de l'appareil d'Etat : mais le gros de l'appareil d'Etat au contraire va se polariser à droite. La bourgeoisie aura donc des raisons de frapper et les moyens de frapper. Alors qu'en face, les masses populaires seront relativement désarmées par des décennies de discours sur le passage pacifique au socialisme, la « nature contradictoire » de l'Etat démocratique bourgeois, etc. On risque de se trouver dans la situation classique de la défaite sans combat.

Ça c'est pour l'analyse que nous faisons.

Alors, nous disons, comme toi : s'il n'y a pas de mouvement de masse — ce qui à moyen terme me paraît inconcevable...

N.P. — Moi aussi, il me paraît inconcevable qu'il n'y ait pas un mouvement de masse...

H.W. — Bon, alors, s'il y en a un, je crois que le problème se posera de l'organiser sur des objectifs — objectifs qui ne seront pas ceux de la destruction immédiate de l'Etat bourgeois, ça n'a aucun sens — mais sur des objectifs économiques, politiques et internationaux, que nous appelons objectifs de transition, et qui effectivement s'inscrivent dans une logique d'émergence d'une situation de double pouvoir...

N.P. - Voilà! tu vois...

H.W. — Mais attends, je vais te dire ce que j'entends par là. Ça veut dire en clair, au niveau économique, la lutte pour l'expropriation du grand capital et l'instauration à tous les niveaux du contrôle ouvrier sur la production, débouchant sur un plan ouvrier pour sortir l'économie de la crisse.

C'est l'axe: axe qui vise non seulement à défendre les conditions de vie et de travail des masses populaires, mais aussi à déposséder la bourgeoisie du pouvoir économique, au niveau des entreprises comme de l'Etat, et organiser la classe ouvrière pour le contrôle, c'est-à-dire pour le

pouvoir.

Au niveau politique, il s'agit de se battre, effectivement, pour l'extension de la démocratie, pas de clamer « élection piège à cons ». Il s'agit de se battre pour le scrutin proportionnel, les assemblées régionales, le syndicat de soldats, etc., pour élargir au maximum la démocratie politique, parce que c'est comme ça aussi qu'on affaiblit au maximum l'Etat bourgeois. Au niveau international, je résume, il s'agit de faire contrepoids à l'offensive de l'impérialisme US et de ses relais, en développant de nouvelles relations avec les pays du tiers-monde et surtout, en entraînant les masses populaires de l'Europe latine et au-delà... C'est la condition du succès et c'est aussi possible parce qu'une certaine conjoncture européenne est en train de se constituer.

Il peut se produire une organisation des masses à la base, dans les entreprises et les localités, adhérant à ces objectifs et s'efforçant de les réa-

liser. Et la logique de ces objectifs, c'est la centralisation.

La logique du contrôle ouvrier dans l'entreprise, c'est le contrôle ouvrier sur la politique économique de l'Etat. Les travailleurs qui assument le contrôle dans une usine se heurtent au marché, au crédit, à la commercialisation. Et la logique de leur pratique, c'est la coordination et la centralisation, au niveau de la branche, de la région, de la nation. Donc, l'émergence d'un contre-pouvoir ouvrier face au pouvoir d'Etat bourgeois. Et l'affrontement me semble inévitable.

Alors que cet affrontement prenne appui sur les différenciations internes à l'Etat bourgeois, j'en suis absolument convaincu. Je pense même que cette différenciation sera d'autant plus importante et profonde que le mouvement de masse sera puissant et organisé comme pôle extérieur à l'Etat et porteur d'un projet alternatif. Mais l'affrontement entre ce mouvement de masse, s'organisant et se centralisant hors de l'appareil d'Etat, s'appuyant sur ses représentants et ses alliés au sein de cet appareil, et le gros de l'appareil d'Etat bourgeois organisant et centralisant la résistance des classes dominantes, cet affrontement me paraît inévitable.

Là-dessus, on ne peut faire l'impasse.

Ou alors, il faut dire, comme Amendola et ses amis du PCI: le passage au socialisme n'est pas un problème d'actualité. Amendola déclare que la transition au socialisme en Italie est une question inactuelle, pour des raisons de politique internationale et principalement pour des raisons de politique nationale: selon lui, la majorité des Italiens ne veulent pas du socialisme. Il faut se mettre ça dans la tête pour comprendre ce qu'on peut faire. On sort de trente ans d'expansion économique sans précédent; le peuple italien est le plus libre du monde, celui qui a fait le plus de

conquêtes depuis dix ans, etc. Au fond, la majorité des gens sont attachés au système, c'est pour ça qu'ils votent pour la coalition de droite menée par la Démocratie chrétienne. Ils râlent, mais finalement ils ne sont pas prêts à aller au-delà et faire les sacrifices qu'impliquerait une conquête révolutionnaire du pouvoir.

En conséquence, il faut laisser tomber tout le discours sur la transition, arrêter de jouer au petit jeu qui consiste à pousser les gens un peu plus loin qu'ils ne veulent aller et lutter pour démocratiser et améliorer la société italienne.

Ça, c'est un discours qui se tient, il est cohérent.

N.P. - Remarque, Ingrao ne dit pas la même chose...

H.W. — Non, Ingrao ne dit pas la même chose. Mais la politique du PCI, c'est la politique d'Amendola dans le langage d'Ingrao. Ce que fait Berlinguer, c'est la traduction... Eh bien, ça, c'est une politique cohérente, qui considère qu'on est dans une impasse historique pour une période donnée. Je ne suis pas d'accord, je suis prêt à en discuter, mais je reconnais que ce n'est pas contradictoire dans les termes. Ce qui m'agace, c'est, heu...

N.P. — ... Ce qui t'agace, c'est ce que je dis...

H.W. — Voilà! (rires gras), c'est ce que dit le CERES, ce que dit la gauche du PCI, parce que c'est incohérent...

N.P. — Moi, précisément, je ne le crois pas, et je vais te donner un exemple concret.

Je crois que le désastre de la Révolution portugaise s'est produit précisément parce qu'il y a eu affrontement entre le groupe des neuf et Otelo de Carvalho, c'est-à-dire le porte-parole des commissions des travailleurs, de locataires et de soldats. Si on suppose qu'on aura un appareil d'Etat, pour l'essentiel mobilisé à droite, et puis en face, des mouvements de base de type carvalhiste, alors je dis, n'en parlons même pas, dans cette hypothèse, c'est foutu d'avance. Et c'est la position d'Amendola qu'il faut reprendre. La position d'Amendola, elle est cohérente, mais elle est réformiste. Ta position, elle est très cohérente, mais totalement irréaliste.

Car, si tu supposes l'essentiel de l'appareil d'Etat, tel qu'il est en France, puis des formes de centralisation du pouvoir populaire... Mais il est évident que ça n'ira pas plus loin que trois sauts de puce et que ça sera écrasé! Tu ne penses tout de même pas, dans la situation actuelle, qu'ils vont laisser centraliser des pouvoirs parallèles à l'Etat pour créer un contre-pouvoir! Les choses seront réglées avant même le début de l'ombre d'un soupcon d'une telle organisation.

Aussi, moi je fais une analyse inverse. Je pense qu'actuellement, il peut y avoir des fractions beaucoup plus importantes de l'appareil d'Etat

qui basculent; et je t'ai donné l'exemple du Portugal. Alors, tu vas me dire que c'est différent. Bon, d'accord! Mais ce qui m'intéresse dans cet exemple, c'est que dans l'armée notamment, il y a eu des fractures beaucoup plus importantes qu'un corps d'officiers globalement mobilisé au service du grand capital, et en face, des comités de soldats mobilisés au côté du mouvement ouvrier.

Qu'est-ce qui s'est passé au Portugal ? Si ça a été un désastre, c'est parce qu'il y a eu cassure, affrontement, entre les structures de pouvoirs populaires, disons les mouvements de type carvalhiste, et le groupe des neuf. Et Carvalho lui-même s'est rendu compte que la forme qu'a prise la centralisation de ces contre-pouvoirs populaires a été pour beaucoup dans la rupture désastreuse qui s'est produite entre ce mouvement et le groupe de Melo Antunes.

## Ruptures dans l'appareil d'Etat

H.W. — Je crois vraiment que c'était une raison très secondaire de cette rupture. La raison fondamentale, c'est que Melo Antunes et la « social-démocratie militaire », comme on disait là-bas, se trouvaient engagés dans l'opération de stabilisation du capitalisme portugais. Il en était même un des fers de lance, le principal allié militaire de Mario Soares et de ses appuis internationaux.

La raison fondamentale de la scission du MFA, ce n'est pas une réaction face au mouvement des SUV. Les SUV sont même apparus très tardivement. En fait, ils sont apparus après le mouvement des neuf, et en réalité, en fonction de ce mouvement. Donc, il y a une inversion des causes et des effets dans ta démonstration.

Bon, mais ce n'est pas le problème. Ce qui m'intéresserait, c'est que tu poursuives ta démonstration. On ne cherche pas la difficulté pour la difficulté ni l'affrontement pour l'affrontement. Si on était convaincu qu'il pourrait y avoir une scission majoritaire dans l'appareil d'Etat français, en faveur du mouvement populaire, on serait évidemment pour jouer cette carte à fond, même à prendre des risques en faisant ce pari-là. Mais cet appareil d'Etat, on le connaît. Par quel miracle basculerait-il dans le camp de la révolution? C'est ça que j'aimerais que tu me dises concrètement. Quelle est l'hypothèse raisonnable, même hasardée, même osée, qu'on peut faire d'une rupture majoritaire de cet appareil d'Etat?

N.P. — Je vais te dire, par exemple, en ce qui concerne l'armée, la police, la justice... Parce que mon hypothèse est tout de même fondée sur la crise interne de ces appareils. Prenons la justice : le tiers des magistrats est tout de même au Syndicat de la magistrature... C'est très important. Deuxième élément : la gauche au pouvoir devra de toute façon, même dans

son propre intérêt, introduire des changements importants non seulement dans les personnels, mais aussi dans les structures de l'Etat. Après vingt années de gaullisme, il y a une telle situation de clientèle, d'institutionnalisation de l'Etat-UDR ou républicain-indépendant que, même dans une simple logique d'élite politique, le gouvernement de la gauche devra changer des personnes, mais aussi des formes institutionnelles. Par exemple, en ce qui concerne la justice, s'ils ne veulent pas se trouver très vite dans une situation à la Allende, ils seront obligés, je répète, même d'un point de vue de perpétuation de l'élite, de casser le pouvoir du Conseil de la magistrature, de changer les normes de rotation des juges, etc.

Et alors, tout cela, articulé sur les mouvements de masse à la base,

permet de prévoir des possibilités de scission.

Prends l'amiral Sanguinetti. Quand même, il y a deux ans, c'était le chef de la marine nationale, et un important courant d'officiers pense comme lui. Lis ses déclarations à *Politique-Hebdo*: il préconise les délégués du personnel, une politique de défense indépendante des Etats-Unis, etc... C'est-à-dire qu'on a affaire à une armée disposée à respecter une certaine légalité, une armée qui ne tramera pas de complots contre le régime dès le départ.

Si mon hypothèse est fausse, dans la mesure où je tiens la tienne pour totalement irréaliste...

H.W. — Toute hypothèse révolutionnaire semble irréaliste.

N.P. — Plus ou moins, et tout se joue précisément sur cette nuance.

H.W. — ... Il n'y a rien de plus irréaliste que l'hypothèse bolchevique en 1917, l'hypothèse maoïste en 1949, l'hypothèse castriste en 1956! Le réalisme est toujours du côté du maintien des choses en l'état...

N.P. — N'oublie quand même pas que l'irréalisme est souvent aussi du côté des désastres et des défaites sanglantes. Mais tu peux faire aussi une hypothèse plus réaliste des chances révolutionnaires, qui se présente tout de même différemment...

Pour prendre aussi le problème de la police : quand tu vois tout ce qui se passe depuis quelques années dans la police ; si tu supposes, comme c'est légitime, qu'un gouvernement de gauche ne pourra pas faire autrement que de prendre des mesures importantes dans le sens de la démocratisation de la police...

Alors étant donné la crise de l'Etat, dont on a des indices; étant donné l'obligation où se trouve la gauche — encore une fois dans son propre intérêt élémentaire — à procéder à ces changements; étant donné qu'elle peut y procéder par les pouvoirs que lui confère la Constitution et la puissance que lui donnent les mouvements de masse à la base; étant

donné tout cela, je pense que c'est la seule solution plausible.

D'autant plus qu'on ne peut pas faire abstraction des forces en présence : ton hypothèse en réalité, elle ne se fonde pas seulement sur une évaluation des chances objectives d'une crise révolutionnaire en France. Elle se fonde aussi, implicitement, sur la possibilité d'un développement extrêmement rapide et puissant d'un parti révolutionnaire de type léniniste, à la gauche du PCF. Toute ton hypothèse est fondée là-dessus, Mandel le dit noir sur blanc dans son interview sur la stratégie révolutionnaire en Europe.

Or, moi, de ce point de vue, je n'y crois pas du tout : d'abord en raison de ce que j'ai dit plus haut sur la nouvelle réalité de l'Etat, de l'éco-

nomie, du contexte international, etc.

Et ensuite, en raison de la pesanteur des forces politiques de la gauche traditionnelle, tout particulièrement dans un pays comme la France.

Ton hypothèse implique, par exemple, que la Ligue, passe de sept mille militants, en quelques mois, à au moins dix ou vingt fois plus! Ça ne s'est jamais vu nulle part! Ni au Chili, ni...

H.W. — Au Portugal, et encore plus en Espagne, on a vu quelque chose d'approchant.

N.P. — Tu rigoles! Ces forces, comparées aux PC, surtout en Espagne, c'est de la petite histoire. Mais allons plus loin: si on fait l'analyse du PC comme simple parti social-démocrate, du point de vue organisationnel comme du point de vue politique, alors, effectivement, tu peux tabler sur une rapide et massive recomposition du mouvement ouvrier, comme vous dites.

Mais il ne s'agit pas de partis sociaux-démocrates.

Lorsqu'il existe un parti communiste de masse, il n'y a pas possibilité d'une croissance rapide et structurée de l'extrême gauche révolutionnaire indépendante. On l'a vu avec le MIR au Chili.

Donc, si on se rabat sur ton hypothèse, on est peut-être cohérent et réaliste, mais alors on est réaliste pour dans cinquante ou soixante ans. Il ne faut tout de même pas s'aveugler sur l'échec de l'extrême gauche (de ce point de vue) ces dernières années en Europe.

H.W. — Tu as raison de souligner que notre perspective se fonde sur une hypothèse de recomposition profonde du mouvement ouvrier. Mais il me semble que tu n'échappes pas à une vision un peu statique de ce mouvement, tel qu'il existe. C'est un mouvement qui a déjà beaucoup bougé en l'espace de cinq ou dix ans, du point de vue de sa restructuration. Les PC ne sont pas des partis sociaux-démocrates, je suis bien d'accord avec toi, mais ils sont entrés dans une phase de turbulences et de crise, de différenciations internes, dont on ne perçoit aujourd'hui que les toutes premières manifestations.

Evidemment, si tu pars d'une hypothèse statique, en disant : voilà le rapport de forces pour toute une période historique, alors, évidemment, tu ne peux avoir que raison. Parce que les réformistes sont largement hégémoniques ; que les révolutionnaires — outre leur impréparation, leurs divisions, etc. — sont en tout état de cause insuffisament implantés... Alors il n'y a qu'une hypothèse réformiste qui ait une crédibilité. On ne peut qu'espérer, dans ces conditions, agir sur les réformistes pour les pousser le plus à gauche possible, et éventuellement les redresser. C'est l'hypothèse du CERES, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire (1). Mais à mon avis, cela relève d'une conception fixiste du mouvement ouvrier, largement démentie par son évolution récente tant en Italie qu'en France, pour ne rien dire du Portugal et de l'Espagne.

Prends le résultat de l'extrême gaucne aux élections municipales de mars 1977: c'est une surprise, mais une surprise qui devrait donner à penser. Qu'est-ce que ça veut dire les huit et dix pour cent que l'extrême gauche réalise dans les secteurs les plus ouvriers de certaines villes ouvrières? C'est un vote de défiance à l'égard de la politique des grands partis de gauche. Dans le rapport des forces entre révolutionnaires et réformistes au sein du mouvement ouvrier, il n'y a pas seulement les partis et les organisations; entre aussi en ligne de compte l'attitude de dizaines de milliers de militants ouvriers, politiquement inorganisés, ou bien organisés au PC et au PS, et qui à la suite d'une série d'expériences depuis 1968, ont contracté une solide méfiance à l'égard des directions en place. En cas de victoire de l'Union de la gauche, et d'aggravation de la crise du système, ces militants et bien d'autres peuvent refuser la voie de « la pause » et chercher une issue socialiste.

Si l'extrême gauche parvient à réaliser la jonction avec ces militants, à leur proposer une alternative anticapitaliste sérieuse, alors le rapport des

forces avec les réformistes peut se modifier sensiblement.

D'autant plus, je le répète, que l'accession du PC et du PS au gouvernement, l'application du Programme commun vont porter à incandescence leurs contradictions internes. La transition au socialisme n'a en effet, aucune chance de se produire, en France, si un grand nombre de militants du PC et du PS ne sont pas polarisés à gauche et n'optent pas, au moment crucial, au moment du choix entre la « retraite » et le « bond en avant », pour le bond en avant.

Mais pour qu'ils le fassent, il faut précisément qu'il existe à la gauche du PCF une alternative anticapitaliste crédible. Sinon, aussi critiques soient-ils, ils suivront leurs directions. C'est ce pôle alternatif, implanté dans le mouvement de masse, porteur d'une stratégie et d'un programme d'issue socialiste à la crise, travaillant à la recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier que nous nous efforçons de construire.

En réalité, nous touchons probablement là le fond du désaccord. Celui-ci ne porte peut-être pas tant sur la nécessité de désagréger l'Etat bourgeois — y compris de l'intérieur, par rupture interne de ses appareils — mais sur les moyens d'y arriver. Certains pensent que pour y parvenir, il faut que le mouvement de masse ne fasse rien qui puisse ressouder le corps social de l'Etat, le rejeter à droite... Pour eux, c'est la modération, la « responsabilité » qui est le plus à même d'éviter les contradictions internes de l'Etat. En réalité, ce sont les sommets de l'appareil d'Etat qui sont ici visés.

Pour nous, à l'inverse c'est le développement, l'organisation autonome, l'activité d'un vaste mouvement anticapitaliste — hors des appareils d'Etat, et aussi en son sein — qui créent les conditions de la rupture...

N.P. — Un important mouvement, critique et autonome, d'extrême gauche reste selon moi essentiel pour influer sur le cours même de l'expérience de l'Union de la gauche. Mais pas pour les mêmes raisons que tu le penses toi : non pas parce que l'extrême gauche pourrait constituer un réel pôle politico-organisationnel alternatif, comme tu dis ; d'une part, parce qu'elle en est bien inincapable, d'autre part, parce que je ne crois pas non plus qu'il y ait une réelle alternative anticapitaliste en dehors ou à côté de la voie du Programme commun. Il n'y a pas de voie différente possible actuellement, donc la question n'est pas de faire en sorte que la gauche abandonne une voie en soi réformiste pour opter pour la bonne et pure voie révolutionnaire, voie alternative dont l'extrême gauche servirait de signalisation ou de panneau indicateur. La question c'est d'aller plus loin, d'approfondir, etc. dans la voie du Programme commun, et d'empêcher l'embourbement social-démocrate qui n'est pas nécessairement inscrit, comme péché originel, dans cette voie.

L'extrême gauche peut ainsi fonctionner, non pas comme un pôle d'attraction vers un ailleurs ou un autre part, mais tout d'abord comme aiguillon, comme force d'ouverture de perspectives, de dégagement de l'horizon dans le sens du Programme commun. Ensuite, car l'extrême gauche ne se limite pas à son aspect organisationnel qui est finalement le moins important, par sa prise en charge d'une série de problèmes nouveaux que la gauche unie et institutionnelle est bien incapable d'assumer. Enfin, l'extrême gauche est absolument essentielle pour une dernière raison: comme rappel actif, et à tout moment, de la nécessité de la démocratie directe à la base, bref comme garde-fou, disons, des tentations autoritaristes éventuelles de la gauche gouvernementale. Rôle, si tu veux, plus de critique que de débordement.

Mai 1977

# Hégémonie, autogestion, et dictature du prolétariat.

Au fur et à mesure que se renforce la perspective d'une victoire électorale de la gauche, le débat se développe et s'appronfondit sur les conditions stratégiques de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés. Les révolutions victorieuses du passé sont volontiers enfermées dans leur spécificité historique et sociale : la révolution russe devient une sorte de préhistoire, vouée presque fatalement à la contrerévolution stalinienne par le rachitisme de sa classe ouvrière ; les révolutions chinoise, cubaine ou vietnamienne seraient quant à elles confinées aux particularités de la révolution coloniale.

La stratégie de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés serait donc à écrire sur une page vierge. Existe-t-il une « stratégie révolutionnaire », comment le suggèrent les camarades qui fondent l'Union des communistes pour l'autogestion? Faut-il penser, comme l'écrit Chistine Buci-Glücksmann dans la revue Dialectiques (n° 17), que la notion léniniste de crise révolutionnaire s'efface au profit d'une perspective « de double pouvoir de longue durée ». C'est derrière cette hypothèse que s'engouffrent les intellectuels du PCF qui s'efforcent, à la lumière de Gramsci, de donner un fondement théorique à l'abandon du concept de dictature du prolétariat.

Quelles seraient donc les conditions nouvelles de la révolution prolétarienne en Europe occidentale, d'un point de vue social et historique ? Les

arguments avancés sont de deux ordres :

— sociaux : contrairement à la situation russe de 1917, qui a vu un prolétariat minoritaire et peu cultivé se lancer à l'assaut d'un pouvoir despotique, le prolétariat serait devenu la classe majoritaire, de façon écrasante, dans la population active des pays capitalistes industrialisés. Son niveau de culture et de qualification se serait massivement élevé;

— historiques : la terreur stalinienne et le silence du Goulag appelleraient un renouveau nécessaire de la réflexion sur les rapports entre la

révolution, le pouvoir et la démocratie.

L'évidence apparente de ces constats peut en effet servir de point de départ à une discussion qu'il faut pousser bien au-delà.

## I. Les nouvelles conditions de la révolution prolétarienne.

1. Croissance du prolétariat et/ ou développement d'une nouvelle petite bourgeoisie ?

Dans les pays capitalistes d'Europe occidentale, les salariés représentent jusqu'à 70 ou 80 % de la population active. Ces chiffres globaux ne sont contestés par personne. C'est sur leur interprétation que commencent les divergences. Au cours des dernières années, nombre d'auteurs ont donné leur version : les économistes du PCF, Poulantzas, Baudelot et Establet, Gérard Duménil, Fougeyrollas (1)... Le débat a un enjeu, pratique : quelle révolution ? quelles alliances de classes ? quels rapports de force ?

Au début des années soixante, prévalait encore dans l'intelligentsia universitaire l'idée d'un déclin ou d'une dissolution (par promotion et embourgeoisement) du prolétariat. La grève générale de 1968 a mis à rude épreuve ce mythe de la sociologie grossière et superficielle. Ce que les enquêtes les plus fiables démontrent, en dépit des catégories peu rigoureuses

#### (1) Voir:

- Le Capitalisme monopoliste d'Etat, collectif, Editions sociales.
- Poulantzas: les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui. Seuil.
- Baudelot, Establet, Malemort: la Petite Bourgeoisie en France. Maspero.
- Duménil: la Position de classe des cadres et employés. PUG.
  - Fougeyrollas: la Révolution prolétarienne. Anthropos.

utilisées, c'est qu'il y a croissance numérique de la classe ouvrière, même définie de façon restrictive.

Selon l'enquête INSEE de 1968, les ouvriers représentaient 37 % de la population active, les employés 14,8 %, les cadres moyens (parmi lesquels sont rangés les instituteurs!) 9,9 %, les patrons 9,6 %, les cadres supérieurs 4,8 %, les personnels de service 5,7 %, les salariés agricoles 2.9 % et les membres du clergé et la police 2,9 %. Il en résulte que depuis 1954, le nombre des ouvriers aurait augmenté de 6 % contre 10 % le nombre des employés, mais à partir de masses initiales très inégales, de sorte qu'avec 1,5 millions supplémentaires la catégorie des ouvriers est celle qui connaît la plus forte augmentation en valeur absolue. A ces constats bruts, il faut ajouter l'accentuation des différenciations internes à la classe ouvrière elle-même, par la déqualification massive de certaines catégories professionnelles. Ainsi la proportion des ouvriers qualifiés a-t-elle chuté dans toutes les branches d'industrie sauf la chimie. Et si le nombre global de techniciens a augmenté (toujours entre 1954 et 1968) de 60 % à Renault, le nombre des OS a augmenté pour la même période dans la même proportion, mais là encore à partir de masses inégales, ce qui aboutit à une polarisation accrue entre les qualifications extrêmes au détriment des ouvriers qualifiés. Dans l'ensemble de la classe ouvrière, la part des OS a supplanté au cours des années 1960 celle des 00.

Au total on compte en France au début des années 1970 environ 13 millions de travailleurs salariés, soit 63 % de la population active urbaine. Sur ces 13 millions, 7,7 millions sont des ouvriers d'industrie. Le reste se répartit entre salariés agricole, employés, et techniciens d'un niveau de qualification inférieur au baccalauréat.

S'il apparaît acquis que la classe ouvrière se renforce numériquement et que la petite bourgeoisie traditionnelle (boutique, agriculteurs...) décline, une seconde question surgit aussitôt : le développement, relevé par les statistiques, des ingénieurs, techniciens et cadres (ITC) signifie-t-il l'ascension d'une nouvelle classe sociale distincte du prolétariat ? Contentons nous de noter pour l'instant que ces différentes catégories, qui relèvent davantage de la sociologie du travail que de l'analyse rigoureuse des classes sociales, représentaient en 1968 10 % de la population active (soit environ deux millions de salariés). Il faut cependant souligner que la seule catégorie des techniciens, qui regroupe des fonctions largement hétérogènes, et qui n'a fait son apparition dans les statistiques officielles qu'en 1954, représentait alors 1,8 % de la population active ; dans le recensement de 1968 elle était passée à 2,7 % (soit environ 530 000 salariés). Il y a là une forte progression, mais nullement une explosion susceptible de modifier les rapports entre les classes dans le pays.

Si nous considérons que seule est correcte un analyse qui prend en compte les tendances fondamentales liées aux formes d'accumulation du capitalisme, dans ce que Mandel a appelé son « troisième âge », alors deux conclusions s'imposent :

— il y a tendance générale à l'extension du salariat et à la croissance

absolur de la classe ouvrière;

— il y a essor important de couches (ITC), provisoirement qualifiées « d'intermédiaires », et fortement différenciées aussi bien du point de vue de leur revenu que de leur rôle dans la production.

#### 2. Branle-bas autour de la nouvelle petite bourgeoisie.

La plupart des auteurs cités, qui se sont récemment penchés sur l'analyse des classes sociales, aboutissent à la conclusion qu'une nouvelle petite bourgeoisie se constitue et se renforce. Ils n'arrivent cependant pas à ce résultat par les mêmes arguments, et ils n'en tirent pas les mêmes conséquences.

Poulantzas part d'une conception limitative de la classe ouvrière réduite à son novau dur de travailleurs qualifiés de productifs : la classe ouvrière « est définie non par son exclusion de la propriété, mais par le caractère productif de son travail ». A cette première définition restrictive. il en ajoute une seconde qui touche cette fois la notion de travail productif, tendanciellement circonscrit par lui à la seule production directement matérielle. Aussi privilégie-til, pour délimiter la classe ouvrière, le rôle de la division entre travail manuel et travail intellectuel : il en ressort que les employés de banque ou du commerce, même s'ils tendent à rejoindre le travail manuel, demeurent originellement liés au travail intellectuel; ce qui les exclut de la classe ouvrière. Mais, plus la définition du prolétariat se trouve réduite, plus est nié le processus de prolétarisation des employés. et plus s'enfle et prend d'importance en tant que classe la petite bourgeoisie, au sein de laquelle Poulantzas distingue une fraction nouvelle : la nouvelle petite bourgeoisie (NPB). Il se contente de préciser que les différentes composantes de cette NPB entretiennent des rapports différenciés avec la classe ouvrière proprement dite : les travailleurs de commerce seraient ainsi très proches du prolétariat des transports, d'autant plus que les femmes salariées y sont importantes et qu'elles sont souvent, constate Poulantzas, rattachées par leur mari ouvrier (en quelque sorte « conjugalement ») à la classe ouvrière.

Or, l'analyse marxiste du travail productif ne vise pas d'après nous à fournir un critère de définition des classes sociales (2). Même si cette défi-

<sup>(2)</sup> Voir:

<sup>-</sup> Arnaud Berthoud: Travail productif et productivité du travail chez Marx. Maspero.

<sup>-</sup> Critique de l'économie politique, nº 21.

nition est restée frustrée par l'achèvement du troisième livre du Capital, elle paraît mobiliser plusieurs critères. Lénine, pour sa part, en met en avant au moins trois lorsqu'il définit les classes comme de « vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale ; par le rapport, la plupart du temps fixé et consacré par les lois, vis-à-vis des moyens de production; par leur rôle dans l'organisation sociale du travail ; donc par les modes d'obtention et la part des richesses sociales dont ils disposent ». Plusieurs critères donc : propriété ou non des movens de production, place dans l'organisation et la division du travail : forme et montant du revenu : dont aucun n'est suffisant. C'est à partir de cet ensemble de critères que nous parlons de prolétarisation des employés (dans le commerce, la santé, les banques, la Sécurité sociale). Cette tendance se manifeste de bien des facons. Par l'égalisation des conditions de scolarisation, de logement, de salaire (dans certains cas même au détriment des employés), de sécurité d'emploi, entre ouvriers et employés. Elle se traduit même sur le plan culturel et vestimentaire. Elle s'exprime et se vérifie encore dans le domaine des luttes (grèves des banques, des grands magasins) et des taux de syndicalisation. A la Fiat, à partir de 1969, l'unification des ouvriers et employés sur la base de la revendication d'augmentation uniforme a sanctionné le renversement de la muraille qui traditionnellement les divisait.

Le critère d'analyse des classes sociales retenu par Poulantzas apparaît donc restrictif et erroné d'un double point de vue, historique et théorique. Il en résulte que la nouvelle petite bourgeoisie devient chez lui une force considérable de plusieurs millions de salariés qui pose au prolétariat un problème central d'alliance de classes. Cette démarche dangereuse peut aboutir à une nouvelle version des vieilles stratégies étapistes sur la base d'une « alliance démocratique » du prolétariat et de la nouvelle petite bourgeoisie. Les positions ultérieurement exprimées par Poulantzas dans son livre sur la chute des dictatures et sur la question de l'indépendance nationale semblent justifier ces craintes (3).

Duménil, de son côté, a le mérite de reprendre avec sérieux la discussion théorique sur la notion de travail productif et sa fonction. En revanche, pas une seule fois, il ne confronte son analyse à la réalité empirique, à l'étude concrète de la division du travail, à une estimation chiffrée (même approximativement) des fractions de classe qu'il délimite. Il aboutit ainsi par un cheminement différent, à des conclusions proches de celles de Poulantzas. Il argumente fondamentalement à partir de la délégation progressive des fonctions de l'entrepreneur-propiétaire initial à un personnel complexe et ramifié d'encadrement (gestion, comptabilité, organisation du travail): « La personnalité du capitaliste connaît de cette façon un

<sup>(3)</sup> Poulantzas: la Crise des dictatures. Maspero.

processus de dédoublement » et la répartition de ses rôles se transforme progressivement « d'une séparation occasionnelle en une séparation générale ». Il ne fait là que reprendre et développer des constatations déjà fort anciennes, que développait depuis 1919, bien avant Burnham et Rizzi, Thorstein Veblen: « Les capitaines financiers... ont perdu le contact avec la direction des procédés industriels en même temps que l'administration des entreprises passait aux mains d'un corps de bureaucrates salariés (4). » Duménil en conclut que « le groupe des cadres et employés, considéré dans son ensemble, apparaît de plus en plus comme le substitut du capitaliste. Il constituerait à ce titre une fraction nouvelle de la bourgeoisie. » Amalgame pour le moins hasardeux qui jette pêle-mêle cadres supérieurs et simples employés dans les rangs de cette nouvelle petite bourgeoisie, dont Duménil nous dit qu'elle aspire à jouer un rôle dirigeant : « La force petite bourgeoise traditionnelle s'exprime dans la haine du groupe monopoliste, l'expropriateur; la force nouvelle dans l'apologie de la planification, d'une autogestion qui, sous déguisement prolétarien, tend en fait à consacrer la primauté d'un groupe nouveau, » Enfin, s'il consent à constater que la polarisation entre cadres et employés semble faire basculer les premiers du côté de la bourgeoisie et les seconds du côté du prolétariat, c'est pour balayer aussitôt la difficulté. Cette polarisation ne refléterait qu'une querelle de famille dont l'enieu est le partage de la plus-value produite par les seuls ouvriers : « Ce partage des avantages acquis n'a aucune raison de s'opérer de façon harmonieuse, non antagonique. » Il s'agit donc, entre cadres et employés, d'une « contradiction interne à cette nouvelle petite bourgeoisie » : une contradiction secondaire, en quelque sorte, aurait dit feu le président Mao!

Baudelot et Establet, à la différence de Duménil, accordent la plus grande attention à l'étude empirique des faits. Ils recourent en particulier à un examen détaillé de la hiérarchie salariale. Ils constatent que l'échelle des salaires n'est pas uniformément graduée, mais qu'elle est scandée par des pôles. Avec deux pôles principaux : l'un supérieur à 6 000 F par mois (en 1969), et l'autre inférieur à 2 000 F, qui est celui des ouvriers et employés. Entre ces deux pôles, une fracture. A ce premier constat, ils en adjoignent d'autres : entre 1956 et 1969, les salaires des cadres ont progressé de 269 %, ceux des employés de 167 % seulement ; à la différence des salaires ouvriers, les salaires des cadres ne varient pratiquement pas en fonction de la branche (textile ou électronique pour prendre les cas extrêmes): la croissance du salaire de l'OS décélère au fur et à mesure que l'âge avance, alors que le salaire du cadre connaît une croissance permanente, ce qui indiquerait un rapport différent à la force effective de travail et à son usure... Conclusion des auteurs : il rentre dans les salaires des ITC non seulement ce qui est socialement nécessaire à la reproduction de leur force de travail, mais encore une part de la plus-value extorquée par le Capital aux exploités, qui serait « rétrocédée » aux ITC en échange de leurs loyaux services. Pour pousser leur démonstration, Baudelot et Establet se risquent alors à une estimation chiffrée de ce qui est socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail d'un ouvrier qualifié en 1969. Résultat : 2 200 F. D'où il ressort que tout salaire supérieur à cette barre comporte de « la plus-value rétrocédée » et que cette plus-value constituerait 40 % du salaire d'un ingénieur gagnant 3 800 F!

Il est évident que la démonstration pèche par la base. L'analyse des classes sociales (mais aussi de l'exploitation et la formation du salaire) ne saurait partir que des rapports d'ensemble entre groupes sociaux dans une société donnée, et non du face à face quasi individuel entre patron et salarié. Elle ne saurait partir que de la production de la plus-value et non de la répartition d'une plus-value dont on ne sait plus qui l'a produite et ce qu'elle représente. L'important, c'est que Baudelot et Establet arrivent à partir de l'analyse de la hiérarchie sociale (tout comme Poulantzas à partir de sa définition du travail productif) à une délimitation restrictive du prolétariat et, en contre-partie, à une définition très large de la petite bourgeoisie. Même s'ils en relèvent l'hétérogénéité lorsqu'ils la décomposent en trois fractions: les petits possédants, les fonctionnaires d'Etat, les ingénieurs et cadres, chacune avant partie liée de facon spécifique avec la bourgeoisie (les petits possédants par leur attachement à la propriété, les fonctionnaires par leur identification aux fonctions de l'Etat, et les ingénieurs et cadres par leur lien à la hiérarchie et à la division du travail). Baudelot et Establet en concluent que, malgré son importance numérique, cette petite bourgeoisie, ancienne ou nouvelle, est trop composite pour représenter un allié efficace du prolétariat, et qu'il vaut mieux en rester à une politique d'alliance entre le prolétariat et la paysannerie (sur l'évolution de laquelle ils n'ont cependant pratiquement rien dit dans les trois cents pages de leur livre!).

Les économistes du PCF, enfin, dans les deux volumes consacrés à l'étude du capitalisme monopoliste d'Etat, se contentent dans un vocabulaire des plus approximatifs, de souligner « l'importance des couches intermédiaires salariées », tout en précisant : « Les couches intermédiaires ne constituent pas une ou plusieurs classes sociales au sens strict du terme. Il n'y a pas de classe moyenne, mais un ensemble de couches sociales différenciées qui se situent dans une position intermédiaire. » Ainsi, le tableau qu'ils donnent de la répartition de la population active ne prend en compte que quatre catégories : la classe ouvrière (44,5 %), les « couches intermédiaires salariées » (30,5 %), les couches intermédiaires non salariées (21,5 %) et les patrons (4 %). Il saute aux yeux que, mise à part la classe ouvrière, toutes les autres classes sociales ont disparu au profit de simples catégories sociologiques. La bourgeoisie n'apparaît même pas, mais seulement 4 % de « patrons ». Le but d'une telle manipulation est

double : montrer que le prolétariat et ses alliés peuvent représenter électoralement jusqu'à 96 % de la population active (à la seule exlusion des patrons, et encore, pas tous!), tout en conservant une définition suffisamment limitative de la classe ouvrière pour faire du PCF son seul représentant politique (le PS n'étant dans cette optique qu'un vague parti des « couches intermédiaires »). Cette dernière idée joue un rôle important dans la représentation de soi qu'entretient le PC et qui fonctionne comme novau de « l'esprit de parti » dont dérivent les mécanismes d'autodiscipline interne. C'est pourquoi, il importe, pour le PCF, que la classe ouvrière continue à s'identifier aux couches du prolétariat dont il est traditionnellement le principal organisateur. Cela vaut bien quelques indéfinitions théoriques du type : « D'un point de vue de classe, employés, techniciens, chercheurs se trouvent dans une position intermédiaire qui les rapproche de plus en plus de la classe ouvrière avec laquelle ils ne peuvent cependant pas se fondre actuellement. » Tous ces gens-là en deviennent-ils inclassables?

#### 3. Quelques extrapolations planétaires à partir de la petite bourgeoisie.

Bien avant que s'ouvre « l'ère des managers » de Burnham et que n'émerge la « technostructure » de Galbraith, Veblen avait décelé dans ce qu'il appelait « les ingénieurs », une nouvelle classe ascendante : « Il n'y aurait pas grand sens à se demander comment, quand, à la suite de quoi, et avec quelles conséquences la corporation des ingénieurs sera amenée à comprendre qu'ils constituent une corporation et que le sort des peuples civilisés se trouve déjà entre leurs mains. Mais, d'ores et déjà, il est assez évident que les conditions industrielles et les conceptions prédominantes parmi les ingénieurs poussent à une telle fin. » Il voyait même en eux une véritable avant-garde sociale derrière laquelle pourraient se regrouper « les légions aux mains rudes de l'armée industrielle ». La raison est que les ingénieurs « ne constituent pas par leur nombre et leur manière habituelle de voir un corps aussi hétérogène et peu maniable que les fédérations d'ouvriers dont les efforts ont été vains pour l'essentiel en raison de leur nombre et de la dispersion de leurs intérêts. » Au lendemain de la révolution russe, la vision de Veblen oscillait donc encore entre deux hypothèses : celle de l'avenement d'une nouvelle classe dominante, et celle d'une nouvelle direction sociale qui pourrait se lier organiquement à la classe ouvrière.

Face à la contre-révolution stalinienne, les ultragauches allemands, Pannekoek en tête, ont retenu la première hypothèse, voyant dans la révolution russe la révolution petite-bourgeoise des temps modernes : lorsque la bourgeoisie classique a trop tardé à prendre le pouvoir, la petite bourgeoisie des fonctionnaires et des technocrates lui damerait le pion en s'appropriant l'appareil d'Etat et en se servant de la piétaille prolétarienne comme d'un marche-pied.

Quant à la seconde hypothèse, on en retrouve la trace sous des formes variées dans les thèses de la sociologie moderniste sur la « nouvelle classe ouvrière », dans les écrits de Bon et Burnier (5), enfin, dans la version réformiste des thèses autogestionnaires.

Il faut bien voir sur quoi débouche une théorie du développement massif d'une nouvelle petite bourgeoisie. A partir du moment où l'idée est admise, on est tenté d'en voir partout la présence multiforme : dans la prolifération des bureaucraties industrielles et administratives des pays capitalistes, mais aussi à la tête de l'Union soviétique aujourd'hui (demain peut-être de la Chine...), et encore inscrustée dans les appareils d'Etat néocoloniaux d'Afrique. Il faudrait un autre article pour mesurer toutes les conséquences planétaires d'une telle démarche. Duménil semble prêt à les assumer lorsqu'il écrit en conclusion de son essai : « Le rapport cadreemployé apparaîtrait ainsi comme l'expression propre à l'étape capitaliste d'un antagonisme nouveau, préfiguration éventuelle d'une société de classes où l'indiscutable primauté de la contradiction précédente (entre bourgeoisie et prolétariat) pourrait être remise en cause. » C'est d'ailleurs à la lumière de cette hypothèse théorique qu'il avance quelques éléments d'analyse de l'URSS. Mais une telle révision doit inévitablement déboucher sur une cascade d'autres révisions, qui portent aussi bien sur la théorie marxiste des classes que sur les pronostics fondamentaux du marxisme.

Fougeyrollas (6) sent bien cette difficulté, mais il s'avance trop pour pouvoir contourner l'obstacle. Pour lui, la notion de secteur tertiaire sert en fait à masquer le processus massif de prolétarisation des employés. Néanmoins, la nouvelle petite bourgeoisie existe, qui regroupe les cadres du privé et du public; et c'est une classe en expansion. Comme Fougeyrollas ne veut pas revenir sur le caractère prolétarien de la révolution d'octobre, il ne peut analyser la bureaucratie stalinienne comme l'héritière légitime du bolchevisme, mais comme une nouvelle petite bourgeoisie en formation: « Faute de pouvoir s'ériger en nouveaux bourgeois, les cadres bureaucratisés et technocratisés de la Russie stalinienne sont devenue des petits bourgeois. » Le hic, c'est qu'on imagine mal une petite bourgeoisie suspendue en l'air, qui ne soit adossée à une bourgeoisie franche et forte. Fougevrollas résoud la contradiction d'un point de vue planétaire. Nulle part, il n'existe de « pouvoir de classe effectivement petit bourgeois », mais le pouvoir international réel est celui de l'impérialisme. C'est à ce pouvoir que s'arc-boute la petite bourgeoisie : la

<sup>(5)</sup> Bon et Burnier : Classe ouvrière et révolution. Seuil.

<sup>(6)</sup> Sociologue et membre de l'Organisation communiste internationaliste (OCI)

contre-révolution est bourgeoise, mais les agents en sont par excellence les petits bourgeois. « A travers toutes les formes du parti unique, écrit Fougevrollas, une fraction de la petite bourgeoisie a accédé au gouvernement » (dans le cas du fascisme, de l'URSS, des colonies). Si l'on admet l'existence mondiale d'une petite bourgeoisie aussi puissante, qui « tend à s'ériger en classe dominante », alors il faut réviser les fondements programmatiques même du mouvement trotskyste à commencer par la théorie de la révolution permanente. La menace de la petite bourgeoisie devient omni-présente, dans les luttes de libération nationale, dans les groupes d'extrême gauche en rupture avec le réformisme, dans le mouvement des femmes, des jeunes, etc. Elle est porteuse de régimes dictatoriaux et totalitaires, puisque « condamnée à osciller, constate Fourgevrollas, la petite bourgeoisie ne peut gouverner dans le cadre d'une pluralité des partis s'affrontant au Parlement ». Le paradoxe est là : le prolétariat, dont le développement et le renforcement devraient être le corollaire de l'extension mondiale de la domination impérialiste et de la généralisation des rapports marchands, se trouverait menacé par une petite bourgeoisie omni-présente disposant à travers les Etats soviétique et chinois de movens contre-révolutionnaires colossaux. On comprend dès lors que l'organisation à laquelle appartient Fougevrollas ait analysé le processus révolutionnaire de 1975 au Portugal comme un affrontement entre démocratie et dictature, plutôt que comme l'une des première escarmouches en Europe entre la révolution prolétarienne montante et la contre-révolution!

### 4. La classe ouvrière : développement massif et différenciations profondes.

Il faut donc commencer par répondre à la question de la tendance générale: renforcement du prolétariat ou apparition à ses côtés d'une nouvelle classe ascendante? La tendance générale n'est pas au développement massif d'une nouvelle classe historique hors du prolétariat, mais au développement du prolétariat lui-même. C'est ce que répondait Mandel en 1970 dans une polémique avec Garaudy (alors encore membre du BP du PCF): « Il n'est pas secondaire de déterminer la tendance fondamentale qui se dégage de la troisième phase du capitalisme, du point de vue de l'alignement des forces sociales. Est-ce l'apparition à côté de la classe ouvrière d'une force sociale de plus en plus importante, celle des intellectuels, dont Garaudy dit lui-même qu'il sagit d'une catégorie très diverse? Ou est-ce l'intégration dans la classe ouvrière d'une partie croissante des anciens étudiants avant terminé ou non leurs études? Les électroniciens — c'est-à-dire ceux qui produisent des marchandises à l'aide de moyens de production télécommandés et automatisés — sont-ils des

producteurs de plus-value exactement comme ceux qui manient des pelles mécaniques ou des grues? Nous répondons évidemment oui. » (7)

Cette réponse n'est pas secondaire d'un point de vue programmatique parce que la réponse inverse offre tous les alibis possibles et imaginables à une tactique d'alliance qui, sous le nom de « nouveau bloc historique » ou d'alliance « antimonopoliste », subordonne la lutte pour le socialisme à la lutte immédiate pour la seule « démocratisation » de l'Etat et de la société.

Maintenant, quelles sont les transformations effectives liées à la

troisième phase du capitalisme?

— Il y a notamment accéléraration du cycle de reproduction du capital et de la transformation de la marchandise en argent; il en résulte un essor massif numérique des employés du transport, du commerce, de la banque...

— Il y a division accrue, et de plus en plus complexe, du travail, avec intégration tendancielle des travailleurs intellectuels au travailleur collec-

tif.

Revenons sur chacun de ces points:

a) Dans les *Théories sur la plus value*, Marx recense les grandes catégories de travailleurs productifs, au nombre de quatre : travailleurs de l'extraction, de l'industrie, des transpirts, et salariés agricoles. Il n'y inclut donc pas les travailleurs du commerce ou des circuits de crédit. Il indique néanmoins : « bien que le travail non payé de ces commis ne crée pas de plus-value, il procure au capitaliste commercial de la plus-value», puisque leur exploitation est pour lui le moyen de se procurer une fraction de la plus-value produite ailleurs, et extorquée par le capitaliste industriel. Pour ce capitaliste commercial, le travail non payé de ses employés est source de profit; les employés sont des travailleurs exploités qui ramènent du profit à leurs exploiteurs. Il n'y a donc aucune raison d'exclure ces travailleurs indirectement productifs du prolétariat.

b) Le phénomène de l'ingénieur, même s'il n'avait pas alors l'ampleur qu'il connaît aujourd'hui n'était pas ignoré de Marx. Pour lui, il suffisait, pour être productif, d'être un organe du travailleur collectif, sans mettre forcément soi-même la main à la pâte (matériellement s'entend). On peut vérifier là encore, au détriment de Poulantzas, que ce n'est pas le caractère productif du travail fourni qui définit l'appartenance à la classe ouvrière. En effet, si l'ouvrier et l'ingénieur appartiennent au même travail collectif et collectivement productif, ils ne font pas pour autant partie automatiquement de la même classe sociale. Pour reprendre les critères énumérés par Lénine, ils ne jouent pas le même « rôle dans l'organisation sociale du travail », et « l'importance de la part des richesses sociales dont ils dispo-

<sup>(7)</sup> Mandel: le PCF, Roger Garaudy et le capitalisme monopoliste d'Etat, in Quatrième Internationale, mai 1970).

sent » peut être très différente. La seconde différence traduisant et confirmant la première.

Le problème vient de ce qu'il est pratiquement impossible de départager dans l'activité du cadre ou de l'ingénieur de production ce qui relève de fonctions techniques et ce qui relève de fonctions sociales (d'encadrement, d'embrigadement, de discipline). Mais à l'époque où les patrons (le propriétaire des moyens de production) était lui-même un technicien actif au milieu de ses salariés, il n'en était pas moins un patron, autrement dit un bourgeois. La fonction des ingénieurs et cadres dans la division capitaliste du travail est donc double : elle participe de la production et de l'organisation du procès d'exploitation en même temps. Les thèses du premier congrès de la LCR (8) concluait en ces termes le débat sur la caractérisation de classe des ITC: « L'essor du capitalisme industriel.le rythme accéléré de l'innovation technologique, la multiplication des tâches de gestion ont suscité le dévelopement de catégories professionnelles que les statistiques officielles regroupent confusément dans la catégorie des ingénieurs, techniciens et cadres. Parmi les deux millions de salariés que groupe cette catégorie, une partie n'est en fait qu'une fraction de gros actionnaires ou de grands commis de la bourgeoisie déguisés en salariés. Une autre fraction ne constitue en fait, notamment parmi les techniciens, au'une couche hautement qualifiée du prolétariat. Mais il reste toute une partie importante de ces catégories qui, par sa place dans la division du travail, s'intègre au travaille collectif tout en remplissant un rôle de surveillance et d'organisation du travail, qui en fait en partie un agent du procès d'exploitation de la force de travail du prolétariat. C'est à ce titre que l'on peut parler d'une nouvelle petite bourgeoisie. » Ainsi définie, cette NPB ne regrouperait que quelques centaines de milliers de salariés ou à peine plus d'un million en y incluant les enseignants du secondaire et du supérieur (il faut noter que tant par le montant de leur revenu que par leur place dans la reproduction de la division du travail, les instituteurs connaissent eux aussi un processus de prolétarisation). C'est en tout cas un phénomène secondaire par rapport au dévelopement massif du prolétariat, même s'il n'est pas sans conséquence au niveau du problème pratique de revendications et de formes d'organisation.

### II. Qualification, conscience et identité de classe.

Si notre analyse de l'évolution des classes sociales nous conduit à reconnaître dans la croissance même du prolétariat le phénomène majeur, nous devons en conclure que le premier problème et la première tâche résident dans l'unification du prolétariat lui-même. En effet, le processus objectif de prolétarisation que connaissent certaines couches d'employés ne s'accompagne pas automatiquement de la prise de conscience de leur nouvelle position de classe. La conscience de classe, l'appartenance revendiquée à la classe ouvrière n'est pas une donnée spontanée, mais le résultat d'une histoire et d'une lutte, à travers lesquelles se construit le mouvement ouvrier.

En un mot, l'unification de la classe, la conquête de son identité, le développement de sa conscience sont l'enjeu d'un combat. D'un combat difficile.

L'un des postulats les plus repris par les camarades qui tentent de définir une « stratégie autogestionnaire », en rupture avec ce qu'ils considèrent comme de vieux modèles, c'est l'élévation qualitative du niveau culturel des masses exploitées. Ils déduisent mécaniquement du développement technologique un développement correspondant des niveaux de qualification, de culture, et de conscience des travailleurs. Il y a amalgame et confusion. Le problème est en réalité beaucoup plus compliqué. Pour au moins trois raisons.

#### 1. Crise de la notion de sujet.

Tous les classiques du marxisme ont décrit le rôle de la classe ouvrière dans la transformation révolutionnaire de la société comme celui d'un sujet ; d'un sujet conscient de lui-même. Les images à ce propos abondent ; il suffirait pour s'en convaincre de les recenser dans l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Quant au parti, il a vocation, chez Lénine, d'introduire du dehors la conscience dans la classe (9). Il est donc par excellence le levain et l'anticipation de ce sujet conscient de lui-même.

Or, cette référence au « sujet », dont la fonction va bien au-delà de la

<sup>(9)</sup> Du moins dans la première partie de son œuvre ; avec l'expérience de la Révolution russe, sa compréhension des rapports entre le parti et les masses devient beaucoup plus dialectique.

métaphore, reproduit assez fidèlement la représentation de la subjectivité dans la psychologie bourgeoise classique, pré-psychanalytique; celle que Politzer, dès 1925, déchirait à belles dents dans sa *Critique des fondements de la psychologie*. Il est pour le moins étonnant que la « conscience de classe » ait donné lieu à autant de thèses et débats dans le mouvement ouvrier, sans que jamais soit fouillé avec autant d'attention le « ça » de cette conscience, sans que jamais personne ne se soit penché sérieusement sur la dialectique possible entre cette conscience et son inconscient. En soulignant cette absence, il s'agit seulement de remarquer à quel point la théorie de la conscience de classe s'affirme d'emblée comme apologie de la bonne conscience, dans laquelle fonctionne à plein l'équation classique entre sujet, conscience et raison. Il y a là une problématique cohérente qui va de pair avec une vision messianique du rôle historique du prolétariat.

Or, il v a belle lurette que la subjectivité et l'individualité bourgeoises triomphantes du siècle passé sont entrées en crise profonde. Cette crise est perçue avec clairvoyance par Jean-Marie Vincent: « C'est en réalité l'individualité bourgeoise qui devient problématique en tant que telle, aussi bien dans ses prétentions de monade à la maîtrise de ce qui constitue la personnalité que dans sa négation de la socialité et de l'objectivité des relations sociales. Dans de très nombreux cas, la conscience de soi de l'individu de la société bourgeoise triomphante, toujours à la recherche de sa propre unité et d'un accord permanent avec le monde par delà tous les déchirements, fait place à un abandon apparent aux pulsions les plus diverses et à une acceptation d'attitudes et de positions successives parfaitement contradictoires. La conduite de la vie selon les règles de l'ascèse et du renoncement pour accéder aux valeurs suprêmes — réussite sociale, élévation spirituelle au-dessus des contingences matérielles sordides — est ainsi remplacée par l'affirmation des besoins du moment, l'aspiration du moi à la communication sans entraves, les tentatives pour participer à des échanges communautaires sans aucune contrainte sociale (10). » En somme. l'abandon à la souveraineté du désir, la négation du sujet au profit d'un faisceau de pulsions n'est en rien un dépassement dialectique de la vieille personnalité privatisée par la société marchande, mais son simple envers, son retournement.

« En ce sens, poursuit Vincent, le rejet de la vieille défroque de l'individu prétendument autocontrêlé ne signifie pas que la lutte est véritablement engagée contre la personnalité en tant qu'individualité mutilée, en tant qu'isolat social. Il ne signifie pas non plus que la socialisation véritable, non antagonique, des individus apparaît véritablement à l'horizon. Pour cela, il faudrait, entre autres, une modification considérable des conditions de production et d'échanges symboliques que seul un grand

mouvement d'auto-organisation des travailleurs pourrait promouvoir. On est, autrement dit, renvoyé au problème du renouvellement politique du mouvement ouvrier, mais cela ne doit pas cacher les effets profonds de cet éclatement de l'individualité bourgeoise sur l'équilibre social; le matériau humain nécessaire pour la reproduction du rapport social est de moins en moins utilisable. » (ibid)

Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer au concept de conscience de classe, mais à coup sûr, qu'il faut le passer au crible de la critique.

En effet, il y a bien derrière cette question de la conscience de classe l'une des dimensions centrales de la révolution socialiste, que nous avons maintes fois traitée (11). Le socialisme oppose bel et bien l'utilisation consciente et planifiée des ressources en vue de la satisfaction de besoins sociaux collectivement définis aux automaticités aveugles du marché et à leur régulation a posteriori. En ce sens précis, le marxisme fait passer dans le domaine pratique non seulement le vieux projet cartésien d'appropriation de la nature, mais encore les vieux mythes humanistes de la maîtrise de soi. Cette conscience collective à l'œuvre dans la démocratie et la planification socialiste résulte des conditions même d'émancipation du prolétariat qui, enfermé dans le cercle vicieux de l'exploitation capitaliste et de l'aliénation, ne peut le briser que par une action collective s'assignant pour but la conquête du pouvoir politique. C'est la première fois qu'une classe dominée sur tous les plans (économique, culturel, politique) s'organise de façon prolongée pour briser ses chaînes et sortir de sa condition, la première fois qu'elle fait de la révolution une transformation sociale voulue et préparée, qui dépasse la révolte sporadique. La révolution socialiste commence avec la conquête du pouvoir politique alors que la révolution bourgeoise s'achève par cette conquête, qui couronne une domination économique et culturelle déjà instaurée. Ce qui permet à la classe ouvrière de briser le cercle vicieux et d'en sortir, c'est sa propre existence comme producteur collectif.

Il existe donc un lien dialectique entre la construction du mouvement ouvrier et la construction d'une conscience sociale, collective, sur laquelle débouche le renversement de la domination capitaliste. Mais cette conscience ne s'oppose pas à une non-conscience, elle n'est pas la raison d'une déraison. Elle est un processus social. C'est pourquoi il serait dangereux, par le jeu du vocabulaire, de la concevoir comme la réplique ou la projection collective du sujet individuel de la psychologie classique. En effet, une telle conception ne peut aboutir qu'à ériger la conscience (et par voie de conséquence le parti ou l'Etat sensés l'incarner) en juge de tout ce qui

<sup>(11)</sup> Artous/Bensaïd: « Que faire » et la création de la Ligue communiste, in Critique communiste, nº 6; Artous: la Question du léninisme, in Critique communiste, nº 11/12; Bensaïd: la Révolution et le pouvoir, chapitre 6. Seuil.

n'est pas elle. On entrevoit tout ce qu'une telle représentation peut avoir de rassurant du point de vue d'un certain exercice du pouvoir.

Il faut enfin ajouter que la crise de représentation de la subjectivité individuelle bourgeoise a déjà rejailli, comme il était inévitable, sur la propre représentation de soi du mouvement ouvrier et de ses composantes.

#### 2. L'identité problématique du prolétariat.

De l'existence objective d'une classe à son expression consciente il y a donc tout l'écart d'une lutte, d'un processus historique complexe. Force est de constater que l'identité du prolétariat comme classe (le sentiment de ses membres de lui appartenir en tant que communauté) est problématique.

Le prolétariat n'est jamais apparu comme une unité spontanément constituée. Il a dû se définir dans sa lutte, par delà son hétérogénéité et ses différences. Certaines couches ont joué en son sein le rôle de catalyseur de la conscience de classe ou d'avant-garde sociale. Le profil des militants qui ont construit à la fin du siècle dernier les organisations ouvrières est souvent comparable : des ouvriers qualifiés, arrachés à l'artisanat ou au compagnonnage, autodidactes (des ouvriers du livre, des typographes, des graveurs, des ébénistes ; que l'on consulte la liste des morts de la Commune). Plus tard, au début de ce siècle, on retrouve cette couche d'ouvriers qualifiés et autodidactes, cheminots et mécaniciens, mais dans l'industrie métallurgique (les dirigeants ouvriers de Berlin et Hambourg en 1919, ceux de Turin). Aujourd'hui encore, bien que de facon plus complexe, on retrouve la trace de phénomènes analogues dans le prolétariat espagnol et basque. La dictature a étouffé tout vie culturelle pendant des années, elle a freiné la mutation universitaire et les mécanismes de promotion/sélection sociale : on retrouve, à la tête des luttes, des prolétaires autodidactes qui n'ont pas subi les mêmes processus d'acculturation par le biais des institutions bourgeoises ou des organisations professionnelles. Au Pays basque, on peut même constater, dans le prolétariat de formation récente, que les ouvriers d'origine rurale y ont directement introduit leurs traditions villageoises, communautaires et culturelles.

Dans un pays comme la France, la classe ouvrière est profondément différenciée, de l'OS au technicien en passant par l'employé des services ; le développement urbain et l'organisation des loisirs ont brisé les liens communautaires, et fonctionné comme une immense machine d'atomisation sociale. Il faut ajouter à cela l'importance accrue de la main-d'œuvre féminine (qui atteint maintenant 39 % de la population active) et surtout l'essor de l'immigration (dans certaines usines on trouve jusqu'à vingt nationalités différentes, sans que le regroupement par nationalité s'articule forcément avec l'organisation unitaire de la classe en tant que telle).

Dans une classe ouvrière aussi stratifiée et différenciée socialement, culturellement, organisationnellement, il est difficile de cerner la couche susceptible de jouer le rôle de catalyseur. Les démarches sociologiques s'en sont montrées en tout cas incapables. Aussi bien celles, populistes, qui ont voulu faire des plus exploités (OS, immigrés) l'avant-garde sociale de la classe (chez les maoïstes), que celles qui ont cru la découvrir dans la « nouvelle classe ouvrière » des ingénieurs et des techniciens.

Cette différenciation sociale du prolétariat est encore aggravée par sa condition culturelle. Ici, nous touchons à l'une des grandes naïvetés de la thèse défendue par les partisans d'une « stratégie autogestionnaire ». Ils soulignent l'élévation du niveau de qualification et du niveau culturel du prolétariat. Du niveau de qualification, c'est sans aucun doute globalement vrai, à condition que l'on n'ignore pas les contre-tendances : nous avons vu que dans toutes les branches sauf la chimie, le rapport numérique . OS/OQ s'était modifié en faveur des premiers. Du niveau culturel, c'est aussi globalement vrai si on prend en compte les conditions générales d'alphabétisation et d'hygiène. Mais c'est beaucoup plus discutable du point de vue de l'expression d'une autonomie culturelle qui participe fondamentalement à la constitution de la conscience de classe.

Dans le Troisième âge du capitalisme, Mandel dégage avec lucidité les racines profondes de cette perte d'autonomie culturelle : « Les conquêtes culturelles du prolétariat (livres, journaux, formation culturelle, sport, organisation), garanties effectivement par l'essor et les luttes du mouvement ouvrier moderne, perdent les caractéristiques de volontariat, d'indépendance et d'autonomie vis-à-vis du procès de production et de circulation marchandes capitalistes qu'elles avaient acquises à l'époque de l'impérialisme classique (en Allemagne surtout dans la période 1890/1933). Elles se trouvent de plus en plus incorporées à ces procès : livres produits par des éditions commerciales ; presse de masse et télévision à la place de la presse socialiste : entreprises commerciales de vacances et de loisirs et sport commercialisé à la place de la libre formation dominée par les organisations de la jeunesse ouvrière, du sport et de la culture, etc. Avec la récupération de la production et la circulation marchande capitalistes des besoins culturels du prolétariat, c'est une reprivatisation profonde de la sphère des loisirs de la classe ouvrière qui se produit. Elle représente une rupture brutale avec la tendance à l'élargissement des activités collectives ou solidaires, c'est-à-dire de l'auto-activité du prolétariat, à l'époque du capitalisme de la libre concurrence et de l'impérialisme classique. » (12)

A la charnière du début du siècle, le prolétariat industriel s'est érigé en continuateur d'une tradition communautaire attaquée par la généralisation de la production marchande. Le mouvement ouvrier s'est construit, dans

le cas le plus typique de la social-démocratie allemande, en véritable contre-société de solidarité et de résistance, avec ses caisses, ses associations, ses éditions ses universités et sa vie culturelle. Sans atteindre ce degré d'organisation, il a, dans les autres pays d'Europe, multiplié ses propres condensateurs sociaux, du plus élémentaire (le bistrot) aux maisons du peuple et bourses du travail, en passant par les aténéos culturels en Espagne.

Cette autonomie culturelle s'est trouvée doublement attaquée. D'abord par les mécanismes d'intégration à l'appareil d'Etat (à travers les conquêtes municipales et leur gestion réformiste, l'évolution de la scolarisation, le quadrillage des appareils culturels d'Etat...), mais plus fondamentalement par l'emprise croissante de la production marchande sur le produit culturel (reproduction de série au caractère contradictoire, commercialisation). Il ne suffit pas de constater cette « privatisation de la sphère » culturelle dont parle Mandel, qui démembre et atomise la communauté ouvrière, il faut aussi mesurer ses répercussions sur le contenu de la production et de l'activité culturelle. Plus le livre s'intègre à la circulation des marchandises, plus il est soumis aux conditions générales du capital, à commencer par l'impératif de sa rotation rapide. C'est ainsi que se multiplie sur le marché le livre-événement, le livre-document, le livre-témoignage, lancé par un fort pilonnage publicitaire et qui doit être écoulé dans les deux mois. La structure de commercialisation obéit aux mêmes lois. en amplifiant les phénomènes de consommation de masse et en démultipliant l'effet publicitaire.

Cette régression culturelle n'est pas due seulement à des conditions objectives (il y aurait alors de quoi désespérer) mais tout autant à des raisons historiques sur lesquelles nous allons revenir. Mais nous ne pouvons pas, après une manifestation, ne pas nous interroger sur le peu d'inventivité collective du mouvement ouvrier au cours des trente dernières années, et même à l'issue d'une grande expérience de masse comme 1968. Il est normal et même fondamental de revendiquer une histoire et une mémoire du mouvement ouvrier, d'en affirmer la continuité à travers ses symboles (chants, insignes). Mais comment ne pas s'inquiéter du fait que la presque totalité de nos chants soient au moins quinquagénaires ? Que le passé pèse d'un tel poids sur le présent ?

On se rassurerait à trop bon compte en pronostiquant que le mouvement ouvrier connaîtra sa renaissance culturelle avec la remontée de ses luttes de masse. C'est évidemment vrai, mais la lutte culturelle au sens large n'est pas un simple sous-produit de la lutte de classes, elle en est un élément actif, constitutif de la conscience de classe elle-même, un test des capacités du prolétariat à conduire la transition vers une société différente.

Il ne fait aucun doute que la perte d'autonomie culturelle et la crise d'identité du prolétariat (qui vont de pair) ne résultent pas d'un simple déterminisme social. Il est clair que la période qui s'est écoulée depuis la dernière guerre y est pour beaucoup, dans la mesure où, en pleine phase d'expansion sans précédent du capitalisme, elle a permis une large diffusion des valeurs bourgeoises, un apaisement temporaire des conflits de classe, une intégration relative des revendications ouvrières, une dilution des frontières de classe. Les transformations et les différenciations internes au prolétariat ont d'autre part contribué à en brouiller l'image archétypale (vestimentaire par exemple) qui fonctionnait aussi comme moyen de reconnaissance, comme signe d'une appartenance commune.

Mais le problème n'est aussi aigu que parce que les propres partis de la classe ouvrière, pour des raisons différentes, ont capitulé dans cette bataille. D'abord, en ce qui concerne les partis staliniens, pour une raison historique : ils ne voulaient garder de l'histoire du mouvement ouvrier que le rituel, et non la mémoire de la lutte concrète et de la théorie ; ils avaient besoin d'enterrer dans leur jardin le cadavre des révolutions trahies et défigurées. De sorte qu'aujourd'hui, en bien des pays et régions d'Europe, cette histoire oubliée, refoulée, baillonnée est à redécouvrir, à reconstituer contre l'historiographie officielle des partis réformistes ; c'est une archéologie des luttes et des acquis qui participe de la reconquête d'une identité prolétarienne (13).

D'autre part, les partis réformistes sont le véhicule de l'idéologie dominante dans la classe ouvrière. C'est une vérité générale qui s'applique particulièrement au problème de l'autonomie culturelle (qu'il ne faut pas confondre avec la formation d'une culture prolétarienne, c'est une question sur laquelle nous reviendrons dans un autre article). L'adhésion du PCF au Front populaire a marqué une spectaculaire adhésion aux valeurs bourgeoises (idéologie des lumières, chauvinisme, républicanisme), mais aussi une récupération populiste de la culture bourgeoise. Les romans d'Aragon sont pour la plupart une version gauchie et édifiante du roman populiste bourgeois. Le culte de la promotion sociale est devenu chez les réformistes le moteur d'une créativité asservie : il s'agit désormais de faire comme..., aussi bien que... En un mot, de rivaliser dans l'imitation avec les valeurs de la classe dominante.

La résurgence des affrontements de classe aiguisera les fractures, délimitera les identités sociales, ravivera les formes d'expression autonome, c'est indéniable. Pour le moment, le processus n'en est qu'à ses débuts, à un stade recomposition moléculaire qui passe par la constitution de nouveaux réseaux culturels, dans la chanson, le théâtre, le cinéma. Mais il faudrait être aveugle pour sous-estimer la nouveauté d'obstacles objectifs. Comme le constate Stanley Aronowitz: « La classe ouvrière, du fait notamment du caractère technologique de la majeure partie de la culture

<sup>(13)</sup> La multiplication des revues d'histoire populaire, les travaux du *Peuple français*, les études des *Révoltes logiques*, les bulletins militants régionaux (Alsace, Bretagne, Occitanie rouge) y contribuent.

(musique électronique, cinéma, télévision...) n'a plus le sentiment qu'elle va produire l'art, l'imagination, la vie spirituelle. » (14)

L'inflation des signes provoque la dévaluation du sens. La culture populaire individuelle n'a pas disparu. Mais alors que jadis, on lisait Zola ou Hugo, y compris dans les familles ouvrières, on consomme aujourd'hui Guy des Cars ou le feuilleton télévisé. Le lyrisme qui exprimait une fierté de l'appartenance de classe apparaît comme une incongruité.

Qui oserait encore écrire aujourd'hui comme Maïakovsky: « Etre bourgeois, ce n'est pas avoir un capital et jeter des pièces d'or par les fenêtres, c'est le talon des cadavres sur la gorge des jeunes gens, c'est la bouche baillonnée par les boules de graisse. Etre prolétaire, cela ne veut pas dire être noir de charbon, être celui qui fait tourner les usines, être prolétaire, c'est aimer l'avenir qui fait sauter la boue des sous-sols, croyezmoi! » Qu'on relise la presse de 1793, celle de la Commune, celle du début du siècle, et l'on vérifiera à quel point les classes populaires inventaient leur langage; et à quel point la presse ouvrière d'aujourd'hui, y compris la nôtre, s'aligne irrésistiblement sur la prose administrative.

L'élévation du niveau culturel du prolétariat, dont tirent argument les stratégies autogestionnaires, n'est donc pas une donnée naturelle mais objet de bataille qu'il faut entreprendre et mener pied à pied contre l'artillerie lourde de l'idéologie dominante.

#### 3. Hégémonie révolutionnaire et corporativisation des révoltes.

Aronowitz dont s'inspirent les camarades partisans de la stratégie autogestionnaire écrit : « Le sujet révolutionnaire inclut tous ces mouvements qualifiés de secondaires, petits-bourgeois, subsidiaires, et qui ont pris un poids grandissant, socialement et politiquement. Les mouvements de jeunes, de Noirs, de femmes, etc., représentent la détérioration de la qualité de la vie. » Mais il constate aussi : « Le problème de ces mouvements est le suivant : ils sont sectoriels et ils souffrent, si je me permets d'être orthodoxe, de l'absence d'ancrage dans les formations politiques et économiques de la société américaine : essentiellement les lieux de travail et les sphères où se déroule le débat public. En fin de compte, comme on dit dans notre terminologie, ils ont manqué d'une base de masse dans la classe ouvrière, dans ce groupe qui constitue véritablement le cœur des exploités et des opprimés. Si on ne peut pas dire que c'étaient des mouvements petits-bourgeois de par leur origine ou la composition de tous leurs membres, du moins, c'était des mouvements à caractère culturel et non de classe »

<sup>(14)</sup> Stanley Aronowitz: interview dans Sous le drapeau du socialisme, nº 77. Il a publié, il y a deux ans, aux USA, un livre intitulé False Promises.

C'est bien le nœud de la contradiction. Et elle ne se résoud pas avec des mots, en élargissant verbalement la définition du « sujet révolutionnaire ». Toute la question est de savoir précisément comment la lutte spécifique de ces mouvements sociaux-culturels peut s'articuler à la lutte de classe sur les lieux de production, dans un front de classe organique et non dans une addition inconsistante des fronts de lutte.

La diversité et l'éclatement des formes de radicalisation résulte de la crise que connaissent les rapports sociaux dans les pays capitalistes avancés, notamment ce qu'on a qualifié de « crise d'hégémonie de la classe dominante. » Elle se traduit notamment par la perte d'autorité de l'Etat, et le renforcement corollaire de ses tendances autoritaires, tandis que la remontée des luttes de classe ébranle les consentements sociaux. L'un des effets les plus patents réside dans la remise en cause généralisée des dispositifs institutionnels (école, famille, justice, information, église, sport) par lesquels l'appareil d'Etat organise son hégémonie et affirme sa légitimité. Comme ce dispositif est en même temps un système de quadrillage et d'îlotage social, il est logique que sa contestation s'exprime dans un premier temps à partir de la situation de morcellement qu'il produit ou entretient. D'où la floraison de mouvements divers et parcellaires qui, par delà les grands mouvements de la jeunesse et des femmes, surgissent : groupes d'information, comités d'action divers.

Mais cette radicalisation éclatée exprime profondément une crise de société, dans ses fondements mêmes. Elle ne pourrait trouver son unité que dans une alternative sociale d'ensemble. Or, les partis majoritaires du mouvement ouvrier ne se présentent pas comme porteurs d'une telle alternative (ni la social-démocratie ni les PC n'avancent la lutte immédiate pour le socialisme), mais seulement comme la relève ou le renfort d'une classe dominante en difficulté. Ils ne peuvent donc, dans le meilleur des cas, que chevaucher les mouvements de radicalisation sans les unifier stratégiquement, car une telle unification devrait nécessairement s'inscrire dans un projet révolutionnaire. La politique réformiste, qui tend à faire de ces mouvements sociaux des « alliés démocratiques » dans le cadre d'une large alliance, favorise au contraire leur isolement et leur éventuelle dégénérescence corporative (dont certaines manifestations du mouvement étudiant italien ont donné récemment des signes inquiétants.)

Le paradoxe veut que ce soit le Parti communiste italien lui-même qui engage la bataille, à sa façon, contre le danger d'éclatement et de « corporatisation » des divers mouvements sociaux. Il en tire même argument pour amalgamer dans la polémique sociaux-démocrates et révolutionnaires. Cette démarche est particulièrement bien illustrée par un article de Bruno Trentin dans un numéro récent de la revue *Dialectiques* (15). Il explique en substance que lorsque le prolétariat prétend jouer un rôle moteur et dirigeant dans la transformation sociale, il doit s'identifier à un grand dessein collectif, devenir la classe nationale par excellence. Le

mouvement syndical ne peut, dans une telle perspective, demeurer une simple force de résistance ou de contestation. Il doit se « salir les mains », comme le dit Trentin, en avançant des solutions d'ensemble aux problèmes économiques, des propositions qui tiennent compte d'intérêts généraux et non de seuls intérêts particuliers. C'est au nom de cette nécessité que Trentin fustige « l'économisme » de tous ceux qui se sont opposés aux concessions faites par les directions syndicales dans la négociation de l'échelle mobile... en échange du prêt accordé par le Fonds monétaire international au gouvernement démo-chrétien d'Andreotti!

Berlinguer reprend une argumentation analogue lorsqu'il fait, dans un discours (16) l'apologie de l'austérité comme nouvelle vertu prolétarienne, au nom des nouveaux équilibres économiques mondiaux qui rendraient justice aux peuples si longtemps spoliés du Tiers Monde. Cette dimension moraliste, cet appel au civisme sont une constante de la propagance du PCI, et l'expression conséquente d'une idéologie de collaboration de classes. Mais il faut prendre soin de mener la critique dans le détail si nous ne voulons pas tomber dans le panneau.

Car il est vrai, en période de crise ouverte de l'économie et des rapports sociaux capitalistes, que la classe ouvrière doit incarner une alternative d'ensemble. Il est vrai qu'elle doit par la cohérence et la clarté de sa démarche combattre et non pas subir la décomposition du tissu social. Il est vrai qu'elle doit proposer ses solutions. Après l'expérience des conseils d'usines de Turin, en 1919, Gramsci tirait argument du fait que le contrôle ouvrier s'était traduit par une augmentation de la production, alors que le despotisme patronal se soldait par une baisse. Plus généralement,

(15) Dialectiques, nº 18/19, consacré à l'Italie et nous. Le thème du danger corporatif y est omniprésent. Avec Ingrao: y a-t-il « une tendance générale des masses à s'organiser dans des structures corporatives modernes, à s'associer en transformant de manière nouvelle le processus capitaliste d'atomisation de la société et en utilisant à cet effet les éléments de sectorialisation, de différenciation que la capitalisme monopoliste ne cesse de reproduire. Il me semble que une pression s'exerce pour que les partis ouvriers s'adaptent eux aussi à ce modèle d'organisation des masses, en échange de la reconnaissance du droit à administer la représentation d'une partie des classes sociales. » (p. 13).

Tortorella: « Il y a des contre-tendances subalternes, de type corporatistes, en insistant sur des revendications très sectorielles. Ce sont des tendances de type économiste. Je ne pense pas seulement à la droite syndicale, mais aussi à des positions de type extrême gauche. Dans cette tendance d'extrême gauche, on trouve une sorte de maximalisme du type: nous voulons tout, tout de suite... Une telle orientation peut très bien maintenir les masses dans des positions subalternes à l'intérieur du mode de vie capitaliste, reposant sur la consommation strictement individualiste, le gaspillage et le luxe des uns, la misère des autres. Or nous luttons pour le dépassement de ces modèles de consommation et de comportement. » (p. 74).

<sup>(16)</sup> Traduit en français dans le numéro de mars de la revue Faire.

quand des millions de travailleurs sont au chômage, quand des branches entières (sidérurgie, aéronautique) ou des régions (Lorraine) sont en crise profonde, le mouvement ouvrier doit plus que jamais avancer ses solutions et ne pas rester dans un rôle catégoriel et corporatif. Car, dans un tel contexte, la défense des intérêts parcellisés a pour première conséquence la division de la classe ouvrière elle-même, entre ceux qui travaillent et ceux qui chôment, entre hommes et femmes, français et immigrés, entre les différentes branches de production et les différentes régions. Mais les solutions économiques de la classe ouvrière passent nécessairement par un bouleversement, par l'appropriation collective des movens de production. la reconversion planifiée de branches entières, la définition démocratique de nouveaux choix et de nouveaux besoins. Toutes choses qui supposent la conquête du pouvoir politique et ne peuvent se confondre avec la subordination de la classe ouvrière à des intérêts nationaux restant dictés par la seule logique de l'accumulation capitaliste. Le mouvement ouvrier ne doit pas apparaître seulement porteur d'une alternative économique, mais aussi d'une alternative sociale, culturelle et morale (d'un nouveau mode de vie), et sa propre autodiscipline ne saurait se confondre avec le légalisme peureux et la résignation inculquée. L'expérience des autoréductions en est un bon exemple. Il ne s'agit pas d'en appeler au réflexe individualiste (du simple refus de payer), mais à une contestation organisée (versement des sommes non-payées à des caisses gérées par le syndicat) qui montre la voie d'un autre « civisme » : celui d'une discipline collectivement consentie à partir de projets collectivement assumés.

Plus le mouvement ouvrier sous hégémonie réformiste se détourne des réponses socialistes à la crise au nom des étapes « démocratiques » et au profit de pactes interclassistes, plus il contribue au fractionnement des mouvements de radicalisation.

Prenons plusieurs exemples.

Les courants féministes radicaux ont théorisé leur coupure du mouvement ouvrier au nom de la recherche d'une identité féminine, niée et censurée par la domination masculine. Fouiller le passé pour en dégager une histoire des femmes, de leur résistance et de leurs luttes, pour jeter les bases d'une mémoire collective, est une chose. Prétendre y déterrer une identité enfouie est plus aléatoire. Il y a toujours derrière une telle démarche le vieux spectre des essences métaphysiques : de la nature (bonne) ou de l'identité (authentique) à faire surgir de dessous l'écorce des sédiments historiques. Sans entrer dans ce débat, on peut avancer que l'identité féminine est tout autant à construire et inventer qu'à reconquérir. Mais il faut alors ajouter que cette construction sera combinée, entrelacée, au développement de leur conscience de classe, pour des centaines de milliers de femmes travailleuses. Car, si l'idée même de conscience (ou d'identité) féminine semble aujourd'hui se juxtaposer, plutôt que se lier à la conscience de classe, c'est parce que l'identité de classe elle-même s'est trouvée

brouillée, pour toutes les raisons précédemment indiquées (et pour d'autres raisons encore : l'image heureuse du prolétariat libérateur, et concevant comme tel, a été quelque peu malmenée par le miroir de la terreur bureaucratique en URSS et ailleurs). Que cette identité se rédéfinisse dans la lutte, qu'elle reprenne corps, et divers mouvements sociaux, bien que de façon conflictive, y trouveront aussi partiellement leur expression.

Autre exemple, celui du combat écologique. La lutte contre les usines polluantes et pour la défense de l'environnement peut prendre un sens tout différent, selon la façon dont elle est menée. Si les travailleurs de l'entreprise concernée mènent la lutte sur leurs propres conditions de travail et de sécurité, dénoncent les procédés de fabrication, cherchent des solutions, sortent de l'usine pour établir une liaison avec les comités de quartiers ou de locataires, ils débouchent sur un mouvement de contrôle sur la production et l'urbanisation, en même temps que sur les conditions de travail.

Mais si, surtout en période de chômage, la lutte n'est menée que par des comités de riverains, sans lien dialiectique avec l'organisation ouvrière de l'usine, on peut aboutir tout aussi bien à l'exacerbation de réflexes corporatifs de part et d'autre (pour la défense du site d'un côté, pour la défense de l'emploi de l'autre), sans véritable dynamique d'émancipation sociale. Une démarche analogue vaudrait aussi bien pour les organisations de consommateurs ou comités de contrôle des prix : ces luttes supposent une liaison organique avec les producteurs dans le premier cas, les employés des grandes surfaces dans le second ; pour les campagnes de désobéissance civile, qui appellent une conduite de lutte en rapport avec les syndicats de fonctionnaires ; pour les luttes sur l'école avec un front commun parents-enseignants-enseignés, etc.

Faute d'une telle logique, le contrôle en miettes débouche sur la multiplication des divisions, sur la prolifération des particularismes, et non sur la remise en cause de la division sociale du travail et l'ébauche d'une alternative d'ensemble. Le fil conducteur de la lutte pour le contrôle, hors des lieux directs de production, c'est qu'elle doit viser à réunir, à unifier les couches et fractions de classe mobilisés, par l'intrusion généralisée du point du vue du prolétariat dans tous les domaines. Les comités de soldats portent dans l'institution militaire la revendication des acquis et des droits qui sont ceux du mouvement ouvrier (solde au SMIC, droit d'organisation) en réclamant leur rattachement organique au mouvement ouvrier (par la lutte pour un syndicat de soldats indépendant de la hiérarchie). Le mouvement étudiant, de la même façon, doit lutter pour le contrôle ouvrier sur la formation et non pour un simple contrôle étudiant sur l'université (17). La même démarche devrait être appliquée aux problèmes de l'information ou de la justice.

Une telle orientation a le mérite de la clarté. Elle donne une colonne vertébrale à la mobilisation au lieu de se contenter de coudre ensemble les contestations dans un vaste mouvement social, plus proche du patchwork que de l'unité organique. Les généralités d'Aronowitz ne semblent guère lever les ambiguïtés sur ce sujet lorsqu'il écrit : « Pour créer un sujet révolutionnaire, il faut donc un mouvement large autant qu'un mouvement ouvrier. Ce qui explique l'utilisation du terme « travail collectif » qui se réfère à une nouvelle définition du prolétariat y incluant toutes les sphères de la vie sociale, celle de la production restant néanmoins, à mon avis, déterminante. »

L'unification de la classe ouvrière elle-même est donc la première tâche et non un postulat de départ.

Or, nous retrouvons à ce propos une difficulté déjà rencontrée : quel est le catalyseur de cette unification de la classe? La problématique classique mise en fait sur deux éléments : d'une part, l'existence dans le prolétariat même d'une couche motrice (une sorte d'avant-garde sociale et pas seulement politique), d'autre part, l'apport des intellectuels organiques dans la formation d'une conscience universelle embrassant la totalité des contradictions sociales.

Nous avons déjà dit que l'évolution de la division du travail et les profondes différenciations de la classe ouvrière ont fait éclater la fonction de référence qu'ont pu jouer dans le mouvement ouvrier certaines catégories professionnelles. Au point qu'une sociologie hâtive a pu en tirer, au début des années soixante, des conclusions superficielles. C'était l'époque où, peu avant 68, Touraine écrivait dans la Société industrielle : « La classe ouvrière n'est plus, dans la société programmée, un acteur historique. » Il en déduisait que « l'axe de la contestation se déplace vers les nouveaux professionnels » et « de l'entreprise vers le cadre de vie ». L'expérience de ces dernières années a réglé leur compte à ce genre d'extrapolations. Quant à Serge Mallet, il affirmait dans la Nouvelle Classe ouvrière : « L'ère des OS est celle de la bureaucratisation du mouvement ouvrier et de l'électoralisme triomphant .» Il relevait notamment le fait que la durée movenne des grèves était de onze jours avant 1914 et de trois jours seulement depuis 1945 (avec l'apparition des grandes journées d'action). Autrement dit, le laminage de l'avant-garde sociale des travailleurs qualifiés se solderait par une perte d'autonomie de la classe et un renforcement proportionnel de l'autonomie des appareils bureaucratiques qui transformeraient en force de pression la piétaille manipulée des OS.

Bien des données ont démontré depuis que ces théorisation ne se fondaient pas seulement sur une analyse de la transformation structurelle du prolétariat ; elles y mêlaient sans discernement des caractéristiques circonstancielles de la lutte de classe, dans la période de l'après-guerre, qui ont commencé à se modifier en profondeur. Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer les répercussions multiples des modifications survenues dans l'organisation du travail. Comme le note Mandel, « la disparition de l'ancienne structure professionnelle entraîne, du moins dans le domaine totalement automatisé, une mobilité et une plasticité beaucoup plus grande de la force de travail au sein de l'entreprise. » (18) Il faudrait ajouter que la production semi-automatisée a également accru cette mobilité et cette plasticité au détriment de la stabilité et de la cohésion de la classe.

En ce qui concerne le rapport des « intellectuels organiques » au mouvement ouvrier, il s'est également modifié, dans le mesure même où la notion et le statut de l'intellectuel étaient bouleversé par l'évolution de la division du travail. Michel Löwy a remarquablement étudié, dans son livre sur Lukacs (19), la trajectoire et le rôle d'intellectuels humanistes qui, à l'orée du siècle, se retournaient contre la bourgeoisie et voyaient dans le prolétariat la seule classe porteuse des idéaux de liberté et d'égalité, des valeurs communautaires, face à la corruption de la société marchande. Il s'agissait en quelque sorte de transfuges de classe individuels, de déserteurs de la bourgeoisie, qui rejoignaient contre elle les rangs du mouvement ouvrier avec leur propre bagage culturel.

La radicalisation collective des intellectuels ne revêt pas du tout les mêmes formes aujourd'hui. Elle reflète les changements survenus dans la place du travail intellectuel: « Plus la qualification acquise dans l'enseignement supérieur devient simplement qualification pour un procès de travail spécifique, et plus le travail intellectuel se prolétarise, c'est-à-dire que sa force de travail devient une marchandise » et « plus la force de travail intellectuelle est contrainte à se vendre sur le marché du travail pour qualification intellectuelle et scientifique. » (20) Il s'agit d'une radicalisation sociale d'intellectuels qui rejoignent le mouvement ouvrier, non plus comme intellectuels organiques, porteurs d'un point de vue totalisateur, mais comme fraction de classe avec son idéologie et ses particularismes. La rupture avec la bourgeoisie n'a pas le même caractère et ces intellectuels ne jouent pas le même rôle unificateur dans la formation de la conscience de classe.

Ce double constat sur les changements dans la structure du prolétariat et la fonction des intellectuels ne débouche pas pour autant sur la conclusion défaitiste d'une division plus profonde de la classe ouvrière, privée de ses catalyseurs traditionnels. Mais, sur une confirmation, contrairement à bien des révisions à la mode, du rôle décisif du parti révolutionnaire, de l'avant-garde politique, comme agent actif de l'unification de la classe.

<sup>(18)</sup> Le Troisième Age du capitalisme, tome 2.

<sup>(19)</sup> Löwy: Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires. PUF.

<sup>(20)</sup> Mandel: le Troisième Age du capitalisme, tome 2.

Cette unification constitue une tâche qui s'accomplit à travers une orientation stratégique, dont la médiation tactique, dans un mouvement ouvrier fragmenté, réside dans la politique de front unique, telle que le IIIe et le IVe Congrès de l'Internationale communiste en ont jeté les bases.

Elle passe aussi bien par la bataille pour l'unité d'action et l'indépendance de classe de tous les partis ouvriers, que par la bataille pour l'unification syndicale, ou par la défense de la souveraineté des organismes unitaires (assemblée générale des travailleurs, comités de grève élus et révocables en assemblée). Elle passe aussi par la formulation de mots d'ordre unificateurs : l'augmentation égale des salaires qui rassemble ouvriers, techniciens, employés ; l'échelle mobile des salaires qui garantit le pouvoir d'achat de tous, et celle des heures de travail qui défend l'emploi de tous.

L'unification de la classe ouvrière est donc bien l'objectif stratégique déterminant. Sa concrétisation simplifierait considérablement la question des alliances si souvent mal posée. En effet, le mouvement ouvrier en tant que tel, à travers ses organisations de masse, apparaît de plus en plus comme le cadre et le creuset de ces alliances : ralliement croissant des cadres aux syndicats ouvriers, rapprochement de certaines couches de paysans qui s'autodéfinissent comme « paysans travailleurs », attraction exercée sur les franges radicalisées de la magistrature, des artistes, des médecins. Encore faudrait-il que cette dynamique de classe soit assumée et revendiquée par les directions ouvrières majoritaires, et non qu'elles s'ingénient à reproduire au sein même de leurs propres syndicats le morcellement corporatif de la société (affiliation des cadres à l'UGICT dans la CGT): lors de certaines grèves, on a vu la direction de l'UGICT-CGT demander à ses militants de quitter le piquet de grève pour aller négocier sans les syndicats ouvriers. On ne fait que vérifier par là les effets dévastateurs de la politique réformiste qui vise davantage, en cultivant les particularismes, à entretenir des alliances électorales qu'à forger un mouvement d'émancipation de la classe.

Inversement, il serait naïf de croire que la prolétarisation tendancielle des intellectuels aboutit à une unification naturelle de la classe, alors que peuvent subsister des différenciations d'intérêts au sein même des travailleurs, aussi longtemps par exemple que la division du travail perpétue la séparation entre travail manuel et travail intellectuel. Il faut donc traiter ces différences comme un problème réel et leur apporter des réponses concrètes. On peut imaginer par exemple dans une entreprise que les OS, dans une période de transition, donnent la priorité à la réduction du temps de travail et les travailleurs intellectuels à des objectifs de consommation : pour les travailleurs astreints aux tâches les plus pénibles, la réduction du temps de travail est la première condition de la démocratie alors qu'une travailleur intellectuel peut trouver d'autres moyens d'information. On peut aussi imaginer que dans un hôpital le rapport d'autorité médecin/in-

firmiers se prolonge dans le syndicat. Pendant tout un temps, au sein même du mouvement ouvrier, il faut donc tendre à ce que les travailleurs manuels gardent une voix prépondérante sur les choix fondamentaux.

## III. Deux hypothèses stratégiques

Les textes de Gramsci sur les différences entre la révolution en Occident et en Orient servent la plupart du temps de point de départ commun aux tentatives de renouvellement stratégiques, qu'elles s'inscrivent dans une perspective autogestionnaire ou qu'elles participent de « l'eurocommunisme ».

#### 1. La Révolution russe et nous.

L'analyse faite par Gramsci des spécificités de la Révolution russe sont maintenant connues : une société civile « gélatineuse » (par opposition à une société civile ramifiée et complexe sous le capitalisme développé), un Etat despotique où la fonction de coercition prend le pas sur l'organisation du « consentement » (notamment par le biais de la démocratie formelle et d'un réseau institutionnel structuré). Le modèle stratégique de la Révolution russe renverrait directement à ces conditions sociopolitiques spécifiques : guerre de mouvement, assaut frontal de type insurrectionnel...

Trop souvent les héritiers présomptifs de Gramsci s'en tiennent à une lecture superficielle, qui les accule à une interprétation simplifiée de la Révolution russe elle-même, ramassée dans le temps, réduite à l'assaut du Palais d'hiver, au détriment d'une analyse plus sérieuse de ses rythmes réels (de 1905 à 1917), de sa durée, et de la dialectique profonde entre l'auto-organisation des masses, la pénétration des idées révolutionnaires et l'assaut final. Dans l'Histoire de la Révolution russe, Trotsky livre une étude détaillée de l'influence électoralement grandissante des bolchéviques dans les municipalités, les soviets et les syndicats, qui interdit une vision schématique des rapports entre démocratie et dictature du prolétariat, entre hégémonie et direction prolétarienne, pour reprendre la terminologie gramscienne.

Il est toutefois indéniable que les conditions objectives de la révolution prolétarienne dans les pays d'Europe occidentale aujourd'hui diffèrent substanciellement des conditions de la Révolution russe. Notamment par le fait que le prolétariat industriel y est devenu une force sociale majoritaire et qu'il y a là une base pour que l'idée même de socialisme devienne l'objectif central et explicite de la lutte, pour qu'elle « s'empare des masses », alors que la Révolution russe reposait sur une alliance politique (avec la paysannerie), dans laquelle les revendications démocratiques (la terre, la paix, la question nationale...) jouaient un rôle central.

Les idéologues d'une nouvelle stratégie de dualité de pouvoir prolongée en tirent argument pour poser une question truquée : la révolution socialiste commence-t-elle avec la conquête du pouvoir politique? On serait tenté de répondre à la fois oui et non. Non, si l'on veut dire que le développement de la classe ouvrière lui permet d'affirmer plus clairement, dès avant la conquête du pouvoir, son rôle dirigeant ou son hégémonie dans le processus révolutionnaire. C'est même une évidence que les dirigeants bolcheviques, à commencer par Trotsky, avaient bien entrevue lorsqu'ils disaient que le pouvoir serait plus difficile à prendre dans les pays capitalistes développés, mais plus facile à garder : face à un appareil d'Etat plus charpenté, l'affirmation prolongée sur tous les terrains (économique, politique et culturel), de l'alternative prolétarienne, est l'une des conditions stratégiques de la révolution; mais elle assure du même coup le rôle dirigeant de la classe ouvrière qui, dans la Révolution russe, est sans cesse remis en cause par le danger de rupture avec la paysannerie (cette alliance conflictuelle constituant le marchepied du thermidor stalinien et du bonapartisme bureaucratique).

Mais si l'on veut suggérer, à travers la question du « commencement » de la révolution socialiste, qu'elle se développerait comme un processus graduel, sans rupture, à travers l'élargissement « jusqu'au bout » des libertés démocratiques, alors il faut répondre « oui » : aujourd'hui encore la révolution socialiste « commence » pour de bon, en tant que société de transition, avec la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois. En somme, c'est la notion même de commencement qui est truquée.

Où est le danger principal aujourd'hui? Du côté du révisionnisme (plus ou moins sophistiqué), ou dans le maintien d'un archéo-bolchevisme périmé? Nous répondons sans hésiter que le révisionnisme est le danger principal, pour des raisons objectives. Il existe en effet une parenté entre la période de longue expansion capitaliste qui s'achève en Europe, et la longue période d'expansion qui avait nourri au début du siècle la socialdémocratie et ses innovations. Sur la base d'une révolution technologique (électricité, généralisation du moteur à explosion, introduction du travail à la chaîne) le réformisme social-démocrate avait alors théorisé la perspective d'élévation sociale et culturelle graduelle du prolétariat, allant de pair avec la résorption progressive des antagonismes de classe. Les transformations technologiques (nucléaire, informatique), les modifications du procès d'accumulation capitaliste (tendance à la planification, rôle de l'Etat et des équipements, rotation accélérée du capital et assouplissement du crédit) nourrissent aujourd'hui des tendances analogues au sein du mouvement ouvrier.

Dans ce débat, la question de l'Etat demeure la pierre de touche. Le numéro 17 de la revue *Dialectiques* lui consacre un dossier significatif en partant notamment des hypothèses du PC italien, selon lesquelles « le dépérissement contemporain de l'Etat se férait de l'intérieur et avant la

prise de pouvoir complète par les travailleurs ». La généralité et l'abstraction de telles formules constituent toujours un handicap pour la discussion sérieuse des problèmes qui sont en jeu. Toutefois un article de Luciano Gruppi (idéologue du PCI) sur les rapports démocratie/socialisme vient éclairer les prolongements pratiques de ce genre de postulat.

Il enregistre dans la société italienne la multiplication (dans les usines, les quartiers, les écoles) d'organes de « démocratie de base » et la dynamique de décentralisation institutionnelle (à travers les régions en particulier) imposée par le mouvement ouvrier. Et il en conclut :« Nous avons ainsi un système d'Etat contradictoire » et « Le parlement n'en a gagné que plus d'importance, précisément parce qu'il est entré en relation avec

toute une série d'organismes représentatifs périphériques. »

Il cite enfin le Mémorandum de Yalta rédigé en 1964 par Togliatti: « Ainsi se pose la question de la possibilité de la conquête de positions de pouvoir par les classes laborieuses dans le cadre d'un Etat dont la nature d'Etat bourgeois n'a pas changé et donc de la possibilité d'une lutte de l'intérieur pour une transformation progressive de sa nature. » Gruppi salue le courage de cette « interrogation compromettante », compromettante « puisqu'il s'agit, reconnaît-il, de reprendre un thème de la Ile Internationale. » Marchais, Carrillo, Berlinguer et bien d'autres ont, en renonçant formellement à la dictature du prolétariat, transformé l'interrogation en réponse.

C'est à la lumière de ces enjeux politiques qu'il faut interpréter dans le même numéro de Dialectiques une polémique entre Balibar et Christine Buci-Glücksmann sur la caractérisation de l'Etat. A Buci-Glücksmann. qui demande : « Oue signifie aujourd'hui, en France, en 1976, cette thèse : tout Etat est un Etat de classe? », Balibar répond par une rectification : « Tout Etat est un Etat bourgeois. » Il s'affirme par là-même, fidèle à la filiation léniniste de l'Etat et la révolution, selon laquelle il n'y a pas à proprement parler d'Etat prolétarien, puisque la dictature du prolétariat inaugure le dépérissement de l'Etat, amorce son extinction. Mais outre ce rappel à l'orthodoxie, Balibar entend insister par là sur la double fonction essentielle de l'Etat qui le fait consubstantiel au pouvoir de la bourgeoisie : il unifie la bourgeoisie et divise le prolétariat (« Faire obstacle à l'unité de classe du prolétariat est la fonction fondamentale de l'Etat et la base de ses contradictions. »). Nous ne pouvons que partager ce point de vue, puisque nous avons analysé ailleurs dans le détail cette fonction de fragmentation de la société civile et d'atomisation du prolétariat que jouent les appareils d'Etat (21). Face à cette thèse, la réplique de Buci-Glücksmann apparaît d'une insigne faiblesse théorique et historique : « Si l'Etat apparaît comme la matérialisation de l'unification de la classe

(dominante), je ne vois pas comment on peut aborder ces questions qui impliquent de penser ces questions comme symptômes d'une crise d'hégémonie. » Crise d'hégémonie, sûrement, si l'on entend que le consentement est ébranlé, que le rôle dirigeant de la classe dominante est mis en cause, que les institutions même sont traversées par la polarisation entre les classes et que leur quadrillage tend à voler en éclats. Mais l'Allemagne de 1918 à 1923 a connu une « crise d'hégémonie » au moins aussi grave, sans, que l'on puisse mettre en doute la nature bourgeoise de son Etat et miser sur son « dépérissement intérieur ».

Notre position reste donc que les conditions sociales dans lesquelles nous agissons rendent possible et nécessaire une affirmation prolongée du rôle dirigeant (au sens large) du prolétariat à travers sa propre unification, mais que cette nécessité n'invalide pas les notions stratégiques centrales de crise révolutionnaire et de dualité de pouvoir débouchant sur la dictature du prolétariat.

Il nous faut d'abord rappeler les leçons que nous avons tirées de la révolution russe (de ses spécificités) et de notre propre expérience. Au lendemain de la révolution russe, les thèses de la Troisième Internationale restent ambiguës et souvent contradictoires en ce qui concerne la problématique des rapports avant-garde/masses, et notamment les rapports parti/syndicat/soviet. Avant le tournant du IIIe Congrès, on peut même dire que les deux premiers congrès subordonnent politiquement et organisationnellement les organisations de masse au parti. Il faut chercher à en comprendre les raisons dans le contexte social et politique de l'époque : idée dominante du grand parti unique de la classe ouvrière embrassant toutes ses organisations (idée héritée de la social-démocratie allemande), faiblesse sociale du prolétariat et fragilité consécutive des soviets...

C'est donc à partir des leçons de l'histoire (étude critique des thèses des premiers Congrès de l'Internationale communiste, combat de l'opposition de gauche contre le stalinisme) et des conditions sociales de notre temps (force du prolétariat), que nous avons fait des problèmes de la démocratie ouvrière un axe fondamental de notre programme.

a) En affirmant la souveraineté des structures d'auto-organisation de masse : comités de grèves, conseils, soviets, assemblées générales. Nous y voyons les organes de l'autodétermination et de l'auto-émancipation du prolétariat, par rapport auxquels les partis ouvriers sont des forces de proposition, qui défendent leur programme en acceptant la souveraineté de la classe. Il faut encore remarquer que notre conception du mouvement autonome des femmes a évolué par rapport à la conception en vigueur dans les documents de la Troisième Internationale. L'Internationale communiste voyait essentiellement le mouvement des femmes comme un instrument pour combattre les divisions et les inégalités de prise de conscience dans la classe ouvrière. Nous le voyons comme un mouvement

d'auto-organisation des femmes, transversal à toutes les organisations de masse mixtes, dans la lutte contre leur oppression, qui se poursuit bien au-delà du renversement de l'Etat bourgeois.

b) En défendant une conception fédérative de la démocratie dans les syndicats, qui est le meilleur garant de leur unité : dans les discussions internes, les militants ne sont pas les porte-parole d'une fraction politique, mais des instances par lesquelles ils sont mandatés. Sur des questions d'orientation (pour un congrès) des tendances peuvent se former sur la base de regroupements d'instances. La souveraineté des instances (sections, UD, fédérations) permettrait en outre l'expression des minorités significatives entre deux congrès par le biais de tribunes ou contributions dans la presse syndicale.

c) En défendant au sein du mouvement ouvrier le principe de la pluralité des partis, du pluripartisme, avant comme après la prise du pouvoir. Cette reconnaissance implique évidemment que soit mis fin à toute forme d'exclusive dans le mouvement ouvrier. La meilleure garantie en est que chacun des partis reconnaisse le droit de tendance dans ses propres rangs : au-delà d'un droit organisationnel, il faut y voir en effet la définition du parti comme d'une avant-garde qui synthétise des pratiques différenciées et admet la relativité de ses « vérités » (puisqu'elles sont passibles d'une

discussion organisée dans ses propres rangs).

Sur tous ces points, l'épreuve de la pratique nous semble tout aussi importante que l'énoncé des principes. Alors, que l'on juge sur pièce : qui se bat pour la souveraineté effective des assemblées ouvrières ? Pour l'élection de délégués révocables dans les luttes ? Pour le respect de la démocratie fédérative dans les syndicats et pour l'unification syndicale sur cette base ? Contre toutes les exclusives dans les syndicats, les manifestations, les débats ? C'est en cherchant en permanence à répondre à ces questions que l'on vérifiera que la lutte pour la démocratie la plus large pour l'immense majorité des masses exploitées ne se réduit pas à une opposition entre « centralistes » et « autogestionnaires », ou entre partisans de l'élargissement des libertés démocratiques et partisans de la dictature du prolétariat. Les critères pratiques sont autrement précis.

#### 2. La démocratisation comme stratégie ?

Le débat entre Buci-Glücksmann et Balibar dans Dialectiques aborde d'autre part la question du lien entre le maintien (ou l'abandon) de la notion de dictature du prolétariat et la définition d'une stratégie de conquête du pouvoir. A deux reprises, Buci-Glücksmann insiste sur l'existence contraignante d'un tel lien : « Il existe un lien décisif entre certaines implications stratégiques de la dictature du prolétariat et un certain type de crise de la société et de l'Etat de type frontal... Comme concept théorique, la dic-

tature du prolétariat a des implications stratégiques. » En somme, si la dictature du prolétariat est le but de la lutte d'émancipation prolétarienne, les moyens sont en rapport avec ce but ; si elle en est l'horizon, il oriente les voies qui s'y dirigent. Balibar répond qu'un tel lien nécessaire n'existe pas. Le concept de dictature du prolétariat pose une question de principe, il est une réplique conceptuelle à la nature bourgeoise de tout Etat ; sans pour autant déterminer le cheminement de la stratégie révolutionnaire : « Je crois que les positions de Lénine sur la dictature du prolétariat n'ont jamais été fondamentalement pensées en terme de stratégie révolutionnaire particulière, qu'il s'agisse ou non d'une attaque frontale... » Balibar entend donc couper le cordon entre théorie et stratégie : faut-il y voir la marque théoriciste de l'école althussérienne, ou le souci plus tactique de ne pas mener de pair dans le PC le débat sur l'abandon du concept et la polémique contre ses implications stratégiques? Buci-Glücksmann met bien là le doigt sur une plaie douloureuse : « Je ne suis pas du tout d'accord pour occulter les liens complexes et difficiles entre théorie et stratégie. Car à quoi on aboutit? A laisser un vide radical concernant notre stratégie d'avancée au socialisme en France. »

En renonçant à cette encombrante « dictature », le PCF aurait rétabli une cohérence entre sa théorie et sa pratique (sinon sa stratégie), et à vouloir rétablir la dictature du prolétariat, on ne pourrait donc que ramener en force les contradictions, à moins de pousser jusqu'à la définition d'une stratégie alternative... Hic Rhodus, hic salta!

Une chose est en tout cas certaine, sans qu'il y ait besoin de mobiliser un arsenal de citations ; c'est que pour Lénine, la dictature du prolétariat ne saurait être la simple continuité ou le simple élargissement de la démocratie bourgeoise. Son instauration procède d'une rupture et d'un affrontement entre deux pouvoirs antagoniques (dualité de pouvoir). Elle implique donc bien une double question stratégique :

— quelles sont les conditions auxquelles doit répondre le parti pour faire surgir les organes de cette dualité de pouvoir ?

— et à quelles conditions ont-ils une chance de l'emporter?

Il faut donc entrer dans le vif du sujet, c'est-à-dire dans la dialectique des rapports entre démocratie et auto-organisation des masses, entre hégémonie et dictature du prolétariat.

Les idéologues du PCI, et à leur suite Buci-Glücksmann, ont coutume d'insister sur la place et l'importance des luttes démocratiques. Il n'est pas question pour nous d'ignorer cette importance, pour deux bonnes raisons au moins.

D'abord, la capacité de la bourgeoisie à s'ériger en classe dominante suppose que soit atteint un certain stade de développement du capitalisme, donc que le prolétariat lui-même représente déjà une certaine force. C'est pourquoi, dans toute révolution bourgeoise, on décèle à des degrés divers une dynamique de révolution permanente, l'existence de germes de démo-

cratie prolétarienne dans l'instauration même de la démocratie bourgeoise (22). Ces germes sont en quelque sorte une contradiction originelle de la démocratie bourgeoise elle-même et un point d'appui pour les luttes démocratiques du prolétariat visant à fortifier ces embryons. C'est pourquoi les luttes démocratiques, même les plus élémentaires (défense des libertés individuelles, exigence d'élections à la proportionnelle, lutte contre l'autoritarisme et la censure, etc.) ont une portée stratégique non négligeable. A condition de ne pas confondre la défense de la démocratie et la défense des institutions bourgeoises qui en sont à la fois la codification et un début de négation.

Ensuite parce que la centralisation du capital propre au troisième âge du capitalisme nourrit une tendance à la concentration du pouvoir étatique, au renforcement de son caractère autoritaire. D'où l'actualité des luttes démocratiques.

Mais cela ne veut pas dire que la démocratie socialiste pousse sous la démocratie bourgeoise, qui serait un jour appelée à tomber d'elle-même comme une vieille peau au moment de la mue.

Une chose est d'écarter toute stratégie putschiste, toute politique du coup de force minoritaire qui dénatureront d'emblée la dictature du prolétariat (dont le caractère de démocratie la plus large pour l'immense majorité serait ainsi nié). Et telle n'est pas notre politique. Nous avons toujours expliqué que les bolcheviques ont mené de front la bataille pour la convocation de la constituante et la bataille pour la centralisation des soviets, jusqu'à ce qu'ils ajent conquis une majorité réelle dans les soviets et les principales municipalités, jusqu'à ce que les masses se soient convaincues de l'efficacité des soviets comme organes du nouveau pouvoir et du refus de la part de la bourgeoisie de convoquer la Constituante. Dans ces conditions les formes militaires (conspiratives et minoritaires) de l'insurrection ne doivent pas cacher sa substance : comme aboutissement d'une volonté majoritaire exprimée à travers les soviets. Nous pensons inversement que l'insurrection de janvier 1919 à Berlin, deux mois après que les spartakistes se soient trouvés en minorité dans l'assemblée des conseils face aux sociaux démocrates et quelques jours avant des élections générales qui ont enregistré 90 % de participation, est le signe d'une orientation ultragauche du jeune communisme allemand, d'une sous-estimation de sa part des illusions démocratiques parlementaires des masses. Enfin au Portugal, en 1975, nous avons combattu les tentations gauchistes de lancer le mort d'ordre de « Tout le pouvoir aux commissions de travailleurs », deux mois après que 90 % de l'électorat ait élu une majorité de députés appartenant à des partis réformistes (PS et PC) à l'assemblée constituante : en revanche nous développions la nécessité de faire en pratique la démonstration de la supériorité des commissions sur une assemblée bavarde et impuissante, par leur centralisation, la réalisation de tâches de contrôle et de planification. Autrement dit, pendant toute une période, le développement de la dualité de pouvoir prend la forme d'une dialectique entre la lutte démocratique, de plus en plus contradictoire avec les institutions étatiques bourgeoises, et l'essor de l'auto-organisation des masses.

Mais autre chose serait de présenter la démocratie ouvrière comme un simple épanouissement de la démocratie bourgeoise poussée jusqu'au bout. Il existe bien une différence de nature et de fonction entre la démocratie représentative (parlementaire) bourgeoise, qui perpétue l'Etat comme corps séparé, et la démocratie ouvrière (l'auto-organisation) qui tend à la socialisation du pouvoir (et non seulement de l'économie).

Christine Buci-Glücksmann s'efforce de démontrer la complémentarité entre ce qu'elle appelle la démocratie de base et la démocratie parlementaire qui serait (comme le disait Gruppi) en quelque sorte revitalisée par ce flux venu d'en bas : « A l'opposé de la révolution passive comme effet d'une destruction directe de l'appareil d'Etat en l'absence d'une classe ouvrière « dirigeante » dans la société civile (stalinisme), à l'opposé de la révolution passive comme tentative réformiste du capital (type néo-travailliste), l'eurocommunisme doit aborder la transition comme révolution démocratique active, expansive, et active parce que démocratique. » Mais dès qu'elle veut cerner de plus près le ressort de cette démocratie active, elle rencontre son fondement, radicalement différent de celui de la démocratie bourgeoise, sans oser fouiller davantage la question : « La complémentarité non antagoniste de ces formes nouvelles de démocratie et des organisations syndicales et politiques permet seule d'échapper aux dilemmes militants de notre histoire, en France et en Europe : stalinisme ou démocratie bourgeoise, stalinisme ou social-démocratie. Comme le montrent Pietro Ingrao et certaines recherches italiennes, la démocratie de base en ses formes organisées peut contribuer à une nouvelle élaboration de la volonté politique qui brise le dualisme critiqué par le jeune Marx entre l'homme comme citoyen politique et l'homme comme producteur... Il n'empêche qu'au-delà des mots, l'autogestion comme expression des exigences démocratiques des masses et du mouvement social indique sans doute cette renaissance de la question politique à l'intérieur du socialisme que la tradition communiste a pensé comme souveraineté du peuple, comme autogouvernement des masses, dans la droite ligne du soviétisme et du conseillisme. Disons que la question commune à la gauche concerne à mon avis la recherche d'une forme politique de l'Etat démocratique, pluraliste, qui ne soit plus un domaine séparé de la société au-dessus de la propre dynamique et du développement de ses contradictions de classe. »

Mais sur quoi pourrait reposer cette forme politique, qui ne soit plus un domaine séparé de la société ? Qu'est-ce qui peut fonder sa spécificité ?

Qu'est-ce qui permet d'abattre la coupure entre « citoyen abstrait » et « homme producteur »? Familière de Gramsci, Christine Buci-Glücksmann devrait connaître la réponse par cœur, puique c'est Gramsci qui énonce avec le maximun de clarté la différence de nature entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière : « La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont (en tant que tels) esclaves du capital. Le conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation... Sa raison d'être est dans le travail, dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire, qu'il s'agit précisément de dépasser... »

Le conflit entre les deux formes de démocratie, celle des producteurs et celle des citovens privés, est inévitable. Il faut donc s'y préparer. Son dénouement est nécessairement violent dans la mesure où l'une des deux doit l'emporter et dans la mesure où la bourgeoisie a d'autres recours que la « démocratie » si elle donne des signes de faiblesse. Il faut donc s'y préparer aussi. Et ces impératifs dégagent les axes d'une stratégie. Il ne s'agit pas de parier sur la forme que peut revêtir la violence, mais de mettre en avant l'essentiel : nécessité de promouvoir et de défendre systématiquement l'auto-organisation, de soutenir les comités de soldats et la formation d'un syndicat de soldats indépendant de la hiérarchie, de développer le contrôle ouvrier sur la production de la hiérarchie, de développer le contrôle ouvrier sur la production et l'autodéfense, de préparer les travailleurs à la centralisation de leurs propres organes de pouvoir (coordi nation et centralisation des luttes...). Il ne s'agit pas d'ériger en principe le boycott des institutions bourgeoises. Un parti ouvrier révolutionnaire peut avoir des députés et même des élus municipaux. L'essentiel c'est que leur rôle soit concu comme un appui tactique au processus d'auto-organisation, et non l'inverse, au nom d'une prétendue complémentarité démocratique qui joue au profit de l'Etat existant.

### 3. L'autogestion comme stratégie?

L'écho rencontré, par delà ses utilisations les plus diverses, par le theme d'autogestion tient d'abord à ce qu'il exprime une profonde aspiration démocratique des masses. Aspiration doublement fondée et légitime, dans la mesure où elle traduit à la fois le sentiment que les conditions d'une démocratie socialiste de masse sont plus mûres qu'elles ne l'ont jamais été, et la méfiance ou la répulsion envers l'image bureaucratique de l'URSS et des démocraties populaires. C'est cette légitimité que Dallemagne ne comprend pas dans son pamphlet anti-autogestionnaire. Cette incompréhension n'est pas accidentelle, elle repose en fait sur l'une des

rares entreprises contemporaines de défense et illustration de la bureaucratie, au nom d'un certain réalisme universitaire (23).

Si la notion d'autogestion connaît un succès à la mesure de son indéfinition (chacun peut y projeter un peu ce qu'il veut), il devient beaucoup plus difficile d'en cerner le contenu exact. On entend souvent parler de pratique autogestionnaire. Mais encore ? Faut-il l'entendre dans un sens extensif : toute forme d'organisation collective autour d'un but commun (une revue, une communauté, une maison occupée, un comité...) (24). Mais il est bien connu que l'extension d'un concept se fait au détriment du contenu. A désigner toute forme de regroupement volontaire, la pratique autogestionnaire ne désignerait même plus une forme précise de démocratie, qui suppose une codification (toute démocratie inorganique laissant libre cours aux rapports de forces plus ou moins camouflés et à la manipulation plus ou moins consciente).

On retrouve les mêmes difficultés lorsqu'on cherche à cerner le sens de la notion de « stratégie autogestionnaire ». Si l'on veut en dépasser la fonction évocatrice, il faut bien se reporter à des interprétations spécifiées.

a) Celle de Najman. Il écrit : « Il faut aller vers l'organisation du mouvement social anticapitaliste nouveau : les éléments de restructuration du mouvement ouvrier au sens large du terme. C'est ce que nous appelons le courant autogestionnaire. La notion d'autogestion joue aujourd'hui un rôle comparable à celle de « soviet » dans les années vingt. » Soit. Seulement dans les années 1920, en tant que nouveaux organes de pouvoir, les soviets rompaient avec la politique parlementaire faillie de la social-démocratie allemande. On pouvait décrire ces soviets, définir leurs tâches, leur fonction, leur composition (variable). Rien de tel avec la notion d'autogestion au sens large où l'utilise Najman. Aussi, semble-t-il quelque peu léger de la part de Najman de faire de la référence autogestionnaire l'un des critères principaux de différenciations politiques au sein du mouvement ouvrier, au même titre que l'attitude sur la destruction ou pas de l'appareil d'Etat. Il définit en effet un « double clivage » : « Un premier passe par l'attitude face à l'appareil d'Etat, sa destruction ou pas. C'est un des critères de différenciation entre réformistes et révolutionnaires. Mais avec le temps, ce critère s'est compliqué... Le deuxième

<sup>(23)</sup> Autogestion ou dictature du prolétariat. Ed. UGE. Voir la critique plus détaillée de ce livre dans le nº 9 des Cahiers de la taupe.

<sup>(24)</sup> Maurice Najman ne va guère plus loin dans son interview à Rouge (7.5.77), lorsqu'il indique que le « regroupement autogestionnaire doit surtout intégrer des pratiques de lutte, le contrôle ouvrier, etc. Il s'agit localement et régionalement d'organiser des lieux de rencontre, des maisons, des journaux, des rencontres sur thèmes, des formes d'unité d'action ponctuelle ou organique sur certains terrains. »

clivage définit les partisans et les adversaires de l'autogestion. Ces deux clivages ne correspondant pas nécessairement. Tous les autogestionnaires ne sont pas aujourd'hui révolutionnaires. Mais on ne peut pas être révolutionnaire sans être autogestionnaire. » Quelles est l'utilité pratique de ce clivage? Le clivage révolutionnaires/réformistes, on voit : les révolutionnaires devraient tendre à se regrouper dans une organisation pour la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois. Mais le clivage autogestionnaire/non-autogestionnaires? Apparemment, il semblerait définir un courant, une tendance dans le mouvement de masse, qui justifierait une présence privilégiée des révolutionnaires dans le courant « autogestionnaire » (CFDT, MAS, etc.). Le problème, c'est qu'on ne sait toujours pas ce qu'est être autogestionnaire, et qui décide qu'on l'est.

Suffit-il de se déclarer tel ? Le PS se dit autogestionnaire, mais il reste un parti réformiste parlementaire, il s'oppose à la démocratie directe dans les entreprises, il ne soutient pas le mouvement des soldats... La CFDT se dit autogestionnaire, mais quelle est sa position sur les comités de grève, les assemblées souveraines, les comités de soldats, l'auto-organisation des femmes... Le PSU se dit autogestionnaire, mais il se présente aux muni-

cipales sur les listes d'Union de la gauche...

Nous préférons dire : si être autogestionnaire, c'est promouvoir le mouvement d'auto-organisation démocratique des travailleurs, des soldats, des femmes et sa souveraineté, si c'est lutter pour le contrôle des travailleurs sur la production qui prépare une planification socialiste, si c'est respecter les mandats du mouvement de masse et reconnaître le pluralisme dans le mouvement ouvrier, alors nous sommes autogestionnaires et parmi les plus résolus. Mais nous ne voyons pas en quoi l'épithète nous rapproche des « autogestionnaires » Mitterrand et Rocard ? Le fétichisme des mots est dangereux.

Et si le combat autogestionnaire désigne en fait une politique de défense de la démocratie ouvrière la plus large, d'auto-organisation et de contrôle, nous disons qu'elle traverse sous des noms différents l'ensemble des organisations de masse ouvrières, mais qu'elle appelle les révolutionnaires à militer dans la CGT aussi bien que dans la CFDT.

b) Celle de Rosanvallon: il définit l'autogestion comme « appropriation des moyens de pouvoir » et non des seuls moyens de production, mais sans préciser de quels moyens il s'agit, dans le cadre de quel Etat. On peut supposer cependant qu'il s'agit du même Etat (bourgeois) puisqu'il propose plus loin comme objectif de « réduire la taille de l'Etat ». Comment ? Au profit de quoi et de qui ? Qui s'approprie les moyens de pouvoir et sous quelle forme ? On peut au moins répondre par la négative qu'il ne s'agit probablement ni de conseils ouvriers ni de comités ni d'assemblées souveraines, puisque Rosanvallon, s'il ne juge pas utile d'étudier l'expérience italienne des conseils de délégués, ou des commis-

sions de travailleurs au Portugal, ou des commissions ouvrières, comités de grève et de quartiers en Espagne, n'oublie pas d'affirmer péremptoirement que la démocratie directe « n'est que momentanée ». Il définit enfin la stratégie de l'autogestion (cette fois on tient une définition!) comme... « stratégie de l'expérimentation »! Habile façon d'annoblir à bon compte un vulgaire empirisme gradualiste qui permet à la direction de la CFDT d'expliquer par exemple que, dans les nationalisations, ce qui compte, c'est leur qualité plutôt que leur ampleur, et que mieux vaut une seule nationalisation pourvu qu'elle soit autogérée. Ce qui lui permet d'esquiver la bataille sur la cohérence de l'économie de marché comme système capitaliste d'exploitation (25).

Sans aller plus loin, cet aperçu des positions de Rosanvallon permet d'entrevoir que le clivage déterminant au sein du mouvement ouvrier demeure bien entre révolutionnaires et réformistes et que faire de l'autogestion, sans autres précisions, un critère équivalent à celui de la position sur le problème de l'Etat risque fort d'aboutir à un mélange des torchons et des serviettes. Piaget était plus prudent qui, lors de la grève de Lip en 1973, préférait parler d'autodéfense que d'autogestion, marquant par là que l'autogestion supposait au moins une rupture, un changement de logique du système, c'est-à-dire le passage par une crise révolutionnaire.

### 4. Stratégie/masses/parti

Aussi bien les défenseurs d'une stratégie, « eurocommuniste » que ceux d'une stratégie autogestionnaire en tirent des implications quant au type de parti à construire.

a) Lors d'un récent colloque sur Gramsci, Pietro Ingrao, membre de la direction du PCI et président de la Chambre des députés, s'interrogeait sur un nouveau type de parti conforme à la nouvelle stratégie : « Si la théorie n'est plus conçue comme une doctrine codifiée appartenant à une direction politique qui l'applique; si le lieu de formation de la conscience révolutionnaire ne se situe plus a priori dans un seul parti, et pas même dans les seuls partis ouvriers; si l'objectif du socialisme n'est pas une condition indispensable pour entrer dans le parti ouvrier mais l'aboutissement d'une réflexion mûrie et vécue à l'intérieur de ce parti ouvrier de masse; en un mot, si tant d'aspects du rapport entre condition de classe et conscience politique changent, alors il faut réorganiser les moments essentiels de la vie du parti ouvrier, de son rapport avec les masses et l'Etat. » Et plus loin : « Au moment où ces partis sont appelés à être directement

présents dans la direction et la gestion de l'Etat et de la société, la question du rapport entre l'aspect « privé » du parti (proposant des contre-initiatives, des objectifs futurs) et l'aspect « public » (parti qui dans l'Etat est administrateur et médiateur d'une volonté générale) ne se pose-t-elle pas de façon plus aiguë qu'hier? » Ces réflexions valent aussi bien pour le PCF qui a, lors de ses derniers congrès, abordé le thème du parti de masse et notamment des conditions de recrutement n'impliquant pas l'adhésion à « l'objectif du socialisme ». Il ressort de l'intervention d'Ingrao une interrogation quant à ce qui peut continuer à fonder le parti dans son unité idéologique, à partir du moment où il s'installe dans sa vocation gouvernementale interclassiste de « médiateur de la volonté générale ». En bonne logique, une telle redéfinition des PC « eurocommunistes » devrait aboutir à reposer le problème de leurs rapports avec la social-démocratie : si le parti ne se définit plus lui-même comme parti d'avant-garde (même s'il y a longtemps qu'il n'en joue plus le rôle), mais comme une sorte de mouvement social, alors la nostalgie de la grande social-démocratie d'avant 1914 paraît inévitable. Seulement, il y a un os sur lequel Ingrao fait silence : la division internationale du mouvement ouvrier tant que les PC n'auront pas rompu carrément leurs liens avec l'URSS. La seconde question concrète qui devrait surgir de l'intervention d'Ingrao (mais il ne va pas jusqu'à ce genre de précisions) porte sur le rapport des partis aux masses qui devrait être reconsidéré en mettant à l'ordre du jour l'unification syndicale et le type de démocratie syndicale susceptible de la rendre viable. Enfin, la troisième question posée par l'intervention d'Ingrao est celle du régime intérieur du parti lui-même : si le critère d'adhésion reste en decà de « l'objectif du socialisme », s'il se définit comme un quasi mouvement, alors, inévitablement, il faut redéfinir le mode d'élaboration de la ligne, les normes de la démocratie interne, en se prononçant sur le problème épineux, pour les staliniens, du droit de tendance. Nous ne sommes encore qu'au seuil de ces débats, mais ils sont désormais inévitables.

b) Najman n'est guère plus précis dans la définition d'un nouveau type de parti autogestionnaire. Il se contente de noter : « Au sein même du prolétariat, il y a des multiplicités de déterminations révolutionnaires. La notion d'autodétermination est liée à cela. Un parti de la révolution ne peut passer à côté de ce phénomène. Mais cette conception renvoie dos à dos le centralisme vertical qui écrase et l'horizontalité fédéraliste qui éclate et diverse. » Cette géométrie du juste milieu est un peu courte, à moins qu'elle ne conduise à la fameuse sphère de Pascal, dont le centre est partout et la circonférence nulle part...

En effet, si une organisation d'avant-garde n'a d'autre ambition que de refléter fidèlement des différenciations dans les formes de radicalisation, elle renonce à son rôle unificateur, qui passe forcément par une centralisation qui n'est pas celle, spontanée du mouvement de masse. Et si l'on ad-

met une fonction centralisatrice au parti, alors, une fois les dangers renvoyés dos à dos comme le fait Najman, il ne reste plus que des recommandations moralistes de bonne conduite militante. D'ailleurs, un texte du courant auguel appartient Najman, publié en mai 1974 dans Sous le drapeau du socialisme avec pour titre : « Sur la conception du parti révolutionnaire par rapport au socialisme de l'autogestion », ne va pas audelà de quelques généralités ordinaires. On y lit qu'il s'agit « de bâtir un parti de type nouveau, laboratoire de l'expérience sociale multiforme, la dynamisant, la coordonnant et l'orientant grâce à son incorporation souple à celle-ci... » Mais encore? On y lit que le « programme doit refléter l'élaboration théorique constante... » Soit. Qu'il n'est pas possible de diriger, au sens de « contrôler organisationnellement le vaste et complexe mouvement social multiforme contemporain... » Et puis, que « le parti aura à agir dans cette diversité, y frayant son chemin grâce à sa qualité idéologique et culturelle, au militantisme exemplaire de ses membres, aux rapports multiformes souples (encore!) qu'il entretiendra avec les syndicats, les comités, les organisations de femmes, de jeunes, etc. » Il est encore précisé que « le parti reconnaît également l'existence inévitable d'autres organisations politiques se réclamant du prolétariat et du socialisme... » A la bonne heure! Enfin que la structure interne « ne saurait être sauvegardée avant tout par des statuts pourtant nécessaires, mais par la qualité idéologique de ses militants », ce qui en dernier ressort est toujours vrai... Nous voici bien avancés. On sait du parti de type nouveau qu'il doit être souple et multiforme et que ses militants doivent être cultivés. Mais les recommandations idéologiques ne règlent pas la vie d'une organisation. Najman nous reproche de vouloir démocratiser le centralisme démocratique au lieu d'y renoncer en tant qu'axe. Voici une discussion intéressante. Nous avons souvent eu l'occasion, dans les polémiques de l'après-68, d'expliquer en quoi le centralisme démocratique ne nous paraissait pas un système organisationnel de circonstance, mais bien un principe répondant aux conditions stratégiques de la révolutior prolétarienne (type d'Etat, centralisation des luttes vers une dualité de pouvoir). Nous reprendrons cette discussion en détail dans un autre article, car les difficultés réelles avec les modalités pratiques de la centralisation.

Nous nous contenterons donc ici d'un problème concret et d'un seul, mais il nous semble de grande portée. Lorsqu'une organisation révolutionnaire se développe, lorsque sa pratique se diversifie, la synthèse en son sein passe par un compromis permanent entre une démocratie centraliste (débats d'orientation, décisions de congrès, décisions du comité central élu en congrès) et démocrétie fédérative (fonctionnement par secteurs, réunion de délégués de villes, conférences d'instances). Mais il y a toujours en dernière analyse une logique qui l'emporte. Pour savoir laquelle, il suffit de répondre à des questions toutes simples :

— Est-on pour que le congrès soit souverain et que ses décisions soient applicables par tous jusqu'au prochain congrès ? Si oui, l'application de la volonté collective limite d'autant le fédéralisme. Si non, cela signifie que l'orientation est élaborée secteur par secteur et région par région, que les visions partielles l'emportent sur la vision d'ensemble, que l'organisation reproduit en son sein l'éplatement de la radicalisation et ses avatars corporatifs ?

— Est-on pour que les mandats d'un délégué à un congrès local ou national soient impératifs ? Si oui, alors nous penchons vers un fonctionnement fédératif où l'emporte l'addition des décisions et déterminations

parcellaires, et non la synthèse issue d'un débat d'ensemble?

— Est-on pour que les directions élues soient mandatées pour appliquer une ligne votée ? Ou pour représenter des secteurs ? Là encore, on peut concilier les deux, mais en dernière analyse, une logique l'emporte. Si c'est celle des représentations de villes ou de secteurs, cela signifie que l'orientation valable pour tous se définit au jour le jour, en dehors de la volonté collective du congrès, au hasard des délégations représentant des pratiques parcellaires ?

— Est-on pour que des camarades puissent se regrouper lors de la préparation d'un congrès pour proposer une orientation d'ensemble, la défendre, rencontrer d'autres camarades d'accord avec eux? En ce cas, on est pour le droit de tendance. Mais le droit de tendance renvoie de fait à un fonctionnement centraliste et non fédératif puisque les camarades s'organisent par delà les instances auxquelles ils appartiennent afin de proposer une orientation pour l'ensemble de l'organisation.

Le questionnaire pourrait continuer longtemps. Mais c'est à ce genre de questions concrètes que l'on peut sonder le creux de certains discours et mettre la théorie du parti, elle aussi, à l'épreuve de sa pratique.

Le 15 mai 1977 D. Bensaïd et A. Artous

# Débat sur le mouvement étudiant

Nous publions comme premier article l'essentiel de la brochure « Que faire de l'université ? » (Editions Savelli) écrite par des étudiants ex-membres de la tendance B du PSU.

Nous avons pour notre part édité une brochure « Problèmes du mouvement étudiant » où nous développons longuement nos analyses. Nous y renvoyons donc, en nous contentant dans notre réponse aux camarades de revenir sur des questions précises.

### Printemps 1976

Par dizaines de milliers, des semaines durant, les étudiants de toutes les villes universitaires de France marquent à nouveau, dans la rue, leur volonté: « Abrogation de la réforme... », « Grève générale à l'université... », « ni chômeurs, ni cadres au service du patronat... », etc.

Les slogans, pourtant, sont restés lettre morte; du point de vue de ses propres mots d'ordre centraux, le mouvement n'a pas obtenu gain de cause, la réforme Soisson-Saunier n'a pas été abrogée, la grève générale, même limitée à l'université, n'a pas vraiment eu lieu... Pourquoi?

### Répression... et blocage!

Deux facteurs se sont conjugués dans le mouvement étudiant, le prenant en quelque sorte en « tenaille ».

Le premier facteur, le plus évident pour tous, mais qu'on ne peut passer sous silence, c'est la répression, qu'elle soit policière dans les manifs, ou bien juridique dans les poursuites contre les militants syndicaux ou politiques.

Les grossièretés verbales de Saunier-Séité donnent bien le ton du gouvernement Chirac d'alors et ses velléités « musclées » : « Tous des cons... » disait-elle, Bigeard-Saunier, c'était bien le couple de l'année! Malheureusement, les CRS, eux, n'ont pas pour habitude de s'en tenir aux agressions verbales.

Autre facteur, plus occulte, c'est le type d'interlocuteurs que le pouvoir trouve en face de lui : ainsi, par exemple, la Conférence des présidents d'universités, où la gauche traditionnelle, véritable institution dans l'institution universitaire, détient des influences sensibles, vote d'abord unanimement contre le projet de réforme, puis finit par organiser son application... de même, le rôle liquidateur qu'a joué l'UNEF-renouveau en fin de mobilisation n'est en rien une coïncidence, et traduit de la part du PCF la volonté bien enracinée d'éviter toute remise en question de ce qui touche au fonctionnement de l'institution; c'est toute la politique du replâtrage, des « amendements » apportés à la réforme...

Dans la même veine, on a parlé souvent, à juste titre, d'un « blocage » de la part des directions réformistes des grands syndicats, FEN, SGEN et CGT principalement. Il est facile de comprendre que l'action convergente organisée de tous les usagers de l'université aurait eu une autre ampleur que celle des seuls étudiants, et aurait sans doute ouvert une crise que le gouvernement n'aurait pas pu ignorer. Par ailleurs, les enseignants et personnels des facultés auraient eu tout intérêt à joindre leurs revendications aux nôtres pour exiger qu'elles soient toutes satisfaites! Mais justement, étant donné la période globalement pré-électorale (« proximité des municipales... et des législatives ?), un mouvement d'une telle ampleur, risquant de mettre le feu aux poudres du mécontentement des travailleurs, était-il jugé souhaitable par les centrales syndicales ? Chacun se souvient comme il peut de Mai 68!

Malgré tout, et là réside l'aspect positif, la répression d'un côté, les blocages electoralistes de l'autre n'ont pas joué à plein. En plein milieu du mouvement, la Coordination des enseignants en lutte à Amiens, appelée par 30 intersyndicales (en l'absence de consignes fédérales), a marqué aussi une franche volonté de lutte, surtout de la part des enseignants écartés grisement de la hiérarchie, ceux dont les conditions de travail sont les

plus précaires : vacataires, chargés de TD, suppléants, voir le rôle de COCONEVES\*. A tel point d'ailleurs que le SGEN dut concéder quelques jours de grève nationale...

En fait, au lendemain des élections cantonales, la preuve se faisait que la polarisation politique sur les échéances électorales et les « verrous » mis en place pour canaliser les mécontentements vers ces seules échéances ne pouvaient prétendre empêcher l'expression authentique d'un mouvement social comme celui des étudiants.

De même, au lendemain des municipales, comme au lendemain des législatives, un espace existera pour la mobilisation anticapitaliste des jeunes sur leurs aspirations!

Cependant, en butte à ces différents obstacles, la dynamique propre du mouvement social des étudiants et des enseignants n'a pas eu la force d'assurer leur victoire. Fant-il en déduire que, étant donné la volonté des appareils réformistes PC, PS et grands syndicats contrôlés par eux d'empêcher toute perspective unifiante anticapitaliste, le mot d'ordre de « grève générale de l'université » était inutile, ou bien encore de mauvaise stratégie ?

Nous pensons que ce mot d'ordre, posant ouvertement la question de l'unité d'action anticapitaliste, était fondamentalement correct, qu'il le serait encore en pareille situation.

Mais la question est que les meilleurs mots d'ordre ne peuvent suffire à la victoire, si le mouvement ne commence pas lui-même à traduire ses propres aspirations en actes. C'est précisément dans ce domaine que les faiblesses ont été les plus criantes, et aussi les plus lourdes en conséquences...

### Une fausse problématique

Il nous paraît donc aujourd'hui nécessaire de reconsidérer les conceptions, la problématique qui a dominé presque partout dans ce mouvement. La question de fond est la suivante : peut-on se contenter d'aller à des assemblées générales (même démocratiques, ce qu'elles ne sont pas toujours malheureusement) et de faire des manifs (mêmes les plus chouettes et sur des mots d'ordre justes) et espérer gagner par la vertu de formes de luttes, même les meilleures qui soient ?

Cette polarisation sur les formes de la lutte, au détriment de son contenu réel (qu'est-ce qui ne va pas dans les facultés et comment essayer d'y remédier collectivement sans attendre de l'Etat ou de tout autre pouvoir qu'il accorde ce qu'il ne peut ni comprendre ni donner, parce que ce

<sup>\*</sup>COCONEVES : Comité de coordination des enseignants vacataires de l'enseignement du supérieur.

serait sa propre négation!), a donné des résultats désolants, dont la portée

négative est considérable.

Ne pouvant être un lieu d'échanges et d'harmonisation des expériences réelles collectives dans les facultés, les coordinations nationales, forme théoriquement la plus démocratique possible de la nécessaire centralisation, n'ont offert que le spectacle lamentable des « marathons » de 20 heures et plus, où chaque organisation arrivait avec sa conception de la marche à suivre et tentait de l'imposer par tous les moyens, rendant de fait impossible toute expression des problèmes plus concrets rencontrés à la « base », et que quelques délégués courageux tentaient pourtant d'aborder.

La nature des débats qui s'y sont déroulés, leur absence quasi totale de lien par rapport aux aspirations et aux préoccupations premières des étudiants en grève, tout cela n'a pas été pour rien dans l'apparition puis le développement important d'une sensibilité « anti-organisation » et des phénomènes paradoxaux d'« organisation des inorganisés » auxquels on a

pu assister, au grand effroi des sectaires de toutes sortes...

Ces « organisations » éphémères ne répondaient pas vraiment au problème posé (l'absence de concordance entre les discours des organisations en général, et les préoccupations du mouvement); pour beaucoup, elles n'en restaient pas moins la seule alternative, la seule manière de protester devant le fossé qui se creusait entre ces coordinations et leurs aspirations...

En d'autres termes, la question classique de la « jonction » du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier est une question pertinente, mais elle ne peut en aucun cas être posée comme « la » question essentielle du mouvement étudiant. De même, il ne saurait être question pour nous de situer le mouvement étudiant dans une quelconque soumission envers le mouvement ouvrier, d'entraver par quelque moyen que ce soit ce qui fait pour nous sa force principale : son autonomie. La question de l'unité avec les organisations ouvrières, question importante à tous les égards, ne peut donc être la question nodale du mouvement étudiant, ce qui déterminerait tout le reste!

Pour parler par exemple de la LCR, celle-ci tente de justifier dans sa brochure *Questions du mouvement étudiant* son attitude pendant la grève de 1976: selon cette organisation, tout doit s'articuler autour d'une « tactique de front unique ». Outre que c'est attribuer un rôle singulièrement important à une « tactique », on peut se demander, à la lecture de cette brochure, autour de quelle stratégie une telle tactique doit s'articuler.

Voilà justement où commence le silence de la LCR! Voilà aussi où commencent les glissements qui font de ce qui ne devrait pas être au départ « tactique », finalement, dans la pratique de cette organisation, la seule perspective stratégique mise en avant dans le mouvement.

Quant à nous, étudiants révolutionnaires partisans de l'autogestion, si une tactique de front unique nous semble globalement correcte (« lutter pour l'unité de l'ensemble des organisations ouvrières autour d'objectifs qui correspondent aux besoins réels de la mobilisation et qui permettent un pas en avant dans la lutte contre le pouvoir »), nous croyons que cette tactique n'a de sens que par rapport à une stratégie. Cette stratégie, pour le mouvement étudiant encore plus que pour tout autre, ce ne peut être que celle de l'autogestion et du contrôle!

### L'aspiration collective au contrôle

La conséquence de tout cela, c'est que les organisations en général — et y compris nous-mêmes, car il faut le reconnaître, notre pratique dans ce mouvement est restée largement en-deça de notre propre programme! — n'ont pas su jouer leur rôle dans ce mouvement.

Sauf quelques cas exemplaires, la conception qu'ont eue du mouvement les militants a été avant tout « politicienne ».

Au lieu de permettre un approfondissement des expériences, une définition collective des objectifs et des revendications à partir des aspirations du mouvement, en un mot l'appropriation par le mouvement de ses propres potentialités, négligeant tout cela, les militants se sont le plus souvent contentés de chercher à se faire élire dans les assemblées générales. La monopolisation de la parole, souvent dénoncée, véritable abus de pouvoir, a été un des aspects qui a objectivement entravé le mouvement, non seulement parce qu'elle jouait contre l'expression des non-militants, c'est-à-dire ce qu'on considère à tort comme la « base » du mouvement, mais aussi au détriment des femmes, que ce soit en tant que militantes et plus encore en tant qu'étudiantes. N'a-t-on pas vu, au cours d'assemblées générales et de coordinations, des débats scandaleusement clos aussitôt qu'ouverts par des votes aussi précipités qu'hypocritement unanimes? C'était pourtant le sort réservé à toute proposition, du moment qu'elle émanait d'une femme et portait sur les problèmes de femmes dans le mouvement!

De cette fausse problématique, issue de conceptions indigentes de la lutte, qui ont objectivement ankylosé le mouvement, le meilleur exemple reste sans doute la question des examens, qui a eu tant de mal à être posée localement et nationalement. Sans parler des beuglements affolés de l'AJS pour qui, dans sa logique superstitieuse mais implacable, « parler des examens, c'est déjà se situer en-dehors de la grève », il est typique de constater la très large incompréhension de la part des organisations présentes dans le mouvement pour une question qui s'annonçait pourtant dès le départ comme vitale, préoccupation constante des étudiants grévistes. Presque partout, le débat sur les examens — refus de l'examen individuel, de la concurrence, dénaturation concertée, toutes choses qui rencontraient auprès des étudiants un écho largement favorable — a été littéralement

occulté, jusqu'à ce que la pression se fasse si forte (notamment par le fait des « inorganisés », mais aussi un peu du PSU) que les aspects de « remise en cause des modes d'acquisition et de contrôle des connaissances... » soient pris en compte... dans la motion votée à la coordination nationale de Censier, peu avant la fin du mouvement...

En un mot, le bilan de ce mouvement 76, son échec, c'est que malgré une mobilisation exceptionnellement forte, il s'est développé une contradiction relative entre des formes de lutte hyper-centralisées (qui apparaissent d'ailleurs souvent comme aux mains de « spécialistes de la politique »), et un contenu trop généralement négligé, qui ne pouvait pas toujours s'exprimer par les canaux qui lui étaient proposés et qui, selon nous, est l'aspiration collective à contrôler, à « autogérer » nos propres conditions de vie et d'études, à désigner nos besoins et nos aspirations dans une pratique active.

Dans une telle perspective, le rôle des organisations politiques, et surtout syndicales étudiantes, devrait être d'abord de permettre le débat véritablement démocratique (ce qui n'est pas toujours possible en AG!) pour la définition, l'élaboration pratique de l'université comme insérée dans une division capitaliste du travail, c'est-à-dire sa remise en cause en actes, et non seulement en motions.

Ce n'est que sur la base d'un mouvement en prise réelle sur les préoccupations les plus concrètes du milieu étudiant, s'armant de cahiers de revendications, s'approfondissant dans des expériences concrètes de contrôle, mûrissant au cours de débats larges et multiformes\*, que la nécessaire centralisation peut prendre une signification réelle, peut permettre d'élargir les perspectives et de nourrir les expériences au niveau d'un mouvement national et anticapitaliste, et notamment de définir une plate-forme revendicative élaborée réellement par le mouvement et traduisant ses intentions de façon claire et compréhensible au-delà des généralités.

Privés d'un de ces deux aspects complementaires et simultanés — car toute conception visant à figer une articulation particulière, sous la forme d'étapes par exemple, se révélerait forcément dogmatique —, le mouvement ne peut que s'embourber soit dans la division localiste, soit dans le crétinisme des assemblées générales et des coordinations sans contenu. Les deux « jambes » du mouvement lui sont nécessaires à une progression harmonieuse et puissante.

Bref, ce dont il s'agit, c'est de permettre à la dynamique autogestionnaire de masse de se développer pleinement, condition indispensable pour que le mouvement puisse atteindre toutes ses potentialités, et pour qu'il puisse s'adresser, avec un minimum de force et d'arguments, au mouvement ouvrier.

<sup>\*</sup> Par exemple, débat sur l'enseignement et les notations, avec les syndicats enseignants, etc.

### 1978 : Faites chauffer l'école

Etudiants, lycéens, collégiens une force sociale!

Sans chercher à lire dans le futur, il s'agit tout d'abord de caractériser les contradictions de l'école capitaliste, la crise qui traverse aujourd'hui l'appareil de formation dans son ensemble et qui, inévitablement, servira de toile de fond à une situation politique où la gauche, déjà majoritaire dans le pays, se trouvera à même de gérer directement le secteur Education au gouvernement.

Une permière constatation, que l'on doit avoir présente à l'esprit si on ne veut pas passer à côté de l'essentiel, c'est que ce qu'on appelle généralement le mouvement étudiant est en fait une constante dans la vie politique et le champ des contradictions sociales, en France comme dans la plupart

des pays capitalistes et « socialistes » (Tchécoslovaquie, etc.).

Quels que soient l'impression du moment, l'état du milieu étudiant, son apparente passivité, Mai 68 en France, le Mai italien, les grandes mobilisations anti-impérialistes, en particulier aux Etats-Unis, et plus récemment la grève générale des étudiants italiens contre la réforme Malfatti, toutes ces expériences nous ont appris une chose : nous avons affaire en permanence à une collectivité sociale qui ne « digère » pas les contradictions dont elle est, en fin de compte, le produit.

La grande masse de la jeunesse scolarisée, lycéens, collégiens, étu-

diants, refuse ce système de formation qu'elle n'a pas choisi car il ne correspond ni à ses propres besoins ni à ceux des travailleurs.

Bien plus, cet appareil de formation de la société capitaliste semble n'exister que pour contrer les désirs, détruire la créativité et empêcher la réflexion critique des jeunes, pour perpéturer la division sociale du travail et l'aliénation qui est son corollaire.

Ce qui devrait alors nous étonner, ce n'est pas cette « impatience à propos de la jeunesse » dont se gargarisent la presse et les moralistes de tout poil. C'est plutôt l'incroyable patience des jeunes qui devrait nous surprendre, quand on pense à ce qu'ils sont forcés de subir chaque jour dans ces institutions scolaires d'un autre âge, lycées-casernes, CET-usines, facs-poubelles et leurs pendants, les facs d'« élite », hauts-lieux de la bêtise et de la prétention mandarinale et gérontocraties avancées.

Mais tout cela, on le voit, la jeunesse le supporte de moins en moins bien. Sa protestation, sous la forme de Mouvement de la jeunesse scolarisée, a acquis droit de cité. Lycéens, collégiens et étudiants forment aujourd'hui une *force sociale* avec laquelle il faudra compter, une force sociale qui ne fait que traduire les contradictions inhérentes à la formation et à la société capitalistes.

# La formation capitaliste : contradictions anciennes et nouvelles

N'en déplaise aux idéalistes, l'école n'est pas un bienfait du « progrès », une victoire de l'intelligence sur la barbarie... Nous savons que, comme toutes les superstructures de la société bourgeoise, l'école a une fonction dans cette société. Tout en assurant une formation de la population, l'école capitaliste doit nécessairement s'inscrire dans le processus de la reproduction permanente des rapports sociaux bourgeois, en particulier celle des rapports de production (salariat...); la « justification » de la hiérarchie, c'est la qualification, ce sont les diplômes!

Tous les travailleurs (et même les autres) passent par l'école. Mais ils n'y font pas les mêmes choses, et surtout, ils n'y passent pas le même temps... La règle d'or de l'école, c'est d'abord la sélection sociale : une fille d'OS et un fils de cadre supérieur n'ont que très peu de chances de se retrouver à des places comparables dans le processus de la production... l'école capitaliste et sexiste est passée par là. Mais cette « contradiction de classe » de l'appareil de formation capitaliste n'est pas neuve. Elle ne saurait donc expliquer à elle seule la crise nouvelle qui traverse les institutions scolaires et universitaires de la plupart des pays capitalistes depuis les années 60.

Ce qui est nouveau depuis ces années 60, c'est que rejaillit pour la première fois sur les structures de formation un phénomène relativement récent, et qu'on appelle en général « révolution scientifique et technique » : après la deuxième guerre mondiale, des mutations qualitatives importantes dans les procédés de production (automation, etc.) font que, dans les pays capitalistes avancés tout au moins, le « capital s'annexe la connaissance » \* ; en d'autres termes, la « science tend à devenir une force productive, à s'intégrer en tant que telle dans le processus de production de la valeur, par conséquent, le capital tend également à investir de plus en plus directement la formation, dans le sens où les structures de formation participent de plus en plus directement à une production élargie de la force de travil, au sens collectif.

Les effets de la révolution scientifique et technique bouleversent les institutions scolaire et universitaire: par exemple, le nombre d'étudiants ne cesse de croître, dans des structures archaïques et incapables de les recevoir. Mais, fondamentalement, ce qui s'avère irrémédiablement archaïque, ce n'est pas tant l'organisation technique de ces institutions, mais bel et bien leur fondement, la hiérarchie, la concurrence, en un mot la division sociale du travail, les rapports sociaux capitalistes qui apparaissent maintenant d'autant plus contraignants et injustifiables qu'ils sont objectivement (« techniquement ») devenus *inutiles* dans l'organisation de la société, et donc injustifiables.

Cette contradiction fondamentale du mode de production capitaliste (entre les rapports sociaux historiquement « datés » et désormais trop étroits, et le développement des forces productives), c'est elle qui permet de comprendre et d'expliquer la permanence des mouvements sociaux spécifiques de la période du « troisième âge du capitalisme » (E. Mandel) (mouvement concernant en premier lieu la jeunsse : école, armée, famille, etc.), ainsi que l'aspect de « crise idéologique » que ces mouvements revêtent au premier abord. En fait, la jeunesse scolarisée, devenue une force de travail en formation, rejette tout simplement l'ordre, les valeurs, le système, capitalistes... et aspire à une autre formation, ouverte à tous les travailleurs, permanente et critique.

#### L'illusion réformiste

Nous connaissons les réponses de la bourgeoisie à ces questions. C'est la restructuration capitaliste, l'austérité, la misère dans tous les domaines, et comme débouchés, le chômage et la déqualification.

Structurellement incapable de planifier ses propres besoins en matière de formation, le capital et ses mandataires au gouvernement en sont réduits à une politique plus ou moins conjoncturelle et à courte vue,

<sup>\*</sup> K. Marx. Travail, science et loisir créateur.

s'efforçant d'adapter qualitativement et quantitativement la formation aux

besoins étroits et aux préférences sordides du patronat...

Les réformistes signataires du Programme commun, eux, parlent de réformer l'accès à l'université en augmentant le nombre des bourses, de gérer plus « sainement » l'ensemble des institutions scolaires. Mais, sur les véritables mécanismes de l'institution, les examens, les concours, la sélection sociale, la hièrarchie, le rôle des enseignants, le rapport au savoir, bref sur le maintien de l'université comme lieu de savoir séparé des activités sociales réelles, pas un mot! Ces questions concernent pourtant la trame quotidienne de la vie des divers usagers de l'université, personnels, enseignés et enseignants!

Ce silence « étrange » n'a rien pour nous surprendre : sa clef réside déjà dans la pratique des partisans du Programme commun aujourd' hui même à l'université et dans l'école en général. Quel spectacle nous donnent-ils à voir ? Dans le cadre des instances de « participation » mis en place par la réforme Edgard Faure après 1968, les partisans du Programme commun sont aussi les plus farouches piliers de la cogestion la plus plate de l'institution avec l'Etat bourgeois. Devant les nécessités de la restructuration capitaliste de l'université, la souplesse d'échine des dignitaires « de gauche » dans la hiérarchie universitaire n'a d'égale que le « bon sens » étriqué et le « réalisme » sans imagination qui guide leurs tristes initiatives.

Serait-ce au nom de la défense des intérêts des étudiants que les présidents d'universités « de gauche » appelent les CRS pour rétablir l'ordre, comme ce fut le cas, parmi tant d'autres, à Tolbiac? Serait-ce donc pour quelque revendication étudiante méconnue que le trop célèbre Josefowitch, président de Paris XIII et membre du PCF, s'empresse de prier le patronat d'intervenir dans son université en créant (en application de la réforme du 2ème cycle, et avant même sa parution) des maîtrises de science et technique, combattues par les étudiants? Combien d'emplois ont été ainsi créés, si l'on veut vraiment raisonner de cette manière ? pas un! De quel prix ont été payés ces « débouchés » imaginaires ?

Sur le plan syndical, l'action des réformistes du Programme commun ne vaut pas mieux: aux revendications avancées par le personnel, les vacataires et chargés de TD, par les étudiants, ils préfèrent le charme discret des joutes électorale, comme on dit. Derrière tout cela, se cache malgré tout une cohérence politique: celle qui prétend faire croire que, par une série de réformes s'étalant sur des dizaines d'années, que par la collaboration franche et « honnête » avec l'Etat bourgeois dans la gestion des appareils scolaires et universitaires, les choses finiront par changer. Le Programme commun ne scipule-t-il pas: « Dans les universités et les écoles, étudiants et grands élèves participeront aux conseils de gestion » ? ( Editions sociales, chap.XI: Jeunesse, p.99).

Nous savons quant à nous que cette politique, non seulement conduit

à la défaite, mais revient dans la pratique à défendre et à perpétuer l'ordre

existant, les institutions bourgeoises en général.

En Italie actuellement, nous en avons la preuve la plus éclatante : en promouvant le « compromis historique », en se rendant complice de la démocratie chrétienne pour gérer la crise sur le dos des travailleurs au nom des « sacrifices », en se posant comme le dernier rempart des institutions pourries de l'Etat bourgeois italien, le PCI prépare en fait des défaites non moins historiques. C'est déjà au nom de cette politique, qu'on le voit se dresser contre les revendications du mouvement des jeunes, des travailleurs, qui veulent en finir avec la Démocratie chrétienne corrompue et discréditée, qui veulent dès maintenant contrôler tous les aspects de leur vie, de la vie sociale en général! N'avons-nous pas connu en France une situation semblable, en mai et juin 1968, où le PCF lui aussi combattait « l'agitation » — et avant tout celle des étudiants, complaisamment dénoncée dans l'Humanité... — au nom du calme, de l'ordre, de l'ordre établi, c'est-à-dire de l'ordre bourgeois en fin de compte!

Tirons la leçon de cette capitulation honteuse : en France, comme en Italie et ailleurs, aucune réforme de l'appareil de formation n'a la moindre chance d'aboutir si elle ne se donne pas pour point de départ les revendications mêmes des jeunes scolarisés, des étudiants ; c'est-à-dire leur opposition irréductible aux fondements mêmes de cette institution, le hiérarchie, la sélection sociale, la concurrence inter-individuelle, la discipline, le pro-

fit, le capitalisme en somme...

Voilà pourquoi il n'est pas possible de ramener le mouvement de la jeunesse scolarisée, le mouvement des étudiants, à des « modes », à un « conflit de génération » comme dit *Paris-Match*, ni à une somme de « petits-bourgeois radicalisés », selon l'analyse chère aux dogmatiques.

Voila pourquoi, en 1978 ou à toute autre date où ils arriveront au pouvoir, les réformistes signataires du Programme commun devront compter avec la jeunesse scolarisée, et son faible penchant pour les réfor-

mes bien raisonnables et progressives...

# **Propositions**

Avancer des propositions pour le mouvement étudiant, c'est avant tout tenter de répondre à trois séries de questions :

- Comment lutter, comment s'organiser?

- Sur quelles revendications? Sur quels mots d'ordre?

— Dans quel but? Que voulons nous?

# Pour un syndicat autogestionnaire, de lutte, anti-capitaliste

Nous avons vu que le mouvement de la jeunesse est une force sociale à part entière, produit de contradictions profondes de la société capitaliste contemporaine. Mais, depuis 1969, qui vit l'UNEF éclater en deux rejetons dégénérés et manipulés par des appareils politiques, le mouvement étudiant, faute d'une organisation permanente reconnue par les étudiants, a procédé par vagues, alternant des périodes de mobilisation intense et des périodes de dépression que le pouvoir mettait à profit pour faire avancer ses projets...

L'utilité d'une organisation permanente, de masse et de lutte, des étudiants, est donc tout à fait évidente. Nous pensons que cette structure ne peut être que *syndicale*, *anticapitaliste et autogestionnaire*, c'est-à-dire, exprimant les aspirations anticapitalistes et la *volonté de contrôle* des étudiants, en partant des préocupations immédiates du milieu étudiant. Ces deux termes, préoccupations immédiates et aspirations profondes sont nécessaires et complémentaires si l'on yeut éviter les écueils du corporatis-

me et du « maximalisme ».

Le rôle d'une telle structure « syndicale » est donc d'organiser les étudiants de façon permanente, et de formuler les revendications et les mots d'ordre transitoires du milieu étudiant, c'est-à-dire les revendications et les mots d'ordre qui tout en partant des préocupations immédiates, introduisent une dynamique de rupture avec l'institution capitaliste. Cette dynamique de rupture, nous pensons qu'elle est le fait de l'aspiration collective au contrôle, et des initiatives autogestionnaires des étudiants, autoréductions, contre-cours, expériences d'universités critiques, etc.

En comparaison du néant qui a prévalu pendant longtemps, où le choix laissé aux étudiants était entre les deux UNEF corporatistes et d'éphémères comités de lutte ou de mobilisation, la création du MAS à

représenté un progrès indiscutable.

Cependant, il est clair que le MAS n'est pas ce syndicat de masse dont il est question, de même que nous ne pensons pas qu'il en soit le « no-yau » qui pourrait devenir ce syndicat par grossissements successifs. Nous pensons que des recompositions dans le mouvement étudiant seront nécessaires, avant que ce syndicat autogestionnaire de masse du milieu étudiant n'existe.

De toute manière, un tel syndicat ne se construira qu'à partir du mouvement lui-même, c'est-à-dire en tant qu'aboutissement de la volonté consciente et concertée de milliers d'étudiants en lutte, et de structures de lutte locales — comités locaux, collectifs autonomes. Pour cela, des initiatives de débats largements ouverts au mouvement seront nécessaires, par exemple, des Etats généraux des étudiants, au cours desquels les échanges

d'expériences seront possibles pour un enrichissement mutuel, vers la constitution d'une plate-forme syndicale d'unification du mouvement étudiant, jetant les bases d'un tel syndicat autogestionnaire de masse en milieu étudiant.

C'est là la seule chance pour qu'une telle structure soit effectivement reconnue par les étudiants eux-mêmes, et n'en reste pas au niveau d'une

chapelle auto-proclamées.

Mais lutter pour une structure syndicale de masse, autogestionnaire et anticapitaliste, ne signifie nullement qu'il faille *substituer* une telle structure aux formes de lutte dont s'est doté le mouvement étudiant, commissions, AG, coordinations régionales et nationales des facs en grève, etc., en un mot l'auto-organisation des étudiants qui fait aujourd'hui partie des traditions de la lutte étudiante. Nous n'avons pas du syndicalisme (étudiant, et autre...) la vision qu'en ont les mouvements à l'aide des structures qu'ils contrôlent; pour nous, le syndicat n'est rien de plus qu'un facteur de permanence, une « mémoire collective » pour mieux lutter, pour réfléchir collectivement des succès comme des échecs; le rôle du syndicat est de promouvoir, non de freiner, l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement anticapitaliste des étudiants sous toutes ses formes!

### Salaire étudiant!

Il ne s'agit pas d'entrer dans le détail d'une plate-forme de revendications, ni de vouloir fixer à l'avance des mots d'ordre pour les luttes à venir, mais d'affirmer une démarche pour le mouvement, de dégager des axes de lutte de l'analyse du milieu étudiant et des luttes passées.

Nous avons vu que la jeunesse scolarisée constitue une force de travail en formation (voir la deuxième partie). Pendant son temps de formation, la jeunesse scolarisée effectue en fait un véritable travail social, et participe à la reproduction élargie de la force de travail; il est donc parfaitement logique de penser que ce temps de formation doit être rémunéré.

Aussi, nous nous prononçons pour qu'un salaire étudiant soit versé à tous les jeunes scolarisés, mettant ainsi fin au statut d'assisté, de « mineur social » qui est celui des jeunes scolarisés, comdamnés à « choisir » entre la dépendance familiale et la soumission qui en découle presque toujours, et la nécessité de se salarier au rabais justement pour échapper à cette soumission à la famille.

La revendication d'un salaire étudiant pour tous les jeunes scolarisés, ce n'est donc pas seulement la conséquence logique du statut *réel* de la jeunesse scolarisée dans la société capitaliste actuelle (statut réel masqué par la représentation idéologique de l'« étudiant » comme plus ou moins fumiste, comme inutile et simple bouche à nourrir »...); c'est aussi une manière concrète de lutter contre la sélection sociale par le fric, une facon

de réaliser le mot d'ordre de « facs ouvertes aux travailleurs », et enfin, la possibilité d'une autonomie réelle de la jeunesse...

### Une stratégie de contrôle

Jamais, les jeunes scolarisés, lycéens, collégiens, étudiants, ne pourront « démontrer leur force en croisant les bras », en se contentant de revendiquer par la grève passive la satisfaction de leurs revendications. Par cette méthode, ils ne mettent en rien en cause à court terme le fonctionnement de la société capitaliste, comme le font par exemple des ouvriers quand ils cessent simplement le travail.

Une autre démarche, pour nous comme pour les travailleurs, est possible : à LIP et dans des centaines d'entreprises qui ont, depuis 1973, suivi cet exemple, les travailleurs ne se sont pas contentés « de mendier un juste droit » (le droit à l'emploi, en l'occurrence) : ce droit qu'ils considéraient à juste titre comme légitime, ils l'ont imposé dans les faits et ont signifié par là que les travailleurs ont la volonté et la capacité de ne plus laisser la direction de la société aux exploiteurs capitalistes. De même, par l'action du MLAC, des hommes et des femmes ont montré que pour lutter pour le droit à l'avortement et à la contraception libres, la meilleure méthode, c'est de mettre en pratique ce que l'on préconise, sans attendre pour cela la bénédiction des autorités bourgeoises.

Cette critique pratique de la société bourgeoise, ce sont d'ailleurs les étudiants qui l'ont en quelque sorte inventée, en mettant sur pied, à Berlin en 1967, 1'« université critique » alternative pratique à l'université mandarinale.

De plus en plus, aujourd'hui, les différents mouvements sociaux mettent en euvre une stratégie autogestionnaire: les initiatives d'auto-réduction des loyers dans des quartiers entiers (en Italie) dans les restaurants universitaires (en accord avec le personnel), etc., ne sont-elles pas cent fois plus explicites, et plus efficaces, que toutes les pétitions contre la vie chère?

Pour le mouvement étudiant aussi, la stratégie correcte est celle de l'autogestion, celle qui met en avant son aspiration collective au contrôle sur les conditions de vie et de formation. A chaque partie des plans de la bourgeoisie, à chaque procédé répressif, à chaque pratique arbitraire et hiérarchique, il y a une réponse de contrôle.

Contre la sélection, exigeons le contrôle des critères de notation : aucun mandarin, aucun directeur d'UER ne peut s'expliquer valablement quand on lui demande « quels sont vos critères, pourquoi telle copie vautelle 7 et pas 9 ou 10? ». Après un partiel, centralisons les copies, et « analysons » les notes.

Contre l'arbitraire des sujets d'examen, droit de véto collectif sur les sujets ; contre la concurrence, l'individualisme exacerbé et le bachotage, développement des travaux collectifs ; organisons des partiels à livre ouvert, décrétons collectivement le travail collectif lors des examens...

Quant aux programmes d'enseignement, vieux privilège mandarinal, et domaine réservé des conseils « scientifiques », la règle c'est l'arbitraire, l'orientation politique réactionnaire. Cest aux principaux intéressés de discuter des programmes et d'en décider collectivement, comme l'ont montré les « contre-cours » dans les lycées.

Bien entendu, tout cela n'a que valeur d'exemples. Il n'est pas question de clore ici la liste des initiatives et des luttes autogestionnaires du mouvement étudiant.

C'est donc sur la base de son autonomie que le mouvement étudiant doit s'adresser aux organisations des travailleurs. Faut-il le répéter, un argument essentiel dans cette démarche est constitué par l'élaboration démocratique par le mouvement d'une plate-forme revendicative, à partir des structures autonomes de base.

En aucun cas, l'unité du mouvement ouvrier organisé ne peut être le fruit, ni d'un *alignement* sur les positions actuellement majoritaires dans le mouvement ouvrier (le Programme commun) ni celui d'une tactique hâtivement calquée sur les déterminations du mouvement ouvrier.

Ici se rejoignent deux conceptions également fausses de l'unité : celle des réformistes et des staliniens, qui veulent « normaliser » le mouvement étudiant en l'alignant sur le mouvement ouvrier figé à nu moment de son évolution (le moment présent) : celle de certains révolutionnaires dogmatiques, pour qui la « surdétermination » du mouvement étudiant par le mouvement ouvrier conduit à agir dans le mouvement étudiant au mépris de ses rythmes et de ses besoins propres. Dans les deux cas en effet, nous avons affaire à une sous-estimation, quand ce n'est pas une négation stupide de la spécificité des luttes étudiantes, ou plutôt de la jeunesse scolarisée, sous-estimation liée souvent à la volonté d'utiliser ces luttes à des fins « transcendantes » : stratégie électoraliste dans un cas, « fétichisation » du « parti révolutionnaire » dans l'autre.

### Quelle formation?

Parler d'« université socialiste » est contradictoire, ne serait-ce que parce que cela suppose le maintien d'une division du travail fondée sur l'opposition travail manuel-travail intellectuel.

Dans une société où les rapports de production sont socialisés, il n'y a aucune place pour un corps autonome, « maître du savoir », hérité du « vieux fatras » capitaliste.

L'exemple des pays de l'Est ou de la Chine, malgré des différences incontestables avec les pays capitalistes, est frappant de ce point de vue. En Tchécoslovaquie, pour 70 % d'ouvriers dans la population, 38 % des étudiants sont fils d'ouvriers. En Pologne, les 45 % de paysans dans la population tombent à 8,3 % des étudiants. En RDA, 55 % d'ouvriers donnent 33 % de fils de travailleurs à l'université. Inversement, 17,8 % (Pologne), 10,6 % (Tchécoslovaquie), 20,3 % (RDA) de « l'intelligentsia » deviennent respectivement 45,4 % et 53,8 % et 52,4 % des étudiants!

En Chine, au moment de la révolutoin culturelle, les statistiques donnaient près de 50 % des étudiants comme issus de familles de fonctionnaires, de dirigeants du parti ou de l'Etat, ou des milieux intellectuels ou scientifiques.

Nous pensons que le socialisme signifie nécessairement la destruction de l'école et de l'université en tant qu'institutions séparées de la production. Il ne s'agit pas là d'une perspective abstraite, car il est tout à fait possible aujourd'hui d'envisager pour tous une formation permanente polyvalente et critique intégrée au temps de travail et acquise dans des unités de formation-production autogérées.

De cette perspective, la formation « permanente » capitaliste que nous connaissons n'est qu'une bien pâle préfiguration, rendue nécessaire par les exigences du progrès des forces productives, mais enserrée dans un réseau inextricable de contradictions. Sur ce terrain, la revendication du contrôle des travailleurs sur la formation permanente constitue une réponse transitoire vers une formation et une société socialiste, convergente avec les revendications transitoires plus proprement étudiantes, pour mettre fin à la division sociale du travail.

### Procès de l'école sexiste

Au cours de la grande mobilisation de 1973 contre la loi Debré, on pouvait entendre dans les manifestations de curieux mot d'ordre, du genre « Debré pédé, ta loi tu l'as dans le cul », etc. Alors même que la jeunesse luttait, filles et garçons solidaires (au grand scandale des observateurs bourgeois) contre l'embrigadement de la jeunesse par l'armée et sa glorification bovine de la « virilité », de tels mots d'ordre spontanés démontraient une contradiction de taille : l'oppression des femmes, l'oppression des minorités sexuelles sont indissolublement liées à l'oppression de la jeunesse en général. Dans les mouvements plus récents, de tels mots d'ordre ambigus, voire franchement sexistes, ont quasiment disparu. Mais les causes en sont toujours vivaces, souvenons-nous des assemblées générales, des coordinations où les femmes tentaient vainement de prendre la parole et de se faire écouter (voir la première partie).

L'école sexiste, ce n'est pas seulement le plus évident, l'apprentissage dans l'appareil scolaire de « rôles sociaux » différenciés, l'apprentissage de la domination, puis l'exercice courant de cette domination, par exemple

dans les TD, les mecs qui parlent, les « nanas » qui se taisent, etc. Ce

sexisme ordinaire, c'est déjà insupportable.

Mais que dire quand ces comportements se reproduisent dans les luttes ? Invoquer la fatalité des rapports sociaux capitalistes, l'insconcient patriarcal collectif, etc., c'est un peu léger! L'école sexiste, c'est aussi l'inégalité dans la lutte, la division du travail militant (les mecs parlent, élaborent la stratégie, font le service d'ordre... les « nanas » font les banderoles, tirent les tracts, préparent des sandwichs pour les « bouffes sauvages »...) Le sexisme, c'est aussi une certaine façon d'utiliser le discours politique comme instrument de domination personnelle, comme faire-valoir dans les rapports essentiellement malsains, pour briller, pour draguer, pour « séduire ». D'un côté comme de l'autre, il n'est pas facile d'échapper à cette insidieuse et pourtant bien réelle aliénation.

Mais surtout, il serait illusoire de croire que ces questions se régleront d'elles-mêmes, que le sexisme « dépérira » nécessairement « après la révolution » \* Le sexisme est l'enjeu d'un combat, et ce combat, c'est d'abord celui des opprimés du sexisme, femmes, minorités sexuelles. Il ne s'agit pas, en disant cela, de s'en laver les mains, mais de voir qu'un outil irremplaçable dans la lutte des hommes et des femmes contre le sexisme, c'est l'organisation indispensable de ses victimes, dans les groupes femmes, dans les groupes de libération sexuelle etc. Ces groupes, notamment les groupes femmes autonomes ont un rôle moteur dans la lutte contre le

sexisme à l'université, contre toutes ses formes.

Les étudiants italiens ont pris l'initiative d'organiser nationalement le procès du sexisme à l'université en dénonçant et en débattant largement et sans complaisance de l'ensemble des manifestation du sexisme dans les facs. En France également, une telle initiative pourait être reprise, par exemple, lors d'une mobilisation, à l'appel des groupes de femmes.

### L'unité

A partir d'un certain moment, lorsque se développe une mobilisation des étudiants à l'échelle nationale, la question se pose d'une confrontation avec l'Etat, pour l'abrogation d'une réforme par exemple. Pour vaincre, face à cet appareil d'Etat capitaliste, les forces du seul mouvement étudiant ne peuvent suffire. De là vient la *nécessité* pour lui, de s'adresser au mouvement organisé des travailleurs, à commencer par ceux de l'Education, c'est-à-dire aux syndicats enseignants et ouvriers.

Nous avons vu dans la première partie que certaines organisations révolutionnaires (LCR mais aussi et surtout AJS) font de cette question la

<sup>\* «</sup> Pas de libération des femmes sans révolution socialiste, par de révolution socialiste sans libération des femmes. » Brève Histoire du MLF. Savélli, p. 40. Voir aussi Dossier de presse sur l'homosexualité. GLH-PQ. Savelli

question essentielle du mouvement étudiant, le nec plus ultra du militantisme universitaire.

Pour nous, au contraire, les divisions actuelles du mouvement étudiant ne sont pas seulement déterminées, il s'en faut de beaucoup, par les divisions politiques du mouvement ouvrier, même si ces divisions jouent un rôle réel. L'unité du mouvement étudiant lui-même, comme avancée dans l'expérience concrète, ne peut par ailleurs se réduire à l'unité syndicale, encore moins à l'unification syndicale. Au contraire, l'unité du mouvement étudiant prend la forme, autour d'un contenu revendicatif précis, de l'unité d'action intersyndicale, et surtout des structures d'auto-organisation, indispensables à la lutte autonome des étudiants.

discollecte mold described as a substituted with 15 avril 1977

### Quelques réponses aux camarades de l'ex-tendance B du PSU

### 1. Mouvement étudiant et mouvement ouvrier

Les camarades de l'ex-tendance B du PSU nous reprochent de faire de « la question classique de la « jonction » du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier... la question essentielle du mouvement étudiant, (car) il ne saurait être question de situer le mouvement étudiant dans une quel-conque soumission envers le mouvement ouvrier, d'entraver par quelque moyen que ce soit ce qui fait pour nous sa force principale : son autonomie ». Il faudrait préciser, et, pour le faire distinguer deux niveaux dans les rapports du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier, ce qui relève des perspectives générales que nous pouvons avancer pour lier le combat des étudiants à celui de la classe ouvrière et les problèmes tactiques que peut poser l'unité du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier dans une conjoncture et des rapports de forces donnés (notamment lorsque les réformistes sont encore largement majoritaire chez les travailleurs).

a) Une nouvelle force sociale.

La crise de l'institution universitaire, provoquée par la contradiction entre le développement des forces productives et le maintien des rapports de production capitaliste, est la racine profonde qui explique la permanence des mobilisations étudiantes, l'apparition d'une nouvelle force sociale : le mouvement étudiant. C'est là la conséquence des contra-

dictions du « troisième âge du capitalisme » qui se voit obligé de développer massivement une force de travail intellectuellement très qualifiée, mais le fait selon ses besoins, ses critères, c'est-à-dire en subordonnant « la production de la qualification intellectuelle aux besoins de mise en valeur du capital, au moyen d'une réforme technocratique de l'enseignement supérieur » (Mandel). Cela se traduit aussi par « une explosion universitaire », le développement massif du milieu étudiant comme d'ailleurs de l'ensemble de la jeunesse scolarisée.

Nous serons donc d'accord avec les camarades pour considérer le mouvement étudiant comme produit des contradictions spécifiques (et nouvelles) du troisième âge du capitalisme et pour dire qu'il traduit l'inadéquation totale des rapports de production capitaliste, de la division du travail qu'ils instaurent, etc. par rapport aux besoins nés du développement des forces productives. De ce point de vue, la racine de la révolte des étudiants a de profonds fondements anticapitalistes ; c'est de plus en plus concrètement — et pas comme une perspective historique quelque peu abstraite — que la classe ouvrière lui apparaît comme susceptible de donner à tous une formation correspondant « aux développements des sciences et des techniques » et de construire une société débarassée de toutes les irrationnalités produites par le système capitaliste.

C'est là une tendance générale mais que les camarades traitent de façon quelque peu unilatérale en écrivant par exemple : « La jeunesse scolarisée, devenue une force de travail en formation, rejette tout simplement l'ordre, les valeurs, le système capitaliste... et aspire à une autre formation, ouverte à tous les travailleurs, permanente et critique. » Une force de travail en formation? Certes, mais encore une fois il faut distinguer. Car la formation de cette force de travail se fait dans le cadre de la division capitaliste du travail, profondément marquée par elle. On ne peut tracer un trait d'égalité entre les étudiants, les lycéens et les apprentis : tous sont pourtant une force de travail en formation. Mais, dans sa masse, l'origine sociale de ces milieux est différente, surtout leur devenir social et en conséquence, le type de formation à laquelle ils sont confrontés.

Dans les facultés même, on ne peut parler d'une couche sociale homogène. Entre les étudiants d'IUT, ceux de médecine et de facs de lettres il y a des différences : certains feront partie des couches supérieures de la classe ouvrière, d'autres de la « nouvelle petite bourgeoisie ». Si dans leur grande masse, ils ne sont pas de simples futurs laquais de la bourgeoisie, ils occuperont une place privilégiée dans la division du travail et on ne peut sous le vocable de « travailleurs en formation » les ranger dans la classe ouvrière. Ce que ne font pas, malgré leurs équivoques, les camarades. Mais, eux qui aiment citer les analyses du *Troisième Age du capitalisme* de Mandel devraient aussi relire les passages (T. 2, p. 102) où ce dernier explique que, en raison des fonctions de reproduction par l'université de la division du travail capitaliste, le milieu étudiant n'est pas un

milieu homogène et qu'une fraction de celui-ci peut être intégrée, vu sa future fonction sociale, par la bourgeoisie : pour peu qu'elle réussisse quelque peu à rationaliser son enseignement.

Il ne s'agit pas là d'un débat académique, mais d'établir des perspectives politiques que les camarades évitent justement de poser en s'en tenant à la description (unilatérale) de tendances générales. Certes le mouvement étudiant que nous connaissons dans les pays capitalistes avancés n'a rien à voir avec celui dont parlait Lénine et Trotsky (même si l'on peut retrouver des analogies dans la fonction politique de « détonateur » qu'il a par exemple joué en mai 68 et la fonction qu'il a pu jouer dans les périodes passées). Sa nature sociale est différente et on ne peut le traiter comme un « mouvement démocratique petit-bourgeois » simple allié tactique du prolétariat. Les contradictions qui traversent l'université, l'évolution sociale de la fonction du milieu étudiant font qu'une masse d'étudiants peuvent être gagnés au combat de la classe ouvrière non sur la simple base d'une « alliance » conjoncturelle mais d'une intégration profonde au combat pour le socialisme. Voilà pourquoi nous préférons parler d'intégration du mouvement étudiant au combat de la classe ouvrière plutôt que d'alliance entre le mouvement étudiant et la classe ouvrière (pour plus de détails, voir notre brochure Problèmes du mouvement étudiant).

C'est là une différence radicale par rapport, par exemple, au PC qui cherche à constituer le milieu étudiant en force sociale autonome autour de la défense de ses « intérêts » pour le ranger ensuite dans « l'Union du peuple de France ». En se gardant bien — comme par exemple pour les cadres — de remettre en question la place privilégiée des étudiants dans la division capitaliste du travail.

Cette perspective générale d'intégration du mouvement étudiant au combat de la classe ouvrière a des conséquences directes sur la nature du mouvement étudiant que nous voulons construire et le programme que nous défendons en son sein. Nous y reviendrons, mais traitons avant de la tactique concrète : des rapports entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier qui sont actuellement déterminés par le poids des réformistes.

### b) L'autonomie?

Il ne peut donc être question pour nous d'autonomie du mouvement étudiant par rapport à la classe ouvrière. Au contraire la liaison du mouvement étudiant avec les travailleurs est une bataille politique à gagner. Car il ne suffit pas de décrire les contradictions du système pour expliquer que la révolte étudiante le remet en cause, il faut définir les médiations organisationnelles et les objectifs de lutte par lesquels cette révolte peut devenir une force, partie prenante du combat pour le socialisme. L'histoire du mouvement étudiant, c'est bien sûr l'histoire des luttes d'une couche sociale qui produit ses propres formes de mobilisations,

mais aussi l'histoire de ses liens (possibles ou non) avec la classe ouvrière : il suffit de faire le bilan des luttes en France depuis 1968 pour y voir toujours ce même problème.

Si par autonomie les camarades entendent indépendance politique par rapport aux directions réformistes, on ne peut être que d'accord.

L'an passé, si nous nous sommes battus durant la grève étudiante pour que le mouvement recherche l'unité d'action avec les syndicats enseignants et ouvriers, nous ne l'avons pas fait en aplatisssant les perspectives que nous avancions : la bataille pour l'abrogation de la réforme par la grève générale de l'université. Nous étions d'ailleurs d'accord là-dessus avec les camarades, contre les partisans de la majorité du PSU qui ne voyaient dans ce mot d'ordre qu'une astuce pour mettre au pied du mur les directions syndicales et étaient prêts à le passer sous la table.

On pourrait discuter également du contenu des compromis que le mouvement étudiant a tenté de passer avec les directions syndicales pour trouver un terrain d'unité d'action. Mais, là non plus, nous n'avons pas eu de gros désaccord avec les camarades de l'ex-tendance B du PSU. Sinon parfois pour critiquer un certain opportunisme de leur part par rapport à la direction de la CFDT qui n'a pas eu, durant cette grève, une attitude différente sur le fond de la direction de la CGT.

Mais pour autant, même à ce niveau, le terme d'autonomie du mouvement étudiant est des plus ambigu : il permet d'ouvrir la porte à n'importe quel suivisme opportuniste par rapport aux divers courants qui sous-estiment, voire rejettent la bataille pour l'unité avec le mouvement ouvrier. Et si les camarades disent qu'ils sont « globalement » d'accord avec la tactique de front unique ouvrier, cela apparaît davantage dans leur texte comme un coup de chapeau donné à « l'orthodoxie » que comme une perspective concrète dont ils essaieraient de préciser le contenu. D'autant que — et nous y reviendrons — ces camarades sous-estiment les batailles politiques centrales que doit mener le mouvement étudiant et donc les rapports de force à tenter d'établir dans l'unité avec l'ensemble du mouvement ouvrier.

Car on ne peut se contenter d'une perspective générale de liaison avec la classe ouvrière sans se frotter avec la classe ouvrière comme elle est, avec le mouvement ouvrier actuel. Sinon on se retrouve vite dans des impasses : celles par exemple des courants spontanéistes qui toutefois cherchaient la jonction avec la classe ouvrière, même si c'était une classe ouvrière mythique. Mais l'exemple italien montre autre chose : face aux blocages des directions ouvrières des courants de masse peuvent confondre rejet des appareils réformistes et rejet de la classe ouvrière. On peut comprendre les racines politiques de ces phénomènes par le rôle joué par le PC italien, mais il faut le combattre et non aller dans le sens du poil.

Ce que ne font pas les camarades en écrivant a propos des dernières luttes étudiantes en Italie : « Les « indiens métropolitains » c'est « la tri-

bu » qui a cristallisé le moment actuel. Les indiens sont sortis des « réserves », dépotoirs à marginaux construits par les maîtres communistes et démocrates-chrétiens et se sont décidés à conquérir des « territoires » en particulier l'université. Ils veulent dans la lutte créer des « espaces libres » pour une subjectivité libérée. La force immédiate des indiens, c'est la rupture avec la politique classique, la pratique militante traditionnelle (y compris celle de l'extrême gauche). Les indiens sont nés du mouvement même, de l'intérieur de celui-ci comme son expression « naturelle ». Leur gestuel, leur langage, leur accoutrement rompent avec les « vestons cravates » du PDUP, les « langues fourchues » du PCI et « le langage de bois » de AO... »(1). Et après ce passage, qui sent quelque peu sa littérature, les camarades exploitent : « Le « mouvement des exclus » indique avec éclat une partie des tendances que prendra, dans des conditions différentes, le mouvement de la jeunesse dans les pays capitalistes avancés : un type d'organisation autonome, indépendante des partis politiques adultes, l'expression de besoins radicaux, d'objectifs immédiats allant dans le sens de l'autogestion. »

Cela ferait sourire de retrouver l'autogestion à toute les sauces, si ces phrases n'apparaissaient pas comme la vérité des discours généraux que ces camarades tiennent dans la première partie de leur brochure sur « l'autonomie » du mouvement étudiant.

### 2. Et le programme?

Les contradictions qui traversent l'institution universitaire libèrent la force du mouvement étudiant, ses aspirations à une autre formation et, au-delà, à un changement de société. Reste à savoir de quel point de vue nous nous situons pour reprendre en charge ces aspirations; ce qui détermine le programme que nous défendons à l'université. Et, si l'on veut employer des formules rigoureuses, il faut clairement affirmer que notre intervention dans le milieu étudiant se fait du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et non des (pseudo) intérêts des étudiants.

Cela rejoint le débat sur la nature du mouvement étudiant que nous voulons construire : il ne s'agit pas d'un mouvement démocratique allié tactique du prolétariat avec lequel — comme les bolcheviques avec la paysannerie — les travailleurs passeraient un compromis autour de la défense d'intérêts immédiats contradictoires à terme avec le programme du prolétariat. Il s'agit d'organiser le mouvement étudiant comme force

<sup>(1)</sup> Nous citons longuement ce passage tiré d'une annexe à la brochure intitulé « Le mouvement des exclus contre le compromis historique ».

sociale, partie prenante du programme de la révolution socialiste, autour de la lutté pour un système de formation au service des travailleurs. Cela est possible car l'évolution de la fonction sociale de l'université fait naître chez une masse d'étudiants des aspirations qui ne sont pas du tout contradictoires aux intérêts fondamentaux des travailleurs en matière de formation. Mais cette démarche implique aussi une critique radicale de l'université comme instrument de reproduction de la force de travail au profit de la division capitaliste du travail et des réactions corporatistes que cela peut faire naître dans des fractions du milieu étudiant.

a) « Les pratiques autogestionnaires . »

Les camarades de l'ex-minorité du PSU noient un peu tout cela dans leur discours sur l'autogestion et le contrôle. Il opposent superbement, à la vision tacticienne de la Ligue, la stratégie de l'autogestion. Disons clairement notre sentiment: jamais la notion d'autogestion n'a — chez les camarades de ce courant — recouvert autant de vide et de manque de rigueur dans la définition des différents niveaux de lutte.

Premier niveau : « Les meilleurs mots d'ordre ne peuvent suffire à la victoire », la polarisation « sur les formes de la lutte au détriment de son contenu réel (qu'est-ce qui ne va pas dans les facs et comment essayer d'y remédier collectivement sans attendre de l'Etat ou de tout autre pouvoir qu'il accorde ce qu'il ne peut ni comprendre ni donner, parce que ce serait sa propre négation) a donné des résultats désolants... » Certes les mots d'ordre ne suffisent pas, et, si l'on veut éviter toute attitude de secte proclamatoire jugeant l'histoire une fois qu'elle est faite, il faut savoir compter avec les rapports de force et la tactique politique. Le mouvement étudiant connaît cette question, lui qui s'est retrouvé tant de fois « coincé » entre l'intransigeance du gouvernement et la politique d'isolement développé à son égard par les directions réformistes! Reste que la solution que donnent les camarades est bien aléatoire.

Nous l'avons expliqué dans notre brochure au travers d'un bilan critique de la dernière grève — une des questions est l'introduction, par les étudiants en lutte, de pratiques politiques et sociales nouvelles au sein de l'institution. La grève active dans une université, ce n'est pas la remise en route de la production, mais l'établissement de nouveaux rapports entre profs et étudiants, les facultés ouvertes aux travailleurs, les contre-cours, etc. Autant de chose qui indiquent ce qui pourrait être une nouvelle relation de l'université à la société. Mais les camarades vont plus loin : il s'agit de tenter de remédier collectivement dans les facs à ce qui ne va pas, sans attendre l'Etat.

Drôle de glissements de plume pour des gens qui se piquent de rigueur programmatique! A la gestion sage des réformistes va-t-on opposer « la gestion sauvage » dans les périodes de lutte? De l'autogestion à la gestion?

On voit le souci des camarades : faire que le mouvement étudiant développe en s'appuyant sur les mobilisations « une critique pratique » de l'université, renoue avec le slogan de mai 68 (« université critique ») qui traduisait cette préoccupation. Le mouvement étudiant doit donc réapprendre à s'ancrer dans une pratique quotidienne de contestation du fonctionnement de l'université : mais sans illusion sur les possibilités de mettre d'ores et déjà en place d'autres formes d'enseignement, même de façon expérimentale. En évitant tous les pièges de l'enfermement gestionnaire, coupé de toute articulation avec les mobilisations nationales et les luttes revendicatives de masse qui traverse le milieu et, fondamentalement, le mobilisent. Elémentaire va-t-on nous dire. Alors il ne faut pas opposer aux batailles centrales trop « politistes », « l'aspiration collective à contrôler, à «autogérer » nos propres conditions de vie et d'études. » Formulation à nouveau équivoque.

Il v a en plus dans cette insistance une sous-estimation des batailles centrales qu'est contraint de mener le mouvement étudiant. A la lecture de la brochure, on en vient presque à oublier qu'on était l'an passé dans une quasi situation de grève générale de l'université et dans une épreuve de force avec le pouvoir sans que pour autant le mouvement étudiant réussisse à trouver les moyens de débloquer en sa faveur cet affrontement. Dans cette situation, la bataille pour l'unité avec les syndicats était donc décisive et pas une simple obsession de front unique. C'est contourner la gestion que de ne pas décrire cette situation contradictoire qui fondamentalement explique l'échec de la grève et les « tentations » de repli localiste qui sont apparus essayant de contourner cette bataille politique centrale. Que ce soit par les illusions répandues, par exemple par les courants maoïstes, de maintien prolongé d'un rapport de force local en lien avec la constitution d'une « alliance populaire » au niveau régional. Que ce soit par un enfermement dans les facultés en vue « d'expériences autogestionnaires » qui, si elles ne sont pas en lien avec la mobilisation de masse, finissent vite... dans la gestion où les pratiques ultra-gauches s'enlisent dans une situation de « pourrissement ». Une grève étudiante n'est pas une grève ouvrière et ne peut maintenir un rapport de forces sans démonstration de force dans la rue et l'élargissement vers le mouvement ouvrier. Les meilleurs mots d'ordre ne peuvent certes seuls - sans les rapports de forces — conduire à la victoire, pas plus que les « nouvelles pratiques autogestionnaires »!

### b) Contrôle étudiant?

Sous le titre « Une stratégie de contrôle » les camarades écrivent : « Pour le mouvement étudiant aussi, la stratégie correcte est celle de l'autogestion, celle qui met en avant son aspiration collective au contrôle sur les conditions de vie et de formation. » Stratégie de contrôle, stratégie de l'autogestion ? Encore deux niveaux qui sont allégrement confondus

(la perspective de l'autogestion, l'axe du contrôle) révélateurs des équivoques et du peu de rigueur des camarades. Mais passons.

L'ex-AMR parlait de « contrôle étudiant ». Il ne s'agissait pas à l'époque de prendre en compte simplement des « aspirations » des étudiants à contrôler leur vie mais d'établir une perspective programmatique : au contrôle étudiant (et lycéen). Nous avons, dans notre brochure, critiqué cette perspective qui dilue la notion programmatique de contrôle ouvrier dans la multiplication des contrôles. Cela ne peut qu'amener à un démembrement des perspectives transitoires en développant un programme transitoire pour la jeunesse, un programme transitoire pour les femmes, un programme transitoire pour la classe ouvrière en éclatant de fait la démarche stratégique qui consiste à intégrer les luttes de ces couches au combat de la classe ouvrière, sur la base du programme de la révolution socialiste.

A l'université, nous nous situons du point de vue du contrôle ouvrier sur la formation et dans ce cadre là, il faut prendre en charge les « aspirations au contrôle des étudiants sur leur vie et leur formation. » Plus généralement la question est de savoir comment des pratiques de contrôle de l'ensemble des usagers de l'université peuvent s'articuler avec notre perspective de contrôle ouvrier sur la formation. De la même façon quand nous parlons (pour la société de transition au socialisme) d'autogestion de l'institution scolaire — en voie de dépérissement — par ses usagers, nous la situons dans le cadre de l'autogestion socialiste au moyen d'un plan démocratiquement élaboré par les conseils ouvriers.

Cette perspective ne peut se laisser enfermer dans un slogan que ce soit « autogestion » ou « contrôle étudiant ». Là encore, il faut bien distinguer entre deux niveaux : celui de l'auto-organisation durant une grève et des nouvelles pratiques qui se construisent au sein de l'institution au travers cette auto-organisation, et celui des des conditions de participations des étudiants à la gestion quotidienne « des conditions de vie et d'études. » Distinction qu'avait par exemple su faire Piaget lorsqu'il exprimait que la lutte des Lip était de « l'autodéfense » et non de l'autogestion. Ce qui permettait une délimitation fondamentale avec les illusions sur les coopératives « autogestionnaires » possibles dans le système actuel. Du coup, les expériences des Lip — y compris au niveau de la production — étaient situées comme point d'appui à leur lutte ; démonstration aussi qu'autre chose était possible, sans développer des illusions gestionnaires au sein de cette société.

C'est pourquoi, il est dangereux de résumer l'axe de contestation de la sélection, des examens, des critères de notation, etc., sous le mot d'ordre : « Exigeons le contrôle des critères de notation. » Ce peut être compris comme la mise en avant d'une volonté de critique concrète du système actuel, mais aussi, tout simplement comme la volonté de définir collectivement avec les enseignants, d'ores et déjà, de nouveaux critères de notation. Alors que ce qu'il est possible de faire c'est, quand le rapport de force le permet et qu'il peut y avoir une unité avec les enseignants, une perversion

des critères actuels de sélection pour faire passer le maximun de monde.

De même s'il est juste de développer durant les grèves les expériences de contre-cours, se stimuler la critique des étudiants sur les programmes, dire que, dans l'université actuelle, c'est « aux principaux intéressés de discuter des programmes et d'en décider collectivement avec les enseignants » ne met pas des bornes très solides par rapport aux tentatives de « gestion gauche » de l'institution. Car entre la perspective générale — qui nous semble correcte, voir notre brochure — d'« unité de formation-production autogérées » et la réalité actuelle, il n'y a pas le seul développement linéaire « d'un processus autogestionnaire » dans l'université, mais la question du passage révolutionnaire d'un système à un autre. Ce que les camarades ne contesteront jamais, mais dont rend très mal compte leur discours sur « la stratégie autogestionnaire » qui apparaît plus comme un slogan attrape-tout qu'une perspective politique rigoureuse permettant d'articuler les différents niveaux de lutte.

### Quel mouvement étudiant?

La perspective avancée par les camarades est celle d'un syndicat « anticapitaliste et autogestionnaire ». Nous sommes d'accord sur la perspective syndicale contre la conception du mouvement étudiant comme « mouvement politique de masse ». Perspective d'un syndicat non pas corporatiste — singeant le modèle des syndicats ouvriers —, mais un syndicat anticapitaliste, c'est à dire voulant intégrer la masse des étudiants au combat de la classe ouvrière. Le besoin de ce syndicat prenant racine dans la contradiction produite par le développement du capitalisme entre les besoins de formation exigés par le développement des forces productives et la politique que développe la bourgeoisie. Il est du coup possible d'articuler à partir des aspirations de la masse des étudiants un corps de revendications transitoires se situant dans la perspective d'un système de formation au service des travailleurs.

Reste à savoir comment articuler cette perspective générale d'un syndicat de masse étudiant avec la situation actuelle. L'essentiel nous semble effectivement de partir, non pas d'une conception bureaucratique d'unité réduite à celle des différents syndicats étudiants existant à l'heure actuelle, mais des besoins d'unité tels qu'ils expriment au travers de l'auto-organisation du mouvement dans ses diverses luttes. En proposant entre autre, à la discussion de l'ensemble des structures de lutte du mouvement étudiant une « plate forme syndicale d'unification du mouvement étudiant » qui corresponde aux besoins de la mobilisation du mouvement contre les différentes attaques de la bourgeoisie. Mais là encore il faut bien distinguer deux niveaux ; et la façon dont les camarades emploie le terme de « syndicat autogestionnaire » laisse beaucoup de portes ouvertes.

Durant les grèves étudiantes nous menons une double bataille :

— La bataille pour l'unité *de toutes* les composantes du mouvement étudiant dans le respect de la démocratie du mouvement (auto-organisation et droit d'expression des différentes tendances).

— La bataille pour regrouper au sein de ces structures d'auto-organisation un courant autour de perspectives concrètes. Ainsi durant la dernière grève, dans les coordinations nous nous sommes très souvent retrouvés avec les camarades de l'ex tendance B du PSU pour proposer des motions communes face aux réformistes et aux ultra-gauches (autre chose bien sûr serait de faire le bilan critique de la façon dont ce courant s'est constitué quasi uniquement par des « accords de sommet »).

De même quand nous avançons la perspective d'un syndicat unitaire

étudiant nous distinguons deux niveaux :

— Notre conception générale d'un syndicat étudiant démocratique qui regroupe l'ensemble des tendances du mouvement étudiant qui se réclament du combat de la classe ouvrière. Nous n'allons pas ici reprendre l'ensemble des arguments avancés dans notre brochure qui fondent notre perspective. Sont-ils, dans le cadre de la bataille générale des marxistes révolutionnaires, pour un syndicat unique de la classe ouvrière, pour une fédération étudiante unitaire de ce syndicat (comme nous pouvons être pour une fédération unitaire des enseignants)? Ce serait, en répondant à cette question, un bon moyen d'expliciter ce qu'ils entendent par « autonomie » du mouvement étudiant.

— Le regroupement d'un courant qui d'ores et déjà avance des pespectives pour le mouvement étudiant. Ce courant pouvant se regrouper autour d'axes communs permettant d'aller de l'avant : auto-organisation, bataille pour l'unité du mouvement, plate-forme de lutte unitaire contre l'université bourgeoise. Il ne s'agit pas pour nous de regrouper dans un premier temps « la gauche » étudiante, les seuls révolutionnairs hors de toute perspective de travail de masse en direction du milieu. Il s'agit simplement de regrouper tout ceux qui sont prêts à engager la bataille contre la politique de la bourgeoisie sans opportunisme par rapport aux réformistes, mais sans non plus contourner la bataille nécéssaire vis à vis d'eux.

Car on ne peut prétendre construire un mouvement étudiant de masse en évitant de poser la question des rapports aux courants réformistes au sein de l'université. Ce dont ne parle pas les camarades. On peut bien sûr éviter la question en traitant l'UNEF-renouveau de « courant bourgeois ». Nous répondons plus longuement à cela dans notre brochure. Mais cela est peu sérieux. Dans la méthode d'analyse d'abord : si l'on veut éviter un « sociologisme » quelque peu mécaniste il faut bien caractériser l'UNEF-renouveau par la place qu'elle occupe dans le champ politique et ses liens au mouvement ouvrier. Cela est un plus peu sérieux dans l'analyse concrète : la polarisation d'étudiants et d'enseignants vers la classe ouvrière est aussi déterminée par le poids des réformistes au sein du mouvement

ouvrier, par la réalité de la perspective qu'offre l'Union de la gauche. Au delà de la ligne « coorporatiste » des réformistes à l'université, ils polarisent la radicalisation d'étudiants (et d'enseignants) vers la classe ouvrière. Et si l'on considère en plus les liens qu'ils ont avec les directions ouvrières, on voit mal comment ne pas développer une tactique de front unique vis à vis d'eux. Même si les rapports de force entre révolutionnaires et réformistes à l'université et la nature du milieu étudiant font que nous ne singeons pas mécaniquement cette tactique avec celle que nous développons dans les entreprises (pour plus de détails voir encore notre brochure.).

Et cette tactique, dont les camarades d'ailleurs se réclament, implique non seulement de batailler durant les mobilisations pour que l'UNEF-renouveau respecte l'auto-organisation, mais au-delà pour qu'elle soit partie prenante d'un syndicat unitaire et démocratique lié aux syndicats ouvriers.

A. Antoine. F. Ollivier. P. Rocky.

## Un très vieux vin dans de nouvelles outres

Coucou, les revoilà! Qui ça? Mais la «bande des quatre », voyons! Pas ceux du pays de la grande illusion, la sinophobie a chassé la sinophilie en l'espace d'une saison... Non, les « quatre en question » sont blancs, bien de chez nous, ou plutôt « bien de chez eux ». Ils ont nom Céline, Drieu, Brasillach et Rebatet. Ils sont partout. Ce qui est évidemment pour eux renouer avec une vieille habitude, mais peut tout de même poser quelques problèmes, quand on constate qu'ils reviennent avec le label soixante-huitard, eux qui étaient partis à Sigmaringen ou ailleurs, sous l'uniforme nazi. Il ne suffit pas de proférer alors quelques aphotegmes sentencieux sur les ironies de l'histoire. « Ni rire, ni pleurer, mais comprendre », disait déjà le vieux Spinoza.

On risquerait de ne pas comprendre grand-chose, en tout cas, à la nature du pouvoir giscardien (1), si sa volonté expresse de refaire l'unité d'une bourgeoisie divisée par l'histoire restait le secret le mieux gardé du règne. Le schisme de 1940/1944 — résistants contre collabos, de Gaulle

<sup>(1)</sup> Pas de danger non plus d'en apprendre long sur ce dernier grâce — au soporifique, et la plupart du temps soigneusement orienté vers des voies de garage — « débat sur l'Etat » qui fait actuellement le bonheur des revues.

contre Pétain et tous les ersatz du maréchal — ne fut que l'aboutissement d'une longue série, la réouverture d'une vieille plaie. 1792, 1815, 1870, 1898, furent des dates, ou déjà « ceux d'en haut », en France, se scindèrent au point qu'un des camps fit appel au peuple, péché suprême pour vider la querelle et sauver la démocratie ou l'indépendance nationale, ou les deux. Après chacune de ces crises, et quand par surcroît « ceux d'en bas » y étaient allés de leur petit solo funèbre, l'élite cherchait à recoller les morceaux, qui dans les séductions de l'imaginaire, qui par les mirages de la théorie.

La déchirure du « voile auguste qui doit recouvrir le mystère de l'Etat » (Richelieu), fut sans doute, entre 1940 et 1945, irréversible. Les mailles qui filèrent alors sont filées à tout jamais. La droite française, complètement discréditée sur le triple plan patriotique, moral et intellectuel, doit, humiliation suprême, se cacher sous l'aile protectrice de ses pires ennemis de la veille, les démo-chrétiens du MRP, les gaullistes du RPF. Et bien qu'elle reconquière très vite ses positions de force dans l'économie et les appareils d'Etat, sur le plan du pouvoir idéologique, c'est la débacle et pour longtemps. La dictature de fait qu'exerçait l'Action française (« la terreur dans les lettres ») dans la haute intelligentsia d'avantguerre n'est plus qu'un souvenir (2). Ce sont désormais les thoréziens, qui à travers le Comité national des écrivains, le Salon de mai, le contrôle occulte d'un certain nombre de maisons d'éditions, de galeries et de revues, donnent le la.

Les deux grandes tribunes issues de la Résistance, soit les revues les Temps modernes et Esprit, oscillent entre une critique fascinée du stalinisme et une position carrément « crypto ». Seuls ou presque à tenter d'organiser une phalange « atlantique » des intellectuels, les gaullistes de Liberté de l'esprit et autres Preuves (Aron, Alber, Ollivier, Malraux, Maurice Clavel — mais oui!) ne font pas le poids.

Dans l'ambiance véritablement jdanovienne qui règne alors à Paris (qu'on se souvienne des « affaires » Lyssenko, des commandos déchaînés à tout propos contre les Mains sales de Sartre, contre les meetings de sou-

tien à la Yougoslavie...

Inutile, dans ces colonnes, de rappeler trop longuement comment l'effondrement du mythe stalinien en 1956, la guerre d'Algérie, et finalement l'« année terrible » (pour le PC!) 1968, consommèrent le divorce entre l'intelligentsia française et le « parti de l'intelligence » (Jacques Duclos). Le résultat, on le connaît : le développement d'idéologies et de pratiques artistiques ouvertement a-historiques et antipolitiques (« nouveau roman », « structuralisme », « sémiologies » en tous genres, retour généra-

<sup>(2)</sup> Il ne faut pas trop se laisser abuser par le trompe-l'œil que peut produire le spectacle des imposantes tribunes intellectuelles du Front populaire, genre Congrès pour la défense de la culture où brillent les étoiles Gide, Rolland, Malraux, Picasso, etc. Quel que soit leur prestige, ils ne constituent qu'une respectable minorité, même à la NRF, dont le directeur, Gaston Gallimard, est acquis, comme la moitié de son équipe, aux idées fascistes.

lisé, dès le début des années soixante à l'art pour l'art et à la science pour la science). Mais pendant que les générations de 36 et de la Résistance donnaient une issue à leurs lassitudes et à leurs doutes, la jeunesse universitaire se révoltait et interprétait aussi bien Foucault et Lacan que Sartre ou même Aragon dans le sens de son refus du vieux monde. Le pire était encore à venir. Le pire : ou quand un projet de réunification de la vieille droite allait rencontrer la déception des enfants de mai.

Ne rions pas trop de la « mode rétro », qui n'est d'ailleurs pas une « mode », mais un phénomène idéologique très grave, destiné sans doute à s'étaler sur une longue période. Elle illustre à merveille le dicton : faire d'une pierre deux coups. D'un côté, en faisant de la collaboration une passion collective du peuple français, on fait endosser aux masses les responsabilités des élites dirigeantes. C'est la face la plus visible de l'opération, celle qui se retourne maintenant contre ses promoteurs (3), car la ressemblance, la consanguinité entre giscardisme et pétainisme n'en ressort que plus crûment. A-t-on pour autant assez pris garde que, à la faveur de ce déferlement d'antiquités vichyssoises, revient sournoisement une brocante bien particulière : le fascisme littéraire ; et que la plupart des brocanteurs appartiennent à l'espèce mao ou situ désabusé et recyclé est un fait qui interroge cruellement la génération de 1968 (4).

« Le ventre est encore fécond, d'où est sortie la bête immonde. » Prenant au sérieux l'avertissement de Brecht, nous ne considérons pas qu'il s'agisse de provocations gratuites, quand les chantres de la révolution nationale et de l'hitlérophilie militante nous sont dépeints comme les véritables prophètes de notre temps. Ne s'emploierait-on pas ainsi sournoisement à cultiver dans la « nouvelle vague » paumée des lycées et des facs un certain nombre de thèmes dont il ne faut pas sous-estimer la force, car ils sont ancrés dans la structure pulsionnelle de chaque individu. Thèmes qui ont de la barbe, c'est le moins qu'on puisse en dire : fascination de la mort et spécialement du suicide ; dégoût du sexe et misogynie ; mépris de la France veule des « ventres » et exaltation de l'Europe des jeunes loups ; répugnance invincible pour la « démocrassouille » et nostalgie d'un ordre

<sup>(3)</sup> Voir les études de Pascal Ory: les Collaborateurs et la France allemande. Cf. aussi le plus ancien Une certaine France de Philippe Garnier-Raymond (Balland, 1975).

<sup>(4)</sup> Il n'est pas question, en ce qui me concerne du moins, de reprendre le discours de Régis Debrì, opposant la «fête masturbatoire» de Mai à la robuste discipline du peuple français attendant son Sauveur Suprême. Cependant, il n'y a pas de doute que 1968, comme tout grand mouvement de masse a charrié un certain nombre d'éléments idéologiques douteux, dont l'exploitation n'a pas manqué d'être systématisée: c'est le travail des « gourous » qui peuvent déblatérer et déblatèrent contre les lumières et la raison parce que le mouvement a alors repris les vieux topos bergsoniens contre la science.

nouveau mettant au premier plan les valeurs d'héroïsme et de sacrifice. Bref, une panoplie du parfait maso/homosexuel refoulé. Mais laissons cela aux « psy »... Vous me direz que manque à cette liste un élément im-

portant, l'antisémitisme. Patience, patience, ça vient!

Remarquable aussi la division du travail, sans doute non préméditée (les grands mouvements souterrains de la lutte des classes idéologiques sont aussi des « procès sans sujet ») qui permet aux mainteneurs de la tradition de se rencontrer avec les bateleurs de l'après-gauchisme dans des campagnes aux buts identiques (réhabiliter la culture de droite) avec des langages appartenant apparemment à des univers tout à fait étrangers. Prenons le cas de Louis-Ferdinand Céline. L'auteur des Beaux Drans et de Bagatelles pour un massacre, ouvrages qui firent l'objet d'une diffusion officielle par la progagande nazie en France occuppée, a toujours eu ses grands prêtres et des publications spécialisées dans son culte. On pense immédiatement à feu Dominique de Roux et à sa revue de luxe l'Herne. C'est dans l'ordre des choses. Plus paradoxal déjà, le péan entonné au cours d'une émission de télévision par Gérard Guéguan, ancien directeur des éditions Champs libres à l'homme qui suivit Pétain et Laval à Sigmaringen. Et Guéguan ne faisait qu'exprimer publiquement une opinion largement répandue dans certains milieux issus de l'extrême gauche. Je peux témoigner qu'au cours de la préparation des émissions de télévision que devait réaliser Sartre, assisté d'une large équipe militante, pour Antenne 2, Céline devait figurer, aux yeux de beaucoup d'ex-maos qui étaient là, parmi les acteurs de la « révolte intellectuelle » qu'il s'agissait d'évoquer pour situer la jeunesse de Sartre. Bien entendu, il s'agissait implicitement d'une œuvre réduite aux premiers romans de Céline, Voyage au bout de la nuit et Mort à crédit, comme si le bon D' Destouches était mort vers 1933... Or, dès 1932, Paul Nizan pouvait écrire : « Céline n'est pas parmi nous : impossible d'accepter sa profonde anarchie, son mépris, sa répulsion générale qui n'exceptent point le prolétariat. Cette révolte pure peut le conduire n'importe où ; parmi nous, contre nous, ou nulle part... Nous verrons bien où ira cet homme qui n'est dupe de rien » (repris dans Pour une nouvelle culture, Grasset, 1971, p. 45).

Nous avons vite vu. En 1938, six années seulement plus tard et alors que Céline n'avait pu donner — et pour cause — tout la mesure de son ignominie fasciste et raciste (5), H. E. Kaminski pouvait déjà écrire un pamphlet intitulé Céline en chemise brune, en concluant ainsi son effarant voyage jusqu'au « bout du célinisme » : « Que le pirate montre son pa-

<sup>(5)</sup> Dont il faut donner au moins une petite idée : « ... Au fond, il n'y a que le chancelier Hitler pour parler des Juifs. D'ailleurs ses propos, de plus en plus fermes, je le note, sur ce chapitre, ne sont rapportés qu'avec gêne par notre grande presse (la plus rapprochiste) minimisés au possible, alambiqués, à contre-cœur. C'est le côté qu'on aime le moins... chez le chancelier Hitler. C'est celui que j'aime le plus. Je l'écrivais déjà en 1937, sous Blum » (lettre à Costantini du 4 décembre 1941).

villon — le drapeau rouge avec la croix gammée dans un cercle blanc mais au'il ne se faufile pas comme un innocent voyageur à la recherche d'émotions toutes personnelles. Il veut frauder la douane. Il porte du poison dans son bagage. » Aujourd'hui, d'étranges contrebandiers essaient de nous refiler le même poison sous un nouvel emballage, la fameuse « révolutions du langage ». Soyons sérieux : il est exact que Céline a représenté une sérieuse levée d'écrou pour la pratique de l'écriture romanesque, en y introduisant la verdeur du langage populaire et la licence du monologue intérieur brut, à la façon de son maître James Joyce. Dans la brèche qu'il a ainsi ouverte se sont engouffrés Sartre et bien d'autres. Et puis après ? Doit-on abdiquer tout droit à la critique (je dirais dans ce cas précis : tout droit à la prophylaxie) parce qu'un fasciste a innové la technique littéraire. A moins qu'en bon platonicien, on n'attribue à l'art une dignité ontologique supérieure à tout autre pratique, et que par conséquent, il soit logique d'égaler Céline à Einstein pour ses gros mots tout en traitant son délire nazi avec la même dévotion attristée que la folie d'Artaud. L'irresponsabilité du génie a vraiment bon dos.

Le retour du refoulé du « romantisme fasciste » (6) ne prend pas seulement la forme du « revival » organisé, et dont un autre exemple tout à fait scandaleux est la réédition du best-seller de Rebatet (en 1942...) les Décombres (7). Nombre des vedettes de la génération perdue (pas pour tout le monde) s'identifient carrément à leurs illustres devanciers, préparant ainsi le terrain à des redécouvertes extasiées. Il apparaît ainsi que Jean-Edern Hallier est une sorte de réincarnation de Drieu la Rochelle. On sait que ce dernier a présenté la particularité, point si exceptionnelle chez ses congénères, ne ne pas savoir vraiment, et ce toute sa vie, à quel saint, à quelle idéologie se vouer, pourvu qu'elle fut extrême. En 1934, il se sent aussi proche des manifestants du 9 février (les communistes!) que des Croix-de-Feu du 6. En 1943, il songe à rallier la Résistance (alors qu'il dirige la NRF ultra-collaboratrice) et reporte sur l'URSS de Staline les espoirs de régénération européenne jusque là dévolus au IIIe Reich. Or, que nous confie Edern, autre petit-fils avoué de Maurice Barrès et fidèle du « culte du moi » : « ... Alors politiquement, je me situais du côté des hussards de droite, Nimier, pour son insolence, ou Jean-René Huguenin, son jumeau spirituel, tué dans un accident de voiture, tous désengagés de l'après-guerre, brûlent leur vie par les deux bouts de la chandelle, et du côté du Parti communiste, auberge espagnole pour les fleurons de la culture bourgeoise. Rien d'antinomique au reste, sauf pour les dévôts, dans

<sup>(6)</sup> Selon l'excellente expression de l'essayiste de droite P. Serant, auteur — en 1960 — d'un ouvrage sur les « quatre » portant ce titre.

<sup>(7)</sup> Il est vrai que Jean-Jacques Pauvert, éditeur d'« avant-garde » est un récidiviste. En 1967, il publiait froidement une anthologie de Drumont, le prophète de l'extrême droite française antisémite, sous le titre tout à fait pétainiste de l'Anticapitalisme national.

cette alliance, expression de l'usure de la vieille droite et de la corruption des partis révolutionnaires, nostalgiques d'ordre établi. Bref, d'un conser-

vatisme l'autre... » (8) (Génération perdue, p. 96-97).

A rapprocher des réactions de Drieu, déjà évoquées plus haut, aux journées de février 1934 : « ... Communistes, patriotes : ce n'est pas la même chose... Ils étaient pourtant bien près les uns des autres. A un moment, vers 10 h, le mardi, dans la rue Rovale, dans la foule qui se ruait vers la place de la Concorde pour subir la grande pétarade de 11 h, on chantait pêle-mêle la Marseillaise et l'Internationale. J'aurais voulu que ce moment durât toujours » (cité d'après Pierre Andreu, Drieu témoin et visionnaire, Grasset, 1952, p. 169). Il y a entre ces deux textes une différence : là où la convergence des extrêmes signifie pour Drieu la jeunesse du monde, elle connote pour Edern son irrémédiable décadence. Il y a une continuité profonde (9) dans la conviction aristocratique que la politique n'est qu'un jeu, un jeu de la mort et du hasard (voir la lettre de Drieu, au moment où il décide de se donner la mort : « Nous avons joué et nous avons perdu. » Attente de l'« homme à cheval » et nihilisme, voilà les pôles de la cyclothymie constitutionnelle de tous les enfants de Chateaubriand et Barrès, héritiers amoureux avant tout de leur propre image de marque. Et pour un Malraux qui passe effectivement la barre de l'inscription historique, combien d'esthètes en réserve de la (contre)-révolution!

Aujourd'hui, pourtant, personne ne semble vraiment désireux de pousser jusqu'au bout cette logique morbide; aussi comprendra-t-on pourquoi la pulsion de mort de nombre de nos jeunes gens décolérés s'arrête prudemment... au libéralisme aronien. La vieille Cassandre de la droite française, le grand sage qui promène son regard désabusé sur ses frères drogués (l'Opium des intellectuels, que Glucksmann nous rajeunit aujourd'hui en Maîtres penseurs), le disciple de Dilthey et de Max Weber enseignant doctement l'inintelligibilité de l'histoire, voilà en effet un modèle qui réconcilie sans avoir l'air d'y toucher, la grande prose pessimiste à la Spengler avec le mol oreiller des prébendes académiques. Et voilà comment le Versaillais enragé de la Révolution introuvable devient le maître à penser des usurpateurs de mai...

Les canalisations secrètes reliant certains aspects des mouvements de contestation actuel de l'idéologie de la « gauche collaborationniste » des années 1940, sont plus nombreuses qu'il n'y paraît. La démonstration en

<sup>(8)</sup> On aura reconnu peut-être au passage le clin-d'œil à Céline (toujours lui!) auteur de ses souvenirs d'Allemagne (en 1944-1945), sous le titre D'un château l'autre.

<sup>(9)</sup> Signalons une autre transmigration d'âme, moins paradoxale puisqu'il s'agit de la reprise intégrale des thèmes du jeune européen de Drieu par Jean-Marie Benoist. Ce dernier ne s'est jamais caché en effet d'être un classique intellectuel de droite, et la balle est plutôt dans le camp de ceux qui ont accepté, anciens de l'UEC ou de 1968, de l'accepter dans leur « génération ». Quoiqu'il en soit on rapprochera utilement la Pavane pour une Europe défunte du susdit de ces phrases de Drieu.

a été faite de façon accablante pour les mouvements autonomistes (bretons, occitans, alsaciens) par Chatelain et Tafani dans leur très tonique Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes? (Stock 2, 1976). On y découvre avec stupéfaction que des anciens miliciens ou OAS bon teint se sont découverts après 1968 une âme... autogestionnaire!

Le mouvement écologique, si symphatique, mais si composite, a un petit air « retour à la terre » d'anticapitalisme romantique (10) encore renforcé par la présence — peu relevée — dans ses rangs de personnages au

passé mouvementé.

Quant aux thèses d'Illich, si admirée par notre establishment existentialiste ou personnaliste, elles n'auraient pas déparé les chantiers de la jeunesse du « vieux chef » Dunoyer de Segonzac, un expert en « convivialité ». L'utopie d'un monde sans ces pollutions que sont le capital et le prolétariat, le corporatisme, pour l'appeler par son nom est aussi vieux que la révolution industrielle dans les pays latins et catholiques... Il n'est pas jusqu'à un concert d'éloges qui inondait jusqu'il y a peu la Chine de Mao qui ne doive quelque chose à l'aspect «révolution nationale » réussie de l'expérience maoïste. En un mot, le droit imprescriptible à la différence, la légitime résistance au pillage de la nature, le ras-le-bol de la jeunesse ne produisent pas miraculeusement des idéologies immaculées. La révolte, comme le dit très bien Rancière, est toujours divisée contre ellemême. Et il n'y a pas que la classe ouvrière qui soit spontanément trade-unioniste...

De temps en temps, la question brûle les lèvres : le font-ils exprès, ou sont-ils seulement les victimes du fameux syndrome de Santayana (« Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre », aphorisme génial qui constituait l'exergue du film de Malle et Modiano, Lacombe Lucien)? Tout se passe en effet comme si notre « génération perdue » mimait jusqu'au moindre tic les attitudes et les goûts de la génération... des lendemains de la Commune. Wagner, Schopenhauer et Barrès. Nous somme en plein horizon 1880.

Mais laissons pour un temps les sources peu avouées des mornes cogitations présentées pour notre bonheur sous un emballage « pop », « folk » ou « punk » sous le nom de « nouvelle philosophie ». Le moindre Balibar venu (11), ayant opportunément lu la Destruction de la raison de G. Lukacs, peut repérer aisément et Schopenhauer et Bergson, à la base de tout

<sup>(10)</sup> Il n'est donc pas étonnant que des penseurs comme Junger et Heidegger, mais aussi notre Giono, puissent servir de référence commune aux « révolutionnaires conservateurs » d'hier et aux écologistes ou « communautaires » d'aujourd'hui. Voir sur ce point l'ouvrage définitif de Jean-Pierre Faye Langages totalitaires (Hermann, 1972).

<sup>(11)</sup> Voir son article dans la Nouvelle Critique de décembre 1976; cela dit, les théoriciens du PCF, sérieux comme Balibar ou bouffons comme les gens de Dialectiques sont incapables de mettre le doigt sur une des causes principales de la crue idéaliste, à savoir trente ans d'hégémonie du « marxisme » perverti de MM. Staline and C°.

le déferlement actuel d'obscurantisme de tout cet acharnement à prouver (« one more time — encore une fois! ») que l'histoire n'est « qu'un rêve plein de bruit et de fureur », un théâtre d'ombres où seuls des niais montent sur la scène, et dont le rideau tombe toujours sur une nouvelle figure du despotisme, du « maître » éternel. Allons directement aux conclusions politiques; oh, elle sont rares — pour le moment — car ces gens ne tiennent pas à perdre leur label « ex-gauchistes » qui fait toute leur force. Il est bon qu'on ne sache pas trop où l'extrême fatigue du héros fatigué le conduit. Pourtant, il faut bien qu'il crache le morceau de temps à autre : « C'est à se demander si le véritable exécuteur testamentaire de Mai 1968 n'est pas Valéry Giscard d'Estaing » (éditorial du Magazine littéraire. nº 112-113, intitulé le Mouvement des idées, Mai 1968-mai 1976). Interrogation à laquelle fait écho Bernard-Henri Lévy, chef d'orchestre de la campagne néo-spiritualiste dans un nombre incalculable de maisons d'éditions, émissions de télé et à Beaubourg, déclarant au micro de France-Culture : « Mai n'est plus dans mai, et les héritiers de Mai sont partout... du côté du gauchisme d'Etat giscardien aussi bien, de cette volonté réformatrice, dont on peut penser ce qu'on veut... mais dont on ne peut nier en tout cas... que cette existence, elle la tire et puise à la source de l'idéologie soixante-huitarde... » (Génération perdue, p. 180). Et pour ceux qui n'auraient pas compris, Christian Jambet (12), un autre soldat perdu de la révolution, maoïste, rive le clou : « On est farouchement contre l'Union de la gauche, Lardreau et moi... Ce que je dis ne va pas contre ceux qui voteront pour l'Union de la gauche, ils ont parfaitement le droit d'espérer. Mais la seule question qui se pose à son propos est celle-ci : est-elle pire ou n'estelle pas pire que le maître actuel » (Génération perdue, p. 59-60).

Donc, gardons précieusement nos libertés, et écrasons l'infâme, c'està-dire les lumières. Car il est bien question de marxisme dans le fameux procès dont on nous rebat les oreilles depuis deux-trois ans! La cible, l'idéologie française restant telle qu'en elle-même, c'est la méthode scientifique, la rationalité (et par conséquent la possibilité de l'action consciente sur) l'histoire et la politique. D'où la haine que continuent à susciter non seulement Marx et Lénine, qui ne sont malheureusement chez nous que des icônes ou des mots de passe, mais plus généralement tous ceux qui ont indiqué l'issue des illusions religieuses en tout genre. Pour citer une dernière fois Spinoza, « la lumière rend compte d'elle-même et des ténèbres ». Ouvertement de droite ou soit-disant d'ultra-gauche, le nouvel obscurantisme est une parade désespérée.

Daniel Lindenberg

(12) Jambet est, avec Guy Lardreau, autre rescapé de la Gauche prolétarienne, le distingué auteur de *l'Ange*, livre-manifeste du christo-gauchisme où les thèses les plus intégristes du style « mon royaume n'est pas de ce monde » (il n'y est question que de Saint-Paul, Saint-Augustin, Saint-Thomas et Plotin) sont rafraîchies par le recours à Foucault, à Lacan qui n'y peuvent évidement mais. A mettre évidemment en rapport avec le regain de religiosité dans une jeunesse déboussolée par le recul général.

# A propos du « Témoin et du prophète, pour ou contre Soljenitsyne » de Daniel Singer (1)

Une nouvelle mode hante les salons philosophico-littéraires parisiens : l'antimarxisme. Elle réunit une agréable confrérie (qui a le soutien enthousiaste de la presse bourgeoise), des gaullistes de gauche, des sociaux-démocrates new-lock, des ex-compagnons de route, des anciens staliniens endurcis et des soi-disant « enfants de Mai 68 ». A part quelques exceptions (notamment Castoriadis), la plupart ont été, il y a encore quelques années, des staliniens et/ou des maoïstes convaincus. Après avoir pendant longtemps chanté: « Vive Marx-Engels-Lénine-Staline-Mao » (ou une autre variante de cette série), ils sont maintenant prêts à déclamer la formule inverse : « A bas Mao-Staline-Lénine-Engels-Marx ». Ils ne sont que le revers de la médaille stalinienne (ou maoïste) dont ils conservent la prémisse fondamentale: l'URSS (ou la Chine) est l'expression authentique du marxisme. Incapables, il y a quelques années, de distinguer le marxisme de sa contrefaçon bureaucratique, de sa misérable caricature russe ou chinoise, ils brûlent ensemble ce qu'ils ont ensemble adoré dans le passé. Leur ancien dieu ayant fait faillite, ils se lancent désespérement à la recherche d'un nouveau prophète qu'ils croient trouver dans Alexandre-Isaievitch Solienitsvne.

Que penser du « phénomène Soljenitsyne »? La droite française l'a reçu comme l'un des siens, le PCF a commencé par déverser un tombereau d'injures avant de se retirer dans un silence gêné, la confrérie des ex-gauchistes repentis en a fait son maître à penser, son gourou. L'intérêt de l'excellent article de Daniel Singer est de présenter une pre-

<sup>(1)</sup> Daniel Singer, le Témoin et le prophète, pour ou contre Soljenitsyne suivi de C'est la faute à Karl Platon (essai sur André Glucksmann), Revue d'esthétique, 2/3, 1976. Editions 10/18..

mière tentative (à part le petit article d'Ernest Mandel dans Inprecor) d'analyse sérieuse des questions que soulève l'auteur de l'Archipel du Goulag, en opposant une digue solide au fleuve de sophisme verbeux qui

a envahi la scène politico-intellectuelle parisienne.

Marxiste non dogmatique et antistalinien, Daniel Singer aborde l'affaire Soljenitsyne avec un rigueur historique et politique exemplaire. Il est dommage que son article ait été publié dans la Revue d'esthétique, parce qu'il risque de passer inaperçu d'un public plus politisé. Sa démarche est double : d'une part, distinguer soigneusement entre Soljenitsyne lui-même, produit d'une expérience tragique, et les pitreries de ses émules français : comme l'écrivait Marx, l'histoire se répète, mais comme farce. D'où la séparation de l'essai en deux articles, l'un dédié à Alexandre Isaievitch Soljenitsyne et l'autre à André Glucksmann. D'autre part, distinguer chez Soljenitsyne lui-même le témoin précieux et respectable de l'univers concentrationnaire soviétique et le prophète slavophile, réactionnaire et contre-révolutionnaire.

Comme témoin du goulag, qu'il a vécu de l'intérieur, et sur lequel il a rassemblé, avec ténacité et courage, des centaines de témoignages précis. Solienitsyne est indispensable. Daniel Singer insiste que la gauche le prenne au sérieux : « Loin de briser le miroir, il faut le conserver précieusement, car il nous montre que la gueule était encore plus horrible que nous ne l'imaginions » (46). Cependant, ce miroir, ou plutôt ce tableau est loin d'être complet, cohérent ou objectif; tout d'abord, il lui manque une vision globale, historique, du développement politique et social en Russie : il n'est pas capable d'insérer le goulag dans un ensemble plus vaste, et de lui donner une explication plus rationnelle que la colère de Dieu, le péché originel ou la méchanceté des bolcheviks. Et surtout, il essaye par tous les moyens de tirer un trait d'égalité entre lénisme et stalinisme, entre l'URSS du début des années vingt et celle de la fin des années trente, ce qui l'amène à faire l'apologie de l'armée blanche russe, présentée comme l'instrument de la justice. Or, comme le souligne avec force Daniel Singer, malgré toutes les critiques qu'on peut faire aux bolchevicks pour leur abolition de la démocratie dans les soviets et dans les usines, la ligne de séparation entre l'époque léniniste et l'ère stalinienne est ineffaçable : « Aucun historien digne de ce nom ne peut méconnaître cette division ». En voulant à tout prix la nier, Solienitsyne est incapable de comprendre et d'expliquer les véritables racines historiques et sociales du goulag.

Malgré ces limites et distorsions, l'Archipel du Goulag reste, comme témoignage, un monument puissant et émouvant, une dénonciation irréfutable des crimes de la bureaucratie stalienne. Par contre, comme prophète et idéologue, Soljenitsyne, surtout après son exil forcé, est authentiquement réactionnaire. Son apologie de la guerre du Vietnam et du massacre des communistes indonésiens, sa condamnation sévère des

« excès de la démocratie » aux USA(« Lorsqu'une liberté de discussion débridée conduit à l'anéantissement du pays en face des dangers imminents et à la capitulation dans les guerres qu'on n'a même pas perdues », Des voix sous les décombres, Seuil, 1975, p. 30), son hostilité à la Révolution française, sa nostalgie de la Sainte Russie des tsars et de l'Eglise orthodoxe du Moyen-Age en font un doctrinaire profondément aveugle et un contre-révolutionnaire au sens classique du terme. Ceci dit, tant qu'il était un opposant en URSS, l'aspect dominant de son rôle social était celui de la critique de l'ordre établi, qui rencontrait un écho

beaucoup plus large que ses rêves mystico-réactionnaires.

Daniel Singer démontre l'arbitraire total des tentatives pour faire de Solienitsyne le représentant d'un égalitarisme plébéien progressiste. Il cite par exemple les passages de l'Archipel ou celui-ci prend la défense de la hiérarchie dans l'usine contre l'égalitarisme bolchevik des premières années de la révolution russe : « Comment les ingénieurs pouvaient-ils faire bon accueil à la dictature des ouvriers, leurs propres subordonnés dans l'entreprise, hommes peu qualifiés, ne maîtrisant ni les lois physiques ni les lois économiques de la production, mais qui venaient d'occuper les postes de commande pour diriger les ingénieurs? » (Archipel, I, p. 281). Il montre aussi les contradictions qui apparaissent constamment chez Solienitsyne entre la profonde sensibilité du témoin et les surprenantes bévues du prophète. Par exemple, après avoir expliqué, de manière fort convaincante, que l'idéologie officielle n'est en URSS qu'une façade, un simulacre, Alexandre Isaievitch dénonce un élément de cette idéologie. l'internationalisme, comme source de tous les maux de la politique soviétique (dans la lettre aux dirigeants de l'URSS); comme l'écrit Singer : « Solienitsyne doit être un des derniers à vraiment croire que Moscou est toujours le quartier général de la révolution mondiale et le Breinev passe des nuits blanches à rêver aux soviets de l'Atlantique au Pacifique » (78).

Par ses critiques, par son dévoilement passionné du sinistre univers du goulag, Soljenitsyne représente une menace pour la bureaucratie soviétique; mais par son doctrinarisme réactionnaire (qui est au fond le produit de cinquante années de stalinisme), il peut être utile, comme épouvantail et comme confirmation de l'idéologie officielle, selon laquelle toute opposition au régime établi ne peut être qu'antisociale, contre-révolutionnaire et nostalgique du passé tsariste. Daniel Singer esquisse une comparaison qui nous semble très pertinente entre Soljenitsyne et Trotsky: « Trotsky, qui, comme Soljenitsyne, fut exilé de l'URSS, ne fut pas accueilli en Occident avec un enthousiasme comparable; il trouva « une planète sans visa »... Soljenitsyne a-t-il jamais pensé que l'« abject » Trotsky était pour les maîtres du Kremlin une menace potentielle incomparablement plus grande que lui-même? Probablement pas, car la modestie n'est pas un des vices de Soljenitsyne (84). »

Daniel Singer croit que l'URSS actuelle n'est pas un système monolithique et inébranlable; les événements de Pologne (1970-1976) montrent les possibilités de crise du système bureaucratique. Dans les usines et les écoles, une nouvelle génération se lève, qui chassera les parasites au pouvoir « au nom des conseils de travailleurs manuels et intellectuels, urbains et ruraux, version nouvelle des soviets qui, en 1917, tout en changeant le monde, semblaient lui promettre un nouvel avenir »

(81). Cette nouvelle génération ne pourra pas se reconnaître dans les doctrines anachroniques passéistes de Soljenitsyne, mais elle « montrera de la reconnaissance à l'égard du témoin indomptable et de la compas-

sion pour le prophète perverti (82) ».

Par contre, l'épigone des salons parisiens, Glucksmann, ne mérite ni reconnaissance ni compassion; dans un petit post-scriptum ironique et implacable (C'est la faute à Karl Platon), Singer fait éclater une à une les bulles de savon multicolores du verbiage incohérent et prétentieux intitulé la Cuisinière et le mangeur d'hommes. Il montre que des livres comme celui-ci ne peuvent que renforcer le camp stalinien, parce que pour beaucoup de jeunes lecteurs, « si pour répudier la Russie comme modèle et lui refuser catégoriquement le nom de socialiste, il est nécessaire de se ranger sous la bannière du prophète Soljenitsyne et de ses compagnons de croisade, les tortionnaires vietnamiens ou les assassins d'Indonésie, si telle est la fausse alternative, il vaut encore mieux se résigner au PCF... (105) »

Daniel Singer est particulièrement indigné par la tentative comique de Glucksmann d'embrigader Rosa Luxemburg dans le même camp que Soljenitsyne. En vérité, Alexandre Isaeivitch « symbolise tout — le nationalisme, l'obscurantisme de l'Eglise orthodoxe, l'idéalisation de la paysannerie et la glorification du passé — toute la puanteur de la Sainte Russie du tsar, du knout et des pogroms qu'elle détestait si profondémment (103) ». Il faut vraiment le culot canularesque d'un Glucksmann pour essayer, sous prétexte qu'elle a critiqué Lénine, de l'assimiler au

combat d'un nationaliste slavophile.

Un bilan critique de la période léniniste de l'URSS (1917-1923) est justifié et nécessaire. A notre avis, un tel bilan pourrait partir précisément de certaines critiques que Rosa Luxemburg faisait aux bolchevicks en 1918, au sujet de leurs limitations drastiques à la démocratie et à la liberté d'expression. « La liberté, c'est toujours la liberté pour celui qui pense autrement », écrivait-elle, dans sa brochure sur la Révolution russe. Ce texte, écrit en prison en 1918 et publié seulement après sa mort, mérite d'être relu aujourd'hui par ceux qui se posent des questions sur le rapport entre la dictature du prolétariat et la démocratie socialiste. Mais, il s'agit d'un document qui n'a rien de commun avec les logomachies des Glucksmann, Maurice Clavel et autres Jean-Marie Benoist. Clairement située du point de vue de l'internationalisme prolétarien et du

marxisme révolutionnaire, la critique de Rosa Luxemburg (nous nous référons ici aux polémiques au sujet de la démocratie; celles sur la question agraire et nationale nous semblent beaucoup plus discutables) est tout d'abord une analyse concrète de la situation concrète. Et elle reconnaît que dans leur situation en 1917-1918 (guerre civile, intervention impérialiste, famine, etc.), il était impossible de construire une démocratie socialiste parfaite: les mesures d'urgence prises par les bolchevicks étaient probablement inévitables: le danger était de changer la nécessité en vertu, et de présenter ces mesures comme un modèle universel de la dictaure du prolétariat.

Les écrits de Rosa Luxemburg sont un guide précieux pour la lutte révolutionnaire, pour la démocratie socialiste; le charabia à la mode de Glucksmann et des autres disciples français du gourou Soljenitsyne ne servent qu'à une chose, comme le souligne Daniel Singer: « Si une nouvelle génération remet en question les règles du jeu établies... persuader les nouveaux rebelles que toute tentative de changer radicalement la société est condamnée d'avance... »

Carlos Rossi

### Sur l'essai de Xavière Gauthier « Dire nos sexualités »

Si le premier livre de Xavière Gauthier, Surréalisme et Sexualité (1) ne pouvait toucher qu'un public limité, le dernier, Dire nos sexualités (2), est une sorte de best-seller de l'essai. A quoi doit-il ce succès ? Est-ce une liberté, une connaissance d'eux-mêmes que ses lecteurs vont chercher dans ce livre ? Ou les « trucs pas communs », qu'avec un sourire égrillard, Bernard Pivot recommandait à l'attention de ses auditeurs, expliquent-ils plus simplement son chiffre de vente ?

Xavière Gauthier ne recherchait certainement pas un succès douteux. Mais ne serait-il pas bon qu'elle s'interroge sur le rapport de ce succès à ce

qu'elle a fait et aux intentions qui la guidaient?

Son livre proclame, péremptoire, qu'il est temps de dire nos sexualités, et aussitôt, elle enregistre et publie quarante interviews, 25 hommes et 15 femmes ; 17 personnes de 20 à 29 ans, 13 de 30 à 39, 4 de 40 à 49 et autant de 50 à 59, plus un homme de 74 ans et d'un âge indéterminé. La « normalité hétérosexuelle » statistique est fournie par un unique témoignage qui tient en une ligne : « J'aime les femmes, j'aime les baiser », qui semble là pour la bonne mesure. Nous n'allons pourtant pas lui chercher chicane en lui reprochant le peu de signification de son échantillonnage, d'autant qu'elle reconnaît son arbitraire et ne cache pas qu'il est autoconstitué. Tout auteur peut délibérément choisir d'extrapoler à partir de quelques fragments de vies racontées sur demande, et décider que le particulier vise à l'universel.

<sup>(1)</sup> Coll. Idées, éd. Gallimard. Voir aussi Critique communiste, nos 4, 6 et 11/12. (2) E. Galilée.

Aussi bien, depuis Freud, nul n'ignore qu'en chacun de nous s'inscrit une sexualité dont le polymorphisme touche les plages de la perversion. Tout rappel de cette évidence ne saurait qu'enfoncer des portes ouvertes

depuis près de quatre-vingts ans.

Qu'est-ce que Freud veut dire par polymorphisme pervers de l'enfant, sinon que l'enfant, jusqu'au moment où il prend connaissance de ce qu'implique la différence des sexes, fonctionne dans la certitude d'un « tout possible » Et c'est justement cette certitude qui lui permet d'éprouver l'écart entre ce que ses sens perçoivent et ce qu'il a pu bâtir comme croyance et conviction.

Et à l'intention de ceux/celles qui persistent à penser que la castration est l'expression d'un horrible « machisme », nous rappellerons que la castration n'est compréhensible que référée à la perte de l'illusion qu'il n'y a que du semblable, de l'indifférencié dans l'ordre du sexuel. La traversée de la castration implique donc avant tout la perte de l'illusion; d'une illusion sans avenir. Une perte toujours remise en cause d'ailleurs, jamais acquise une fois pour toutes.

Mais cette expérience du manque, du manque d'un tout-avoir, tout-pouvoir, la plupart des interviewés de Xavière Gauthier — à défaut de Xavière Gauthier elle-même qui n'extrapole pas les données de son échantillonnage comme elle en avait le droit, sinon le devoir — semblent la nier

Pour l'auteur de *Dire nos sexualités*, tout se passe comme s'il y avait toujours du pareil au même et qu'en chacun de nous vivait un(e) sadique, un(e) masochiste, -un(e) homosexuel(le), un(e) nymphomane, un(e) frigide/impuissant... Il suffirait donc, à suivre ces suggestions, de peu, de très peu pour que ces formes de vies sexuelles se déchaînent.

Nous conaissons ces thèses, elles étaient déjà contenues dans Surréalisme et Sexualité. Elles ne sont plus ici explicites, mais manifestées par des « vies » qui doivent démontrer par elles-mêmes. Et démontrer d'abord contre la « norme » fournie par la sexologie étudiée dans l'introduction. Plus exactement, pas étudiée mais pourfendue, et brillamment, comme incontestable fausse science, dont notre auteur montre parfaitement le caractère de contrefort de l'idéologie dominante et — au moins dans les auteurs sélectionnés — sous ses aspects les plus réactionnaires. les plus misogynes, les plus pétris de peur panique en face de la radicalisation féministe. Mais, une fois ce travail de salubrité effectué avec le grand talent polémique que nous connaissons à X. Gauthier, qu'y opposet-elle? Une illustration de ses thèses d'épanouissement humain par la libération des perversions? Peut-être l'a-t-elle cru, bien que certains de ses propres propos donnent à en douter (« celles de ces sexualités qui m'ennuvaient, me révoltaient, m'exaspéraient, me navraient... celles qui m'ont bouleversée, fascinée, terrifiée »). Notre lecture, en tout cas est celle d'un étalage plus pitoyable qu'effrayant de misères sexuelles, d'insatisfactions, de frustrations, de souffrances et, surtout, surtout de solitudes, d'absence

de l'autre, ignoré comme individu avec lequel on peut, parler, rire, parta-

ger mille préoccupations.

De la part des hommes interviewés (la grosse majorité, 25 sur 40), l'expression de la misogynie, pour différente qu'elle soit de celle des sexologues, n'a guère à leur envier. Quelque peu dissimulée parfois sous le faux égalitarisme du désir pervers, la violence sexuelle patriarcale est omniprésente : obligation faite aux compagnes des partouzes, de la prostitution, et jusqu'à ce père qui avoue vouloir « pervertir » sa fille et en faite une putain. Même si l'on ne tient pas compte dans ces confessions de l'exagération aux allures mythomaniaques, dont X. Gauthier avoue la plus grande probabilité, la mauvaise conscience qu'elles manifestent très souvent (avivée explicitement par l'existence du mouvement des femmes) et la duplicité qui tient au fait qu'il s'agit presque exclusivement d'intellectuels (ceux qui ne citent pas Freud et Lacan, citent Bataille...) laissent deviner une réalité pire encore que le discours. Quant aux femmes, qui attendraient, d'elles au moins, le souffle d'une nouvelle liberté espérée serait bien décu : la misère de celles-là est pire encore que celles des hommes ; tout comme chez les hétérosexuelles « normales ». La moitié qui n'est pas homosexuelle, non seulement vit sa sexualité selon la pire empreinte de la sexualité mâle traditionnelle, mais peut même manifester une aliénation qui « en rajoute », telle celle qui a été prostituée sans goût pour cela, mais regrette de n'avoir pas été battue « vraiment ».

Xavière Gauthier — soulignons-le — n'a trouvé à faire aucun commentaire à ces confessions. Est-elle passée sur une ligne de repli où il ne s'agirait plus, en somme, que de « se dire » pour se libérer au moins de l'étouffement dans la clandestinité obligée de la perversion?

Bien plutôt sans doute veut-elle suggérer que, surmontée la répression, nous sommes tous, en puissance, susceptibles d'occuper la position d'un

de ces personnages d'ombre.

Ce serait ignorer tout simplement qu'irréductiblement, le sujet se structure dans une problématique qui le fonde, et que nulle violence interne ou externe ne peut durablement l'entraîner à occuper telle ou telle autre position quant au désaveu ou à la reconnaissance de la différence des sexes.

Qu'il y ait une fascination chez le névrosé (qu'est tout un chacun d'entre nous) pour la perversion, cela ne saurait faire de doute. Mais gommer la différence structurelle entre le pervers et le névrosé procède d'une démarche toute empreinte de ce désaveu de la différence des sexes qui nous est présenté dans la lumière fascinante de l'étrange.

Et cette fascination n'a d'autre ressort que le « non-donné une fois pour toutes » du rapport du sujet à la castration. « Non-donné une fois pour toutes », c'est-à-dire que subsiste toujours en nous la tentation de céder aux vieilles croyances, de se laisser charmer par les vieilles illusions.

Quelle fonction réelle remplit donc ce livre ? Certainement pas d'une

étape vers la fin de l'ostracisme, de la ségrégation dont sont victimes les « déviants sexuels ».

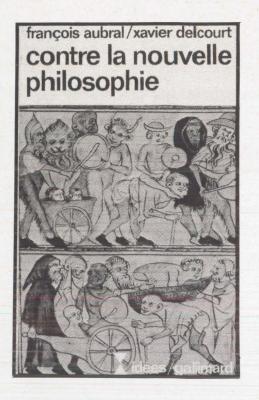
L'absence de méthode de l'auteur est une méthode qu'elle le sache ou non, elle envoie le lecteur du côté de ces visites guidées dominicales, qui au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle, conduisaient élégantes et dandies à Charenton, la Salpêtrière ou autres asiles d'aliénés.

Xavière Gauthier donne à voir, à imaginer et à jalouser la misère sexuelle, c'est-à-dire des vies dont le seul but se réduit à la recherche du/de la partenaire-objet sexuel. Car, en fin de compte, les partenaires de ces personnages sont tous, y compris (et surtout) ceux des masochistes, des objets, dépourvus de toute subjectivité. Le partenaire est condamné à subir le désir du pervers. Et si se manifeste chez le partenaire-objet la moindre velléité d'existence, le pervers est là pour lui rappeler que lui possède un savoir sur sa propre jouissance et sur la jouissance de l'autre (ici, le partenaire) que celui-ci ne peut en aucun cas ignorer. D'un tout-savoir sur la jouissance de l'autre à un tout-pouvoir sur l'autre, le pas est vite franchi. Et l'on retrouve ici la proximité de la perversion avec les formes diverses du fascisme quotidien.

Que l'on nous rappelle que nos sexualités sont souvent prises dans les méandres du savoir/pouvoir, soit! Encore faudrait-il considérer la fonction du leurre dans toute relation amoureuse, qui justement permet au couple (fut-il éphémère) d'échapper à ce tout-savoir-par-avance de l'un sur l'autre qui est le propre de la relation amoureuse perverse. Car ici, il n'y a aucun leurre, pas plus qu'il n'y a liberté, il a y a agir sexuel dévorateur d'existences et tyrannie privée.

Xavière Gauthier était entrée en littérature en annonçant une voie royale vers la libération humaine. Quelques années après, elle arrive au fond d'une impasse sordide. Nous sommes curieux de savoir comment elle s'y prendra pour poursuivre son œuvre littéraire sans rebrousser chemin.

Michel Perret et Michel Lequenne











(J. Valier);

(D. Berger)

13 Le Front Populaire (P. Franck);

14 Le Parti Communiste Français

## **K7 UNIVERSITE ROUGE**

Sont disponibles actuellement :	15 ☐ Le modèle chinois — I — (F. Carl
	16 Le modèle chinois — II — (F. Carli
1 Le mode de production capitaliste	17 🗆 La révolution allemande 1918-19
(J. Valier);	(J.M. Vincent)
2 Les contradictions du capitalisme	№18 ☐ La révolution espagnole (D. Bensa
(J. Valier);	19 ☐ La révolution portugaise
3 L'impérialisme (J. Valier);	
4 L'Etat dans la société capitaliste	Pour toute commande envoyer la public
(M.Hallouze);	en cochant le nombre voulu et les K7 corr
5 Le matérialisme historique (J.M.	pondantes.
Vincent);	
6 Les classes sociales 1 (D.Bensaid);	6 K7: 120 F port inclus.
7 D Les classes sociales 2 (D.Bensaid);	☐ 12 K7 : 214 F port inclus
8 🗆 La théorie léniniste de l'organisation	☐ 19 K7: 320 F port inclus
(H, Weber):	
9 🗆 La dégénérescence bureaucratique du	à l'adresse des
mouvement ouvrier (H.Weber);	Editions de la Taupe
10 Le phénomène stalinien 1 (G.Filoche);	Service K7 Formation
11 Le phénomène stalinien 2 (G.Filoche);	10, impasse Guéménée
12 \( \subseteq \) La crise actuelle du capitalisme	75004 PARIS

Chèques libellés à l'ordre des Editions de La Taupe

es-

. Toutes ces K7 sont en vente à l'unité à la Librairie Rouge: 20 F.